
Les conjonctures au crible de l'hégémonie. La place du politique en Amérique latine, et ailleurs

Introduction du Dossier « Produire les conjonctures en Amérique latine. Quelle place pour les politiques sociales ? »

Isabel Georges and Olivier Giraud

« Comme le disait Pierre Laborie, "l'événement" ne peut pas être réduit au "fait", il est "ce qui est arrivé à ce qui est arrivé", "ce qui advient à ce qui est advenu". Sa représentation agit sur le réel »
Jean-Clément MARTIN, *Les Échos de la terreur*, Paris, Éditions Agora, 2019 [Belin, 2018], p. 48.

- 1 À rebours des approches traitant du changement conjoncturel ou des ruptures brutales de contexte¹, ce dossier thématique vise à mettre en question la catégorie même de *conjoncture*. Il s'agit ici de dénaturer cette notion et de s'intéresser à ses usages multiples et concurrents, savants, politiques, médiatiques, d'une période à l'autre² et à la place qu'y occupent les politiques sociales. Il s'agira ainsi d'interroger la notion de conjoncture notamment à partir du cas de l'Amérique latine, considérée tour à tour comme un « laboratoire de l'expérimentation du néolibéralisme, [avant de paraître] devenir celui de la contestation du néolibéralisme » (Gaudichaud, 2008), puis d'être considéré, jusqu'au milieu des années 2010, comme un « laboratoire des politiques sociales » (Lautier, 2012). Ayant attiré sur lui pendant longtemps l'attention des diverses « gauches » dans le monde, ces dernières ont fini par s'en détourner, déçues par le naufrage d'un projet politique que certains ont qualifié de « néolibéralisme progressiste » (Fraser, 2018) ou de « moment postnéolibéral » (Gaudichaud & Posado, 2021). Dès lors, loin de faire la part belle à une réminiscence ou à des regrets, ce Dossier contribue à la compréhension de ces « tournants » ou revirements de conjoncture apparents, en posant non seulement la question des changements réels mais aussi celle de la circulation de ses mécanismes sous-jacents. Au-delà d'un accès privilégié aux

normes implicites qui ont contribué à l'émergence de ces « crises », il s'agit de l'occasion de réfléchir à la notion de conjoncture, en la reliant à celle d'hégémonie et, *in fine*, de poser la question de la place et du sens du politique, dans des contextes historiques aux prises avec les tentatives d'appropriations et d'interprétations. Que peut nous apporter l'étude de l'Amérique latine dans cette perspective ? Pour l'essentiel, notre article produit la démonstration suivante : l'analyse des conjonctures comme une interprétation dominante d'une situation politique renvoie aux usages contemporains de la notion d'hégémonie. Elle s'applique bien au rôle que jouent les politiques sociales dans l'incarnation d'un discours politique dominant. Le détour par les cas latino-américains recensés dans cette introduction et produits dans ce Dossier montre cependant que la prise en compte exclusive d'une telle hégémonie politique représente elle-même une forme de domination et une vision partielle du phénomène. La prise en compte d'approches territorialement et socialement plus diverses rend visible l'existence concomitante d'espaces sociaux, voire socio-économiques, faisant vivre d'autres valeurs politiques, y compris dans des rapports variables à l'institutionnalisation³.

- 2 Notre argument est présenté en trois parties : à partir d'une première mise en perspective théorique de la notion de « conjoncture » et de son lien avec celle d'hégémonie, « la conjoncture nationale comme récit, objet et trajectoire », il pose, dans la deuxième partie, la question de la spécificité des conjonctures latino-américaines, voire interroge le lien entre la production d'une conjoncture et l'état de la démocratie, « la conjoncture latino-américaine : un objet emblématique ? ». La troisième partie, « quelques études de cas : la mise à l'épreuve empirique d'un modèle "du Nord" ? » met en perspective les quatre articles qui composent ce Dossier, pour proposer une remise en question de la conception dite universaliste de « conjoncture ».

La conjoncture nationale comme récit, objet et trajectoire

- 3 La conjoncture politique est une notion relationnelle correspondant à l'analyse d'une situation ou d'une « séquence » historique particulière et qui en propose une mise en récit. La conjoncture politique est ainsi une interprétation particulière qui repose sur quatre éléments principaux. En premier lieu, elle est basée sur la mise en scène de ruptures ou évolutions sociopolitiques considérées comme suffisamment saillantes pour marquer ou caractériser et singulariser une époque. En cela, elle se rattache au travail clé de périodisation auquel les historiographes consacrent beaucoup d'attention (Hartog, 2003). Des mobilisations sociales, des changements électoraux, des crises économiques, naturelles ou encore sanitaires, des tensions internationales, des crises de régime et bien d'autres éléments, pensés comme des ruptures, peuvent présenter une portée politique suffisamment forte pour pouvoir servir de support à une telle interprétation.
- 4 Précisément – et c'est là la deuxième caractéristique majeure de la conjoncture politique – l'interprétation d'une situation fondée sur un fait saillant particulier est complétée par la construction d'une narration qui crée du lien entre des faits contrastés dans leur nature même. Il peut s'agir d'événements isolés comme une manifestation, le geste symbolique d'un activiste ou d'un leader politique, un mouvement de grève ou une émeute dans un quartier, une production culturelle

comme une chanson ou un film, etc. mais aussi d'événements plus collectifs comme le résultat d'une élection nationale ou des évolutions sociologiques comme l'émergence d'un nouveau groupe professionnel, d'un nouveau rapport ou interne à un parti ou une organisation, l'embrasement social de régions entières, ou encore des mouvements artistiques structurés qui se déploient sur des décennies.

- 5 En troisième lieu, la conjoncture politique propose une interprétation nouvelle des relations de pouvoir au sein d'une société, dans un contexte particulier, sans pour autant qu'elles soient véritablement bouleversées sur le fond. La notion trouve ici une importance spécifique car la conjoncture politique est susceptible de produire des effets concrets. Cette interprétation renouvelée des relations de pouvoir, en agissant sur la compréhension que les acteurs ont de leur propre situation, est susceptible d'agir comme une prophétie auto-réalisatrice et de générer des effets d'entraînement, de mobilisation, ou encore de socialisation spécifiques. Différents analystes de la notion de conjoncture politique (Dobry, 2009, 2020 ; Boltansky & Esquerre, 2022), ont en effet insisté sur la capacité de ces interprétations à « politiser » les individus, au sens d'une influence sur leur positionnement politique quant à des enjeux spécifiques. Par exemple, dans les différents systèmes démocratiques, que cela soit dans les pays européens ou les pays d'Amérique latine, l'émergence de leaders issus du monde populaire entraîne le plus souvent un regain de mobilisation, de participation politique, de présence dans l'espace public, des milieux populaires. L'idée que le « pouvoir appartient au peuple », que les « masses sont au pouvoir » s'appuie sur une légitimité spécifique liée à la conjonction du nombre et du caractère spécifiquement populaire des forces en présence.
- 6 Est-ce que pour autant dans les pays concernés, les forces conservatrices, qu'elles soient nationalistes, proches du système militaire, ou de la bourgeoisie économique, ont perdu les leviers de pouvoir décisifs dans le pays ? Bien sûr, il n'en est rien et les retournements apparents de conjoncture – celui qu'a connu le Brésil depuis l'arrivée au pouvoir de Jaïr Bolsonaro est particulièrement dramatique – suffisent à le rappeler. Dans le Brésil de Jaïr Bolsonaro, comme dans les États-Unis de Donald Trump, les milieux populaires fragmentés dans leur diversité en partie par les politiques de reconnaissance identitaire, se trouvent rapidement marginalisés, découragés, parfois criminalisés et, souvent, invisibilisés par la conjoncture qui a succédé aux régimes précédents qui s'appuyaient en partie sur eux.
- 7 Ces basculements de conjoncture renvoient à la quatrième caractéristique clé de ce qu'est une conjoncture politique. La dynamique même des conjonctures politiques repose sur une forte compétition entre forces sociales, politiques, culturelles, pour imposer une lecture hégémonique d'une situation historique spécifique. Antonio Gramsci est souvent considéré comme le penseur du ^{xx}^{ème} siècle qui a le mieux théorisé la notion d'hégémonie. Cette notion a été largement transformée par rapport à son inspiration originelle, dans le contexte d'une interrogation portant sur la possibilité de la traduction des concepts et conditions de la révolution russe dans les pays d'Europe occidentale ou encore de la même traduction de concepts philosophiques en pratiques politiques (Thomas, 2013). Les textes de sociologie politique contemporaine s'accordent en général pour reconnaître dans l'hégémonie une domination culturelle exercée par un groupe, qui parvient à susciter un assentiment relatif dans la population, mais qui non seulement est le produit d'une lutte entre groupes sociaux et positions contrastées, mais reste toujours contestée dans la société. La force de l'hégémonie réside cependant

dans sa naturalisation, dans le fait qu'elle apparaît, au moins à un moment donné, comme une logique incontestable. Le fait que l'hégémonie est susceptible d'intégrer différents groupes sociaux et positions politiques, comme différents ordres normatifs et de discours, est une caractéristique supplémentaire de l'hégémonie.

- 8 Ce mouvement ambivalent entre puissance d'imposition et contestation, au cœur de la notion d'hégémonie, se retrouve particulièrement bien dans celle de conjoncture politique. La conjoncture politique est la lecture d'une situation historique, susceptible de créer des effets de politisation. Elle dispose de la capacité à naturaliser la position qu'elle défend, résulte d'une lutte entre des positions différentes, mais est également irrémédiablement amenée à être contestée et, ultimement, à perdre sa place dominante.
- 9 Le parallèle entre la conjoncture politique et le concept d'hégémonie dépasse les aspects définitionnels et mérite d'être conduit sur le terrain des enseignements que l'on peut attendre de cette notion. Trois enjeux principaux méritent d'être soulignés de ce point de vue. Premièrement, comme l'hégémonie, la conjoncture est une notion qui crée des articulations entre des positions politiques, des identités, met en scène des alliances, mais insiste également sur des clivages et des oppositions qui caractérisent un contexte historique. Les coalitions politiques se déploient alors au nom du « peuple », de la « modernité » ou de « la justice sociale », contre les « élites », « l'impérialisme américain », les « financiers », ou les « bureaucrates de Bruxelles ». La vision naturalisée d'une situation historique que propose la conjoncture, en plaçant les enjeux politiques au centre de son spectre, concourt largement à articuler des forces, mais aussi des enjeux. Michel Dobry qui a travaillé plus spécifiquement les « conjonctures fluides », des situations historiques instables donnant lieu à incertitudes et recompositions, montre à quel point ces configurations ouvrent fréquemment sur des « mobilisations multisectorielles » (Dobry, 2009, 2020).
- 10 De tels mouvements débouchent alors souvent sur la remise en cause de l'inscription des acteurs sociaux dans un secteur social spécifique, dotés de rapports de force, de logiques de catégorisation, d'institutionnalisation, donc d'autant de structures de pouvoir particuliers. Pour Michel Dobry, la « repolitisation » qui intervient dans le contexte d'une telle conjoncture se déroule selon cette modalité. À nouveau, c'est bien ici la perception de la situation des acteurs politiques dans un contexte sociopolitique donné qui est transformée.
- 11 Deuxièmement, la conjoncture politique est un récit à vocation hégémonique pas seulement à destination de l'univers domestique, mais également dans un espace international ou transnational. Le politiste d'Oxford et d'origine grec Stasis Kalyvas le rappelle avec force dans son analyse historique de long terme de la dynamique des conjonctures politiques de la Grèce (Kalyvas, 2015). Prise entre Orient et Occident, entre grandeur millénaire et défaites militaires humiliantes, la Grèce est un petit pays méditerranéen dont la place dans l'imaginaire culturel et politique du monde est immense et qui a souvent dû recourir au soutien militaire ou économique de puissances étrangères. La mise en récit et la combinaison des grands traits constitutifs de l'identité de ce pays jouent un rôle clé précisément pour mobiliser les soutiens internationaux au pays. Dans le cas du Brésil de la période « lulliste » (2003-2016) ⁴, Philippe Faucher a bien montré comment la combinaison de l'identité internationale du Brésil – le « pays du futur », gorgé de ressources naturelles, réconcilié avec la diversité de ses identités populaires... – avec une grande orthodoxie budgétaire et un dynamisme socio-

économique inédit a permis la constitution d'une conjoncture économique du Brésil, dans les espaces internationaux, d'une grande solidité. Cette interprétation dominante de la situation brésilienne a inspiré la confiance des investisseurs nationaux et internationaux et a joué un rôle clé dans le dynamisme économique du pays sur toute la période de régime de gauche (Faucher, 2011).

- 12 Enfin dernier élément, la notion de conjoncture, comprise en lien avec celle d'hégémonie, possède une capacité explicative importante quant à l'action publique, spécialement dans le domaine des politiques sociales. Cette thématique est au centre de notre numéro. Une famille d'approches spécifiques traite les liens entre les représentations, les idées, les discours et ces politiques sociales clé pour la légitimité des régimes politiques (Giraud, 2022). En France, parmi beaucoup d'autres travaux développés entre temps, ceux de l'école dite « du référentiel » (Jobert & Muller, 1987) avaient montré à quel point les politiques publiques sont la déclinaison, dans un domaine spécifique d'action publique, d'un discours hégémonique qui correspond à la domination d'une force politique. Les politiques sont alors la tentative, au moins discursive, dans le domaine concerné, de traduire en actes politiques un discours et des valeurs spécifiques. Surtout, la déclinaison d'un discours spécifique dans le domaine concerné est aussi la tentative d'y réorganiser les relations de pouvoir en privilégiant certains destinataires, mais aussi certains agents de la mise en œuvre (experts, professions, réseaux associatifs, acteurs marchands, etc.). À partir de ces considérations d'ordre théorique, dans quelle mesure l'Amérique latine – et centrale – constitue-t-elle un objet privilégié de l'analyse des « conjonctures politiques », au prisme des politiques sociales ?

La « conjoncture » latino-américaine : un objet emblématique ?

- 13 La « conjoncture » latino-américaine est un objet emblématique en renouvellement permanent : elle fait l'objet de discours et de représentations mais également de pratiques de différents ordres, notamment de mises en forme et de justifications, dont procède l'élaboration et l'imposition d'agendas politiques et/ou moraux. Elle renvoie aussi à des pratiques de gestion, d'organisation et de technologies du « social », là aussi variées et concurrentielles. Ainsi, cette région du monde est passée, dans un court laps de temps, par différents statuts de « laboratoire », dont dernièrement celui de zone d'expérimentation de formes d'autoritarisme, de banalisation du recours à la répression et de « nécropolitique »⁵ (Mbembe, 2006). En outre, en ce qui concerne les relations entre lesdits « Nord » et « Sud global », il est intéressant de tenir compte dans l'analyse du fait qu'elle peut être considérée comme un laboratoire du capitalisme contemporain et du néo-libéralisme mondialisé (Brown *et al.*, 2019 ; Dardot & Laval, 2009, 2016)⁶. De fait, le décalage entre les représentations dominantes des années 2000 – le continent de la baisse de la pauvreté, de la réduction des inégalités et de la consolidation de la démocratie – et celles qui s'imposent depuis le milieu de la décennie 2010, qui montrent et/ou dénoncent l'émergence et le renforcement de gouvernements autoritaires, répressifs et anti-démocratiques mettant en place des politiques d'austérité, est frappant, notamment en Amérique centrale, au Brésil et au Chili, jusqu'aux derniers revirements avec le changement de pouvoir politique et la rédaction

d'une nouvelle constitution en cours, malgré la persistance d'un régime et d'une morale profondément conservateurs.

- 14 Les différentes « conjonctures » nationales latino-américaines ne sont donc pas considérées ici comme des « données » objectives, fondées essentiellement sur l'analyse des dynamiques socio-économiques et de leurs enjeux, comme peuvent le faire nombre de travaux récents. Tout au contraire, la perspective constructiviste adoptée suppose d'interroger cette catégorie et en particulier *ses usages politiques dont l'enjeu est l'imposition de son sens et de sa portée*. La *mise en récit* des récents conflits politiques et sociaux a une efficacité propre, ce qui suppose d'identifier et de situer les différents acteurs qui en sont parties prenantes, de même que les usages politiques de versions ambivalentes du récit des trajectoires nationales constituent une dimension fondamentale de leur construction. Par ailleurs, les évolutions (ou pas) des rapports de force existants entre les différents groupes sociaux contribuent, en retour, à faire évoluer la *mise en intrigue* des « conjonctures », leurs usages et leurs trajectoires propres. En résumé, la « conjoncture » n'est pas un donné mais un construit sociopolitique par une nébuleuse concurrentielle d'acteurs, sociaux, économiques, politiques qui cherchent à imposer leur définition de la situation, pour reprendre la notion classique de William I. Thomas et Florian Znaniecki (Thomas & Znaniecki, 1919). Selon la définition qui parvient à s'imposer – et il s'agit de comprendre comment plus que pourquoi – la trajectoire des politiques publiques, ici sociales, s'en trouve infléchie, reconfigurée ou, au contraire, consolidée.
- 15 Cette approche est d'autant plus pertinente dans le contexte du débat politico-médiatique sur le rôle, souvent dramatisé au regard des acquis des travaux en sociologie de la communication ou en sociologie électorale, des *fake news*⁷. Dans ce contexte, les supports rapides de diffusion de l'information comme les « réseaux sociaux » jouent un rôle particulier : supposés exercer, aux yeux de nombreux commentateurs et analystes, un effet mobilisateur ou, au contraire, démobilisateur sur les gouverné.e.s, ils participent à la légitimation ou la délégitimation voire, à terme, au démantèlement des institutions politiques⁸. À titre d'exemple, la reprise du processus de déforestation rapide du bassin amazonien s'est transformée en enjeu politique au Brésil, depuis la divulgation des données cartographiques récentes, ayant conduit au limogeage du directeur de l'INPE par le Président Jaïr Bolsonaro⁹. L'issue des élections présidentielles brésiliennes qui ont mené au pouvoir le Président actuel Jaïr Bolsonaro avec 55,13% des votes, contre 44,87% des votes exprimés en faveur du candidat du Parti des travailleurs, Fernando Haddad, à la place de l'ancien Président du Parti des travailleurs Luiz Inácio Lula da Silva, incriminé et incarcéré pour des supposés faits de corruptions en avril 2018 afin de le rendre inéligible et libéré en novembre 2019, a été elle-même le produit de ce type de pratiques¹⁰. Inculpé dans le cadre de l'enquête *Lava Jato* (Lavage express), Luiz Inácio Lula da Silva a été libéré suite au jugement par le Tribunal suprême fédéral (6 contre 5 voix) qui a considéré que la présomption d'innocence n'a pas été respectée pour une personne non encore jugée. Cette évolution fait notamment suite aux fuites de l'échange de messages entre le procureur et le juge Sergio Moro, en juin 2019¹¹. Outre la « fabrique de l'opinion », le démantèlement de certains services publics et la politisation du système judiciaire, sinon la corruption flagrante de certains de ses membres et la remise en question de la séparation des pouvoirs, il est possible d'étendre l'horizon historique et de s'interroger sur la remise en question de pans entiers de l'histoire sud-américaine récente. Cela vaut également

pour l'Argentine, le Brésil et le Chili et peut s'appliquer aux manières de situer les crimes commis à l'époque des dictatures militaires récentes, voire aux positions des acteurs et/ou des procès qui leur ont été faits (ou pas) ¹².

- 16 Au lieu de proposer un bilan global desdits « gouvernements progressistes » qui ont marqué le début du nouveau millénaire jusqu'au milieu de la décennie 2010 dans bon nombre de pays d'Amérique latine, notre propos est ici d'interroger la notion de « conjoncture » à partir de la mise en perspective de quelques cas de figure contrastés et à partir de données empiriques de première main. En effet, si d'une manière générale, on peut se poser la question de la production d'une conjoncture politique nationale et de ses usages comme étant celle de l'établissement d'une forme d'hégémonie (d'une classe sur une autre, d'un système politique, etc.), la conception universaliste qui sous-tend ces interrogations est celle d'un État-nation dépourvu de ce que nous pouvons nommer un espace politique institutionnalisé, de quelque orientation politique qu'il soit. Dès lors, on peut s'interroger, notamment, sur la capacité à (re)politiser (de) certains acteurs et de leur emprise conséquente sur d'autres et, plus largement, sur le contenu même de « la politique », ou plutôt, « du politique ».
- 17 Or, dans ce Dossier dont la réflexion s'appuie sur des enquêtes de terrain réalisées en Amérique latine et centrale, dans des pays qui partagent un certain nombre de caractéristiques communes, malgré leur hétérogénéité, nous souhaitons attirer l'attention sur l'une des facettes centrales de ce qui contribue à former une conjoncture mais qui est la plupart du temps laissée de côté. Lesdites « mobilisations sociales », catégorie aux sens multiples par excellence, se situent au cœur de ce que nous cherchons à proposer ici comme une approche des conjonctures venue dudit « Sud global » (Dufour, 2007 ; Roy, 2009), ou plus exactement d'une de ses sous-régions. D'une part, cette région du monde, l'Amérique latine et centrale, se caractérise par un certain nombre de traits communs, au-delà des diverses sous-régions qui la composent (comme les Andes, l'Amazone, etc.). Ainsi, plusieurs pays de la région sont passés par des régimes politiques dont certains traits les rapprochent, comme aussi leur déroulement dans le temps. Si ces caractéristiques communes relèvent en partie des injonctions créées par des acteurs internationaux, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international et/ou encore des relations avec les États-Unis, elles sont également ancrées dans leur histoire coloniale. D'autre part, malgré ces éléments communs, s'observe un « dégradé » de ces conjonctures entre les pays, à la fois dans le temps, comme en termes d'intensité.
- 18 La trajectoire du Chili est éclairante à cet égard : ce pays a été parmi les premiers à passer par une des dictatures les plus dures dans la région, comme il s'est agi du pays d'Amérique latine qui est allé le plus loin dans la mise en place d'un capitalisme néolibéral. En outre, il a été l'inventeur d'un certain nombre de « politiques sociales de marché », comme l'accès au micro-crédit et à la propriété des logements, l'ouverture des fonds de pension, etc. Par ailleurs, les stratégies de colonisation et de domination des populations originaires sont très variables selon les pays de la région ; les régionalismes y occupent une place importante. Dans tous les cas de figure, au cours de ces dernières décades, cette région du monde a joué un rôle de précurseur dans ses rapports avec le capitalisme néolibéral, mais aussi d'expérimentation de formes de « gouvernementalité », que ce soit par le biais de la répression comme de la coercition. Or, au lieu d'envisager ces différentes conjonctures comme des sortes d'événements cycliques, provoqués de manière quasi mécanique par ces différentes modalités de

gestion des rapports sociaux, en nous appuyant sur les contributions à ce numéro (comme sur nos propres recherches), nous cherchons à nuancer cette perspective linéaire pour donner une place plus importante non seulement au supposé hasard (*o acaso*), mais à ce que nous pouvons peut-être qualifier de moralités émergentes.

- 19 Loin de vouloir ni réitérer une dichotomie entre lesdits « Nords » et « Suds » globaux, ni revendiquer une épistémologie des Suds en re-naturalisant ses supposées spécificités, mais cherchant à regarder les imbrications permanentes entre les deux (Dufour, 2007), il s'agit néanmoins de tenir compte dans notre approche d'une condition sociale commune des milieux populaires qui traverse le sous-continent. Au-delà de son énorme diversité interne et de ses conjugaisons et colorations locales très diverses – notamment de par leurs parcours de colonisation fort variés et des traces de l'esclavage comme des conditions de l'immigration européenne – ils partagent une position de domination sociale qui relève d'une insécurité de vie fondamentale. Celle-ci, certes, de manière variable selon les pays et leurs trajectoires, repose sur la non-garantie par l'État des conditions de la reproduction sociale de la population pauvre, ou « *how to secure their livelihoods* » (Hillenkamp *et al.*, 2013). Plus largement, non seulement historiquement l'accès à la protection sociale a été tributaire dans nombre de ces pays de l'accès au travail salarié, alors que celui-ci est le fait d'une minorité, mais celui-ci a toujours été tronqué. Même si certains droits ont été garantis, comme l'accès à la santé par le SUS-Système unique de santé, inscrit dans la constitution brésilienne de 1988, la mise en œuvre de ces politiques est très inégalitaire selon les régions, mais surtout ces politiques sociales sont restées la plupart du temps peu reliées entre elles, voire peuvent entrer en contradiction. Ainsi, accéder à la propriété d'un logement social peut rendre impossible l'accès au travail, par exemple (Araújo Filho & Georges, 2021). Plus récemment, la *commodification* de la pauvreté est devenue une dimension centrale de la question sociale dans ledit Sud global (Georges, 2022, sous presse). Il s'en dégage une situation d'adversité permanente et toujours changeante d'ordre multiple à laquelle il faut faire face. C'est dans cette perspective d'interrogation des relations entre des avancées d'un capitalisme primaire, dans un terrain marqué par une protection sociale parcellaire et hétéroclite au départ, de mouvements sociaux et de politiques sociales comprises comme des formes d'institutionnalisation de la demande sociale (Sanchez, 2018 ; Trenta, dans ce Dossier) – ou des pactes sociaux (Roux, dans ce Dossier) – qu'il s'agit de chercher à tirer quelques enseignements de ces expériences du Sud, de conjonctures nationales comprises comme récit, objet et trajectoire. En effet, que peut nous apprendre l'analyse rapprochée de ces quelques expériences particulières de pays d'Amérique latine – et centrale – non seulement sur les liens entre la production de ces conjonctures et l'état de la démocratie dans cette région, mais plus généralement sur la conception « universaliste » d'un dit « fonctionnement démocratique » ? Ou encore, que peuvent nous apprendre ces études de cas sur l'association implicite entre démocratie et « rationalité des acteurs », comme avec une prévisibilité de l'action ? Au fond, dans quelle mesure l'analyse de ces conjonctures au Sud peut-elle interroger et mettre à jour les sous-entendus invisibles d'une conception démocratique qui semble de plus en plus décalée y compris d'une forme de reconnaissance des milieux populaires et des classes paupérisées au Nord ?

Quelques études de cas : mise à l'épreuve empirique d'un modèle « du Nord » ?

- 20 Parmi les quatre contributions à ce Dossier, les deux premières (Arnaud Trenta et Guénolé Marchadour), interrogent des éléments peu visibles de deux politiques sociales particulières (l'économie sociale et solidaire et les politiques antidiscriminatoires), respectivement en Argentine et au Brésil, et leur contribution à la production des conjonctures latino-américaines appelées de « progressistes » et au-delà. Les deux autres (Hélène Roux et Pablo Jaramillo), proposent des approches alternatives de la « transitologie » dans la lignée de Michel Dobry, pour déboucher, par des chemins assez divergents, à une remise en question fondamentale non seulement de la notion de « conjoncture » dans son acception universaliste, mais au-delà, interrogent le régime d'historicité que la sous-tend.
- 21 Dans cette perspective, les contributions d'Arnaud Trenta, sur « L'économie sociale et solidaire dans les politiques d'inclusion en Argentine (2003-2017). Continuités et ambivalences d'un projet de développement socioproduitif » et de Guénolé Marchadour, « L'égalité raciale dans les politiques antidiscriminatoires au Brésil : effet de conjoncture ou bouleversement du récit national ? » proposent une réflexion qui questionne plus spécifiquement la place de certaines politiques sociales à l'intérieur de conjonctures nationales données, en occurrence le cas de l'Argentine et du Brésil pendant cette période de politiques sociales considérées « plus volontaristes » (Destremau & Georges, 2017). Ainsi, Arnaud Trenta propose une grille de lecture de la longévité des politiques d'économie sociale et solidaire en Argentine, au-delà du péronisme de Nestor et Christina Kirchner (2003-2015) et d'une fraction du gouvernement de Mauricio Macri (2015-2017), intéressée par l'articulation entre l'État et les « organisations populaires » dans laquelle les politiques sociales se présentent comme le résultat d'une négociation entre ces deux parties, une forme de compromis. D'après l'hypothèse de l'auteur, dans un pays comme l'Argentine, qui ne dispose pas d'un système de protection sociale complet – comme d'un revenu minimum d'insertion – ni d'une assurance chômage, mais où l'insertion par le travail et la référence à la société salariale sont historiquement dominantes, le positionnement des politiques de l'ESS « au croisement des politiques de l'emploi et des politiques d'assistance » explique leur résistance aux différentes conjonctures politiques. Si la permanence de ces politiques peut s'expliquer ainsi tout autant par le flou de leur affichage comme par le maintien de la référence au travail, leur mise en œuvre préserve cependant une place assez large à la variation des acteurs non seulement entre les différents territoires, mais aussi d'un régime à l'autre. Ainsi, si pendant la période kirchnériste, des acteurs sociaux et politiques emblématiques comme des coopératives et des entreprises récupérées par des travailleurs étaient des cibles principales de ces politiques et bénéficiaient de la délégation d'une partie du pouvoir ; à l'époque de la coalition Cambiemos, sous un même affichage, la mise en place de ces politiques est réservée exclusivement aux agents de l'État et les micro-entrepreneurs individuels deviennent les bénéficiaires principaux de ces politiques.
- 22 Guénolé Marchadour, à son tour, cherche à révéler les implications moins visibles de l'introduction des politiques d'action affirmative au Brésil pendant les différents gouvernements successifs du Parti des travailleurs et à les situer dans leur contexte historique plus large. En mobilisant une approche intersectorielle, l'auteur met en

avant la manière dont les politiques antidiscriminatoires ont eu un effet d'agglutination avec d'autres politiques sociales, notamment celles visant à réduire les inégalités sociales, comme l'attribution de places au sein des Universités fédérales publiques sur la base de critères sociaux, mesure mise en place dans le cadre de la même loi de 2012 introduisant des quotas raciaux. Aussi, les domaines de l'action publique, reliés à l'agenda multiculturel, auraient été analysés indépendamment des politiques sociales. D'après l'auteur, la visibilisation des politiques antidiscriminatoires et l'invisibilisation conjointe des politiques de réduction des inégalités d'une part ; et la multipositionnalité des acteurs en faveur de ces politiques, entre le monde académique, la sphère étatique et les mouvements sociaux (« l'antiracisme d'État ») d'autre part, auraient provoqué non seulement une remise en question du récit national de la « démocratie raciale » mais aussi une forme de *backlash* politique, à savoir une réorganisation de l'extrême droite politique. Si l'auteur pose, en citant Charlotte Halpern et ses collègues, la question des « effets propres sur les modes de légitimation des politiques publiques » (Halpern *et al.*, 2014) et stipule que « la stratégie transversale de l'égalité raciale produit également des formes d'identification politique qui façonnent les rapports sociaux et bouleversent le récit national », il ne pose cependant pas la question de l'intérêt de ces propres acteurs « multipositionnels » dans la mise en place de ces politiques. Ainsi, dans son analyse politique du « néolibéralisme progressiste », réalisée à partir de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama aux États-Unis, Nancy Fraser (2018) pose la question de la rentabilité politique d'une association d'une partie de la classe moyenne, avec quelques élus sélectionnés, issus des groupes considérés comme des minorités (femmes, noires, LGBT, etc.), comme une alternative aux tentatives de (re)politisation de la classe ouvrière paupérisée. À titre d'exemple, cet article nous lance un défi en révélant à quel point le propre chercheur fait lui-même également partie de la conjoncture, qu'il contribue à produire comme récit, objet et trajectoire, et se trouve sous son emprise.

- 23 Michel Dobry souligne les particularités des périodes de « conjoncture *fluide* », qui seraient le propre des dites « crises », qui rendraient impossible la réalisation de « choix rationnels » par les acteurs appartenant à différents champs, groupes sociaux ou blocs formés au sein de ces sociétés qui se transforment, mettant ainsi potentiellement en danger leur fonctionnement démocratique (Dobry, 2000). Nous cherchons à confronter cette idée avec un aspect qui caractérise, au-delà de leur énorme diversité, les pays d'Amérique latine, à savoir la condition d'adversité permanente consubstantielle des situations de vie de la majorité de sa population. En effet, dans cette perspective, nous proposons un changement d'échelle et de déplacement radical du point de vue nécessaire afin de tenir compte d'un trait saillant de la majorité des conditions de vie de sa population, qui est *la place du hasard*, et de sa place dans la production des conjonctures. En effet, loin de proposer ici une discussion sur l'effet recherché ou provoqué d'un « gouvernement par les crises », c'est-à-dire de questionner leur caractère passager ou permanent dans ces sociétés, nous souhaitons contribuer à la réflexion sur ladite « transitologie » en mobilisant deux autres contributions de ce Dossier. L'article d'Hélène Roux, « Entre concessions et répressions. Les élites gouvernantes centraméricaines confrontées au contrôle de leurs "sociétés civiles" », à partir de l'étude d'un certain nombre de pays d'Amérique centrale ou de la Mésoamérique (Honduras, Nicaragua et Guatemala), met ainsi en lumière à la fois le décalage entre la « conception universaliste de l'État-nation » qui sous-tend l'approche de la transitologie en termes d'une territorialité spécifique de cette région dont les

frontières nationales sont peu significatives à la vue des populations qui composent ce bassin géographique. Ainsi, à titre d'exemple, son analyse du « *transitisme* » panaméen, terme emprunté à l'historien Alfredo Castillero Calvo (1974) montre comment une conjonction particulière entre les caractéristiques géographiques spécifiques du pays, celui de la présence d'un isthme, comme l'abondance de matières premières et ce que l'historien a appelé une « mentalité économique spécifique » ont mené à l'instauration d'une fonctionnalité particulière de ce pays dans la région. D'après Hélène Roux, « le facteur géographique (naturellement donné), combiné à l'utilisation qu'en a fait très tôt le pouvoir colonial, a déterminé jusqu'à aujourd'hui le caractère "transitiste" de son économie ». De ce fait s'y est instaurée une certaine inertie politique et sociale, qui l'empêche de sortir de cet immobilisme des rapports sociaux que ce soit par une forme de concertation sociale, de conflit ouvert et/ou d'une redéfinition de ce pays dont l'économie est organisée dans sa majorité autour des services financiers ou autres intérêts tiers. Intéressés par les relations entre modes de production et redéfinition des catégories sociales dans le monde rural en Amérique centrale et au Mexique, ces résultats de recherche sont le fruit d'une démarche originale. L'accompagnement dans le temps long des conflits agraires d'Amérique centrale principalement, s'appuyant sur des enquêtes de terrain récurrentes réalisées depuis les années 2010, des entretiens et l'accompagnement des mouvements sociaux essentiellement, a ainsi rendu possible de faire ce type de constat. Le décalage du point de vue qui consiste à se situer à l'échelle de la région et des différents pays qui la composent (et non pas d'un seul pays), l'intérêt pour des groupes sociaux et des populations indépendantes des frontières nationales, et l'inscription dans une temporalité qui dépasse celle qui borne fréquemment des recherches plus ciblées, se sont avérés heuristiques.

- 24 De son côté, Pablo Jaramillo, dans son article sur la « Colombie transitionnelle » dans un contexte post-négociation avec les FARC, insiste sur la nécessité d'intégrer les « configurations affectives » et le « poids du quotidien et de l'expérience historique », dans l'analyse des conjonctures, notamment pour mieux comprendre ce qui est habituellement classé dans la catégorie desdits mouvements sociaux. Dans cette approche anthropologique, l'accent est mis sur les processus ambigus, sous-jacents et lents de (trans)formation des subjectivités de mineurs dont l'expérience quotidienne est marquée au sceau de contraintes et d'adversités multiples avec lesquelles les travailleurs composent loin des regards. À partir de deux approches disciplinaires distinctes – l'une relevant de la sociologie politique et l'autre de l'anthropologie – mais intéressées aussi bien par les territorialités comme par l'expérience des démunis, il est ainsi possible de formuler une critique puissante à ladite « transitologie » susceptible d'enrichir la réflexion sur la production de conjonctures. Alors que ces deux contributions ne s'intéressent pas fondamentalement aux mêmes échelles d'analyse – la première cherchant à tenir compte des « pactes » entre groupes sociaux et catégories sociales ; la deuxième visant à faire l'inventaire de l'enchevêtrement des différents acteurs et échelles d'analyse juxtaposées – elles tiennent cependant à rendre visible des processus laissés généralement dans l'ombre par l'analyse des conjonctures. Dans le premier cas de trois pays d'Amérique centrale (Honduras, Nicaragua et Guatemala), au-delà des différences des arrangements qui permettent à l'élite économique « bicéphale » (Espagnols-Créoles) de l'époque coloniale de se maintenir au pouvoir, c'est l'attention portée au temps long et aux structures, en dépit des reconfigurations des pactes sociaux entre catégories sociales. Dès lors, dans ce contexte en particulier, une analyse en termes de « transitologie », qui chercherait à capter des bifurcations des

trajectoires nationales, ou des processus de repolitisation, ne peut aboutir, à l'instar de l'analyse du « transitisme » panaméen. Dans le cas des mineurs de l'exploitation artisanale de l'or en Colombie, la réflexion se situe en amont de l'émergence de mouvements sociaux et de formes de mobilisations quelles qu'elles soient, pour s'intéresser aux expressions plus diffuses des affects. En effet, la prise en compte de ce que l'auteur a nommé « la gestion affective », convertie en affects qu'elle provoque, peuvent, à leur tour, générer « de nouvelles actions politiques sans que le succès soit garanti ». Dans ce sens, il y a une nécessité de conceptualiser ce qui est recouvert par le terme fourre-tout de « mobilisation sociale ». Ainsi émerge à partir de ces lectures « par le bas », dans un cadre « pré-institutionnalisé » pratiqué dans cette recherche de Pablo Jaramillo (dans ce Dossier), comme par celui de Kathleen Millar des *catadores* de Rio de Janeiro, une remise en question profonde du sens du « politique » (Millar, 2014). Ces travaux posent la question de ce qui a été nommé par Pablo Jaramillo des « déplacements affectifs », des malentendus ou de la fatigue, qui peuvent, *in fine*, mener à des « événements », comme des grèves, par exemple, qui peuvent infléchir la conjoncture. Ainsi, en amont de la question de la conjoncture politique se pose dans ces contextes du « Sud global » celle d'un ensemble de dynamiques hétérogènes, contradictoires et peu prévisibles, qui peuvent provoquer, ou pas, des changements de la conjoncture politique, mais qui participent tout autant que lesdits « événements politiques » à celle-ci.

- 25 Ainsi, de façon complémentaire à l'analyse classique de la transitologie de Michel Dobry (2000) des périodes de « fluidité politique » – marquées par l'imprévisibilité des échanges entre différents champs ou secteurs de la société et qui mettraient en danger son fonctionnement démocratique – un changement d'échelle pour s'intéresser aux acteurs peu établis, mais qui forment dans ces sociétés – qui restent profondément inégalitaires – la majeure partie de la population, montre que leur sociabilité routinière paraît peu en phase avec un système démocratique tel qu'il est associé à la vision universaliste de l'État-nation. Cette remise en question des facteurs constitutifs d'une conjoncture recouvre celle du contenu de la catégorie du politique et de son inscription territoriale et sociale.
- 26 Cette interrogation sur la pertinence des échelles d'analyse, de leur contenu et des conjonctures, nous renvoie à celle du régime d'historicité et au-delà, à celle de la prévisibilité du cours de l'action, de la rationalité des acteurs (ou de son absence, évoquée par Michel Dobry, comme étant le propre des situations de crise) et encore à celle du déterminisme. Une autre entrée pour aborder cette question est de chercher à conceptualiser le hasard : pas par une différence de nature, mais tout simplement par la quantité et la complexité des données qu'il s'agirait de recueillir. Howard Becker reprend cette interrogation dans son article « *Foi por acaso* » (Becker, 1994), fruit d'un séjour de recherche de l'auteur au Museu Nacional de Rio de Janeiro au début des années 1990 comme *Fullbright fellow*, en partant du constat du décalage entre l'acceptabilité sociale du hasard en ce qui concerne des « événements biographiques » intervenus dans les trajectoires de chercheurs en sciences sociales (choix de la carrière, rencontre avec le conjoint, etc.) dus « au hasard », qui contraste singulièrement avec les modèles déterministes d'explication scientifique mobilisés par ailleurs. D'une manière très personnelle, Howard Becker relate des éléments de sa propre trajectoire (rencontre avec son épouse) et le déroulement de son séjour à Rio pendant lequel il a été mis en contact avec Mariza Peirano, une étudiante de son hôte, Gilberto Velho, qui a réalisé dans le cadre de sa thèse des entretiens biographiques avec plusieurs

anthropologues brésiliens éminents, comme Antonio Candido et Roberto Cardoso de Oliveira. C'est précisément la lecture du travail de cette étudiante (Peirano, 1991, 1992) – relatant son constat de ce décalage entre le type de causalité recevable pour ces scientifiques au regard de leur trajectoire, différente de celle pratiquée et considérée pertinente dans le cadre de leurs analyses scientifiques – qui est l'occasion pour Howard Becker d'étayer une analyse « scientifique » du déroulement de son séjour. Sans entrer davantage dans les détails de l'analyse, Howard Becker soulève, au fond, la question du rapport à l'historicité, mais à partir de l'analyse d'une suite de faits isolés et, qui plus est, qui relèvent de l'ordre du quotidien de la recherche et des rencontres et interactions plus ou moins « hasardeuses » ou « aléatoires », qui constituent une partie importante de l'activité. Dans ce contexte, il approfondit la question de la prévisibilité des événements, la reliant à celle de la suite d'événements isolés relatifs à une personne, en interaction avec d'autres personnes et des événements qui composent leur trajectoire, tout autant le fait d'une *contingency* que d'une *intercontingency*, c'est-à-dire de leurs interrelations. À partir d'un rapide calcul statistique de probabilité, il arrive ainsi à montrer qu'à condition de ratisser suffisamment large, ce fait est statistiquement probable, voire prévisible, remettant ainsi en question le statut de l'action alors que nous, comme scientifiques, avons tendance à accorder plus de crédit à une théorie « déterministe », exposant clairement des relations de cause à effet, pour expliquer un phénomène social donné, ou une rencontre, que de l'attribuer « au hasard ».

- 27 Présenté très modestement, l'argument est de taille en le rapportant à la question qui nous préoccupe ici, qui est non seulement celle des dimensions et des niveaux et d'analyse pertinents pour appréhender les conjonctures, mais aussi celle de leur prévisibilité et de leurs « rythmes » ou « cycles ». De façon provisoire, il est peut-être possible de conclure sur ce point, à partir des éléments apportés, en paraphrasant Norbert Elias (1970) pour indiquer qu'il s'agit moins d'opposer la domination (ou le déterminisme) et la liberté (ou l'indétermination) individuelle, mais de nous rappeler que l'analyse des conjonctures, comme d'autres phénomènes sociaux, nécessite la prise en compte d'un ensemble d'individus mutuellement dépendants.
- 28 Or, l'on peut en effet se poser la question de savoir si le fait de revenir à ces considérations par le détour d'un chercheur « du Nord », aux prises avec des auteurs et des trajectoires de chercheurs « du Sud », est un hasard...

BIBLIOGRAPHY

ARAÚJO FILHO T. P. & I. GEORGES (2021), « A gestão do próprio trabalho e vida: uma discussão sobre "empreendedorismo" e gênero a partir de duas trajetórias socioprofissionais », *Contemporânea*, Set.-Dez., pp. 875-904 [En ligne] <https://doi.org/10.4322/2316-1329.2021026>

BECKER H. S. (1994), « "Foi por acaso" : Conceptualizing Coincidence », *The Sociological Quarterly*, vol. 35, n° 2, pp. 183-194.

- BOLTANSKI L. & A. ESQUERRE (2022), *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI^{ème} siècle*, Paris, Éditions Gallimard.
- BRIQUET J.-L. (2007), *Mafia, justice et politique en Italie. L'affaire Andreotti dans la crise de la République (1992-2004)*, Paris, Éditions Karthala.
- BROWN W. (2018), « Neoliberalism's Frankenstein: Authoritarian Freedom in Twenty-First Century "Democracies" », dans BROWN W., GORDON P. E. & M. PENSKY (dir.), *Authoritarianism: Three Inquiries in Critical Theory*, Chicago, London, The University of Chicago Press, pp. 60-79.
- CALVO A. C. (1974), « Transito y dependencia: el caso del istmo de Panamá », *Anuario de estudios centroamericanos*, n° 1, pp. 165-186.
- CERQUEIRA D. (dir.) (2018), *Atlas da Violência*, IPEA – Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada/FBSP, Brasília, Forum Brasileiro de Segurança Pública.
- CHIRIO M. (2018), « Le rôle des militaires dans la déstabilisation de la démocratie brésilienne (2015-2018) », *Brésil(s)*, n° 1, pp. 1-13.
- CHIRIO M. & M. JOFFILY (2014), « La répression en chair et en os : les listes d'agents de l'État accusés d'actes de torture sous la dictature militaire brésilienne », *Brésil(s)*, n° 5 [En ligne] <http://journals.openedition.org/bresils/864> ; DOI : 10.4000/bresils.864, consulté le 09 janvier 2020.
- CODACCIONI V., PUCCIO-DEN D. & V. ROUSSEL (dir.) (2015), « Des usages politiques de la forme procès », *Droit et société*, n° 89, pp. 9-15 [En ligne] <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe1-2015-1-page-9.htm>
- CUCCHETTI H. & J. STITES MOR (dir.) (2017), « Reconversions militantes et élites politiques en Amérique latine », *Revue internationale des études du développement*, vol. 2, n° 230, pp. 11-28.
- DARDOT P. & C. LAVAL (2009), *La Nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, Éditions La Découverte.
- DARDOT P. & C. LAVAL (2016), *Ce Cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, Éditions La Découverte.
- DESTREMAU B. & I. GEORGES (dir.) (2017), *Le Care, face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine*, Bruxelles, Éditions Peter Lang, v. 1.
- DOBRY M. (1983), « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques », *Revue française de sociologie*, vol. 24, n° 3, pp. 395-419.
- DOBRY M. (1986), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- DOBRY M. (2000), « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, n° 4-5, pp. 585-614.
- DOBRY M. (2009), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DOBRY M. (2020), « Conjonctures fluides », dans FILLIEULE O. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e édition mise à jour et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 130-138.
- DORRONSORO G. (2019), *Le Reniement démocratique. Néolibéralisme et injustice sociale*, Paris, Éditions Fayard.
- DUFOUR F. (2007), « Dire "le Sud" : quand l'autre catégorise le monde », *Autrepart*, vol. 41, n° 1, pp. 27-39.

- ELIAS N. (1980), *What is Sociology?*, London, Huthches Publisher.
- FAUCHER P. (2011), « Tel Janus : les deux faces du Brésil émergent », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18, n° 3, pp. 123-150.
- FRASER N. (2018), « De Clinton à Trump et au-delà », *Esprit*, sept. [En ligne] <https://esprit.presse.fr/article/nancy-fraser/de-clinton-a-trump-et-au-dela-41672>
- GAUDICHOT F. & T. POSADO (2021), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GEORGES I. (2022 sous pressés), *Le Brésil de l'ère luliste (2003-2016). Les politiques sociales à l'épreuve du travail*, Paris, Éditions du Croquant.
- GEORGES I. & A. TIZZIANI (dir.) (2020), *Dinâmicas do mundo do trabalho en Argentine et au Brésil: transições, mobilidades e deslocamentos/Dinâmicas del mundo del trabajo en Argentina y Brasil: transiciones, movilidades, desplazamientos*, São Paulo, Edições Alameda.
- GIRAUD O. (2022), « Le rôle des idées dans la dynamique de l'État social », dans GIRAUD O. & G. PERRIER (dir.), *Politiques sociales. L'état des savoirs*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 183-199 [En ligne] <https://www.cairn.info/politiques-sociales-l-etat-des-savoirs--9782348070075-page-183.htm>
- HALPERN C., LASCOUMES P. & P. LE GALES (2014), *L'Instrumentation de l'action publique. Controverses, résistance, effets*, Paris, Presses de Sciences Po.
- HARTOG F. (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil.
- HILLENKAMP I., LAPEYRE F. & A. LEMAITRE (dir.) (2013), *Securing Livelihoods : Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press.
- JOBERT B. & P. MULLER (1987), *L'État en action. Politiques publiques et corporatisme*, Paris, Presses universitaires de France.
- KYVAS S. (2015). *Modern Greece. What Everyone Needs to Know*, Oxford, Oxford University Press.
- LAUTIER B. (2012), « La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine : une proposition de méthode d'analyse des configurations de droits sociaux », *Revue de la régulation*, n° 11 [En ligne] <http://regulation.revues.org/9636>
- MARTIN J.-C. (2019), *Les Échos de la terreur*, Paris, Éditions Agora [1^{ère} édition Belin, 2018].
- MBEMBE A. (2006), « Nécropolitique », *Raisons politiques*, vol. 21, n° 1, p. 29.
- MILLAR K. (2014), « The Precarious Present: Wageless Labor and Disrupted life in Rio de Janeiro, Brazil », *Cultural Anthropology*, vol. 29, n° 1, pp. 32-53.
- PEIRANO M. G. S. (1991), *Uma Antropologia no Plural: Três Experiências Contemporâneas*, Brasília, Editora Universidade de Brasília.
- PEIRANO M. G. S. (1992), « Artimanhas do Acaso », *Anuário Antropologico*, n° 89, pp. 9-21.
- POSADO T., ROGALSKI M. & P. SALAMA (dir.) (2019), « L'Amérique latine en bascule », *Recherches internationales*, n° 115.
- ROY A. (2009), « Planejamento e gestão espacial da pobreza », *Estudos Urbanos e Regionais*, vol. 11, n° 1, pp. 129-139.
- SANCHEZ F. J. B. (2018), « A construção política dos "quilombos" do Vale do Ribeira », dans CUNHA M., GEORGES I. & N. OTA (dir.), *Os tempos do social e da política*, São Paulo, Alameda Editorial, pp. 73-103.

- SANTOS F. L. B. (2020), *L'Espoir vaincu par la peur, de Lula à Bolsonaro*, Paris, Éditions Syllepse.
- SOUCHAUD S. (2018) « Introduction. Le Brésil face à ses crises », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 4, n° 111, pp. 5-22.
- SOUCHAUD S. & D. VIDAL (dir.) (2018), « Le Brésil face à ses crises », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 4, n° 111.
- THOMAS P. (2013), « Gramsci et le politique », *Contretemps*, n° 18 [En ligne] <https://www.contretemps.eu/gramsci-politique/>
- THOMAS W. I. & F. ZNANIECKI (1919), *Le Paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919)*, traduit en français par Yves Gaudillat, Paris, Éditions Nathan, 1998.
- VIDAL D. (2018), « L'élection de Jaïr Bolsonaro au Brésil, ou comment un député d'extrême-droite est arrivé au pouvoir », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 4, n° 111, pp. 23-40 [En ligne] <https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2018-4-page-23.htm>

NOTES

1. D'autres dossiers thématiques récents se sont penchés sur la thématique du changement de la conjoncture politique dans la région, sous différents angles, comme par exemple le dossier sur les « Reconversions militantes et élites politiques en Amérique latine », sous la direction de Humberto Cucchetti et Jessica Stites Mor (Cucchetti & Stites Mor, 2017), ou encore le dernier numéro de *Recherches internationales*, coordonné par Thomas Posado, Michel Rogalski et Pierre Salama, portant sur « l'Amérique latine en bascule » (Posado, Rogalski & Salama, 2019), ou enfin sur un cas national spécifique, celui du Brésil, le dossier « Le Brésil face à ses crises » coordonné par Sylvain Souchaud et Dominique Vidal dans *Problèmes d'Amérique latine* (Souchaud & Vidal, 2018). Fort utiles pour comprendre différentes dimensions des transformations en cours, ces publications ne s'intéressent cependant pas de manière privilégiée à la fabrication de cette conjoncture comme étant une de ses dimensions constitutives.
2. Alors que notre objet ici n'est pas centralement l'étude des « transitions » en tant que telles, *a fortiori* vers des gouvernements autoritaires et libéraux et/ou la production de leurs typologies, nous ne pouvons cependant pas omettre de signaler la contribution stimulante des réflexions critiques sur la « transitologie », celles en particulier de Michel Dobry. Initialement structurée autour des « transitions démocratiques », la « transitologie » a émergé dans un premier temps dans les années 1980, au moment de la fin des diverses dictatures militaires en Amérique latine et des changements politiques en Europe du Sud, dans le cadre de la « transitologie classique » (Dobry, 1986) ; puis, dans un deuxième temps, à la fin des années 1990, avec l'effondrement de l'URSS et les remises en question des régimes socialistes dans divers pays en Europe centrale et orientale (Dobry, 2000). L'auteur remet en question un certain nombre d'essentialismes encapsulés dans des notions, comme celle de « crise » (Dobry, 1986), mais aussi de « rupture » et, au fond, de « changement ». Il réfléchit notamment sur les continuités qui sous-tendent des périodes de ruptures apparentes, ainsi que sur le type de relations entre périodes, ou pour le dire plus simplement, sur le rapport à l'histoire. Dans sa réflexion, il développe deux concepts qui peuvent nous intéresser particulièrement, celui d'« illusion héroïque » et celui de « transactions collusives ». Pour faire court, la notion d'« illusion héroïque » (Dobry, 1983) vise ainsi à remettre en question la fausse opposition entre des périodes considérées « de crise » et « normales », en réfléchissant aux conceptions méthodologiques sous-jacentes des chercheurs qui s'y intéressent. En particulier, il avance l'idée que les acteurs ne peuvent mettre en œuvre des dits « choix rationnels » en période de crise, réservés aux périodes de stabilité. Contre l'« illusion héroïque »

de la transitologie, Michel Dobry préfère une approche processuelle en termes de secteurs et de « transactions collusives » entre eux. Les « crises » sont des séquences de remise en cause de ces transactions qui reconnaissent à chaque secteur une autonomie relative. La crise politique est maximale quand s'impose une conjoncture fluide, dans laquelle les anticipations des acteurs deviennent impossibles ou sont contrariées, faute de repères. Chez les agents s'opère alors une « régression vers l'habitus », qui leur permet de stabiliser provisoirement une situation frappée d'incertitude maximale. Ainsi, il propose notamment qu'afin que la démocratie puisse « opérer », il faudrait qu'elle « baigne, si l'on peut dire, dans un océan de certitudes » (*Ibid.*, p. 610). Il explique ainsi que dans des « conjonctures de forte fluidité politique », l'incertitude tend à s'installer en termes d'échanges entre des « secteurs différenciés » de la société et les « transactions collusives » entre secteurs (ou différents blocs dans la société) n'opèrent plus. En d'autres mots, dans ces périodes, la démocratie serait en danger puisque des échanges entre différents champs, ou secteurs de la société, aux positionnements et aux frontières définies, établiraient des relations et échanges non-prévisibles ; et l'intervention des acteurs perdrait ainsi toute capacité de prévision. L'incertitude – et l'absence de calcul du « coût de l'action » politique des acteurs – s'instaurerait ainsi comme principe de fonctionnement et rendrait une quelconque opérationnalisation de la démocratie impossible (*Ibid.*). En bref, même si nous ne proposons pas une étude des transitions politiques proprement dite dans ce Dossier, la contribution de ce champ en termes méthodologiques à l'étude des changements de conjoncture politique et de dés-essentialisation de la politique est non-négligeable. Aussi, il apporte une contribution fondamentale à la réflexion sur les dynamiques propres des périodes de changement de la conjoncture politique et ses modalités de rétro-alimentation, en adoptant une perspective historique plus large et un regard comparatif.

3. Les jalons pour la réflexion qui a donné lieu à la réalisation de ce Dossier ont été posés dans le cadre du séminaire international « (Re)penser la conjoncture en Amérique latine : échelles, territoires et acteurs », organisé en juin 2017 à Nogent-s-Marne et au CNAM-Lise, Paris, par le Laboratoire mixte international « Social activities, gender, markets and mobilities from below (Latin America) (IRD) » à l'UMR 201 « Développement et sociétés » (Paris 1-IRD).

4. Diminutif du nom du premier président du Parti des travailleurs au Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010).

5. D'après l'*Atlas da Violência* (édition 2018, p. 91), le Brésil a passé le seuil historique de 62.517 homicides en 2016 (Ministère de la Santé). Le nombre d'homicides est passé ainsi à 30 pour 100 000 habitants.

6. D'après Wendy Brown, « *Neoliberalism is commonly understood as a set of economic policies promoting unrestricted action, flows, and accumulation of capital by means of low tariffs, deregulation of industries, privatisations of formerly public goods and services, stripped-out welfare state, and the breakup of organised labour* » (Brown et al., 2018, pp. 11-12).

7. Ce point a également été soulevé par Sylvain Souchaud, dans son introduction au n° thématique de la revue *Problèmes d'Amérique latine*, « Le Brésil face à ses crises » (2018/4), qui indique cependant que l'interprétation du poids des *fake news* et de la capacité à convaincre plutôt que de présenter des faits vérifiables et/ou objectivables, notamment pendant la campagne présidentielle de l'actuel Président de l'extrême droite, Jair Bolsonaro, qui a assumé ses fonctions début 2019, est moins aisée, pouvant indiquer aussi bien un rejet des valeurs démocratiques comme son contraire, à savoir le rejet du système politique et économique et de sa corruption intrinsèque.

8. Dans ce contexte, la provocation des crises constitue une dimension complémentaire dans la production des conjonctures nationales ; et le gouvernement par la crise un élément du dispositif de gouvernement néolibéral (Dardot & Laval, 2009). En reprenant l'approche de Michel Dobry de

l'analyse des « conjonctures de forte fluidité politique » (Dobry, 1983, 1986), l'on peut y voir une dimension de la dissolution des « transactions collusives » entre secteurs, à savoir la dissolution des différentes sphères du pouvoir, pour s'orienter vers une société où l'ensemble des secteurs sont dirigés par l'impératif économique (Dorronsoró, 2019). Dans cette perspective, un ensemble de travaux s'est intéressé à la judicialisation de la politique, un exemple de dépassement des frontières sectorielles (Codaccioni, Puccio-Den & Roussel (dir.), 2015 ; Briquet, 2007).

9. Ricardo Galvão, physicien de 76 ans, a été renvoyé de la direction de l'INPE – l'Institut National de Recherches Spatiales, le 7 août 2019, par le Président Jair Bolsonaro, deux semaines après avoir rendu publiques des données qui montraient que la déforestation de l'Amazonie au mois de juin de 2019 a été 88% supérieure à celle de l'année précédente. Cf. <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2019/08/07/demissao-de-diretor-do-inpe-e-publicada-no-diario-oficial-da-uniao.htm?cmpid=copiaecola>

10. Voir à ce propos également : Vidal (2018), et Santos (2020).

11. https://www.liberation.fr/planete/2019/06/10/bresil-des-magistrats-auraient-conspire-pour-empcher-le-retour-de-lula_1732745

12. À propos de la Loi d'amnistie brésilienne, cf. Chirio & Joffily (2014) ou encore, sur le rôle des militaires dans la crise brésilienne actuelle, cf. Chirio (2018).

AUTHORS

ISABEL GEORGES

Sociologue, IRD, UMR 201 Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France) - isabel.georges@ird.fr

OLIVIER GIRAUD

Politiste, UMR Lise-Cnam-CNRS, Paris (France) - oligiraud@ymail.com

L'économie sociale et solidaire dans les politiques d'inclusion en Argentine (2003-2017)

Continuités et ambivalences d'un projet de développement socioproductif

The social and solidarity economy in inclusion policies in Argentina (2003-2017). Continuities and ambivalences of a socio-productive development project

Arnaud Trenta

- 1 Depuis près de deux décennies, de nouvelles politiques sociales se font jour en Amérique latine qui dessinent un modèle de développement social visant à inclure les populations marginalisées à travers la création et la formalisation du travail dans des organisations socio-productives comme les coopératives, les associations ou encore les entreprises familiales. Ces projets d'inclusion par le travail autogéré sont généralement portés par des mouvements sociaux et populaires, ils s'insèrent progressivement dans les référentiels d'action publique à travers la catégorie d'économie sociale et solidaire¹ (ESS). Alors que le processus d'institutionnalisation de l'ESS en Amérique latine durant la conjoncture progressiste est déjà bien étudié (Compagnon, Rebotier & Revet, 2009 ; Georges & Leite, 2012 ; Hillenkamp, 2013 ; Corragio & Laville, 2014 ; Corragio, 2015 ; Fernández Álvarez, 2016), l'originalité de l'article repose, à partir du cas de l'Argentine, sur l'analyse des continuités des politiques publiques de soutien à l'ESS au-delà des changements de gouvernement et des divergences idéologiques.
- 2 Le papier interroge les transformations socio-économiques et politiques qui ont permis cette convergence de l'action publique et des mouvements sociaux en Argentine dans le projet d'un développement socioproductif inclusif. L'objectif de l'article est d'analyser les processus de conception et de mise en œuvre des politiques publiques de soutien à l'ESS de 2003 à 2017, à l'échelle nationale, provinciale et locale. Il s'inscrit dans une sociologie de l'action publique (Lascoumes & Le Galès, 2012) sensible à la dimension cognitive des politiques publiques (Muller, 2018) comme aux interactions entre les

agents de l'État et les destinataires des politiques sociales (Weller, 1999 ; Dubois, 1999) et aux échanges politiques entre les classes populaires et les organisations partisans (Combes & Vommaro, 2015). L'approche multiscalaire (Revel, 1996 ; Giraud, 2012 ; Georges & Rizek, 2016) vise à mettre au jour les articulations et les tensions entre les politiques sociales conçues aux différentes échelles de l'État, ainsi que les différentes logiques d'action qui se croisent, parfois de manière contradictoire, au niveau des pratiques de mise en œuvre à l'échelon territorial. La période étudiée permet de couvrir la totalité des mandats présidentiels de Nestor et Cristina Kirchner (2003-2015), figures de la gauche latino-américaine et la moitié de celui de Mauricio Macri (2015-2017) qui incarne le virage à droite observé dans de nombreux pays de la région.

- 3 Pour comprendre le consensus politique qui se consolide en Argentine autour d'une articulation entre l'État et les organisations populaires pour générer un processus d'inclusion par le travail, nous travaillons l'hypothèse selon laquelle les politiques de soutien à l'ESS se trouvent au croisement des politiques de l'emploi et des politiques d'assistance, dans un pays où il n'existe ni revenu minimum garanti, ni assurance chômage. Cette ambivalence des politiques sociales, entre travail et assistance, est une caractéristique transversale de nombreuses politiques d'inclusion expérimentées en Amérique latine à partir des années 2000, qui complexifie l'analyse de leurs effets sur les inégalités (Kessler, 2014 ; Georges & Tizziani, 2016, 2020 ; Borgeaud-Garciandia & Georges, 2016). Dans notre cas d'étude, cette ambivalence favorise l'émergence et la coexistence de différentes conceptions, parfois opposées, de la nature et des finalités de l'économie sociale et solidaire, ainsi que des politiques publiques censées en soutenir le développement. La définition de l'ESS et de son développement est alors un enjeu de luttes entre groupes sociaux qui diffèrent selon leur position dans l'espace social, leurs formes de politisation et leurs référents idéologiques. Outre les clivages partisans et les rapports de classe, l'expérience néolibérale des années 1990 et la crise de 2001 ont notamment fait émerger en Argentine de nouveaux mouvements sociaux ancrés dans les mondes populaires qui diffèrent des organisations historiques de l'associationnisme, du mutualisme et du coopérativisme ² et s'emparent de la catégorie d'économie sociale et solidaire pour donner sens à leurs conditions sociales et structurer leurs revendications.
- 4 L'analyse s'appuie sur des recherches menées entre 2007 et 2018 sur les politiques de soutien à l'ESS du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial de Mendoza, ainsi que sur leur mise en œuvre dans les quartiers populaires de Buenos Aires et de Mendoza. Les données empiriques sont construites à partir d'une méthodologie qualitative qui combine l'analyse des débats publics et des textes juridiques, l'observation sur plusieurs mois des interactions dans les bureaucraties d'État et les organisations de l'ESS, ainsi que la conduite de 30 entretiens approfondis auprès d'agents des administrations publiques et de responsables d'organisations de l'ESS. Les financements issus des institutions scientifiques françaises et argentines ³ ont permis la réalisation d'une enquête ethnographique au long cours et la libre circulation entre les différentes organisations qui structurent le domaine de l'ESS.
- 5 L'article est structuré en trois parties qui croisent différentes échelles. La première partie mobilise une perspective historique et internationale pour analyser les transformations de l'État social depuis les années 1970 et le travail de catégorisation des nouvelles politiques sociales à partir des années 2000. La deuxième partie se centre sur les politiques fédérales de soutien à l'ESS et leur mise en œuvre dans les provinces

de Buenos Aires et de Mendoza, en insistant sur les points de tension entre la gestion des gouvernements de gauche des époux Kirchner et celle du gouvernement de centre-droit de Mauricio Macri. La troisième partie analyse l'action publique au niveau du gouvernement de la province de Mendoza et montre la prégnance des logiques d'individualisation et de marchandisation de l'ESS dans les politiques sociales provinciales, malgré un processus d'auto-institutionnalisation des organisations populaires parmi les plus avancés d'Argentine.

Catégories et modèles des politiques sociales

Métamorphoses de l'État social

- 6 Depuis les années 1970, la fragilisation de la société salariale et la crise de l'État providence (Rosanvallon, 1981 ; Castel, 1995) ont ouvert un processus de reconfiguration de l'État social et de ses formes d'intervention à travers les politiques sociales. Parmi les diverses conceptualisations de cette métamorphose, certaines catégories comme celles de *mixed economy of Welfare* (Kammerman, 1983) et d'État actif-providence (Rosanvallon, 1995) articulent la réduction du périmètre d'intervention de l'État avec le renforcement du rôle des organisations de la société civile face au retour de la question sociale. Dans cette perspective, les politiques sociales sont comprises comme une configuration de relations complexes qui mêlent une diversité d'organisations publiques et privées au sein desquelles les institutions infranationales et les associations jouent un rôle fondamental dans la définition et la mise en œuvre des politiques sociales, notamment dans les interstices laissés par les mesures nationales.
- 7 En Amérique latine – et plus particulièrement dans le cas de l'Argentine – la redéfinition de l'architecture institutionnelle des politiques sociales se manifeste à travers le développement de politiques sociales ciblées et le recours à des intermédiaires locaux (Prévôt-Schapira, 1996). Ces politiques, généralement de court terme, visent à répondre à des besoins fondamentaux (alimentation, santé, habitat) et à distribuer des revenus monétaires alternatifs à l'emploi (Falappa & Andrenacci, 2008). En ciblant des populations et des territoires spécifiques, elles distribuent des ressources appropriables individuellement ou collectivement (famille, association, coopérative, etc.) qui limitent davantage l'indigence qu'elles ne réduisent la pauvreté. L'accès à ces politiques sociales est souvent conditionné à une contrepartie en termes de travail communautaire, de formation professionnelle ou d'éducation et de soin des enfants. Malgré les différentes crises sociales, économiques et politiques traversées par les sociétés latino-américaines, cette transformation de l'action publique s'observe depuis quatre décennies avec pour effet le renforcement des administrations décentralisées et du rôle des *street-level burocrats* (Lipsky, 1980), mais aussi le développement d'associations territorialisées qui constituent une bureaucratie para-étatique (Vommaro, 2019) nécessaire à la mise en œuvre des politiques sociales.
- 8 Au cours des années 1980 et 1990, la catégorie de tiers secteur est au cœur des programmes promus par les organisations internationales auprès des gouvernements latino-américains pour lutter contre la pauvreté. Ces programmes visent à développer un secteur professionnel de l'aide sociale qui soit distinct de l'État et du marché, et dont les organisations typiques sont les ONG et les fondations (Thompson, 1995 ; Roitter

& González Bombal, 2000). Toutefois, au tournant des années 2000, la notion de tiers secteur est l'objet de vives controverses parmi les acteurs scientifiques, politiques et associatifs. Les critiques portent, d'une part, sur l'insuffisance des politiques sociales et des pratiques associatives face à la montée vertigineuse des inégalités et, d'autre part, sur la dépolitisation du social dont serait porteuse la catégorie de tiers secteur et sur ses accointances avec le néolibéralisme (privatisation et marchandisation du social). On observe alors une relance du processus de catégorisation des rapports entre l'État et la société civile dans les champs académique, associatif et politique. Les concepts de capital social (Putnam, 2002 ; Amaral & Stokes, 2005 ; Arriagada, 2005 ; Bevort & Lallement, 2006), d'économie sociale et solidaire (Singer, 2002 ; Coraggio, 2011 ; Laille, 2013), d'*empowerment* (Bacqué & Biewener, 2013) et de *community organizing* (Talpin, 2016) connaissent une importante circulation internationale entre l'Amérique latine, l'Europe et l'Amérique du Nord et contribuent à façonner les politiques de lutte contre les inégalités. Tous ces concepts ont une portée normative assumée et visent à renforcer les capacités d'action et d'organisation des populations vulnérables pour résoudre, en interaction avec l'État, la question sociale à partir d'une approche locale et participative.

Les « nouvelles » politiques sociales

- 9 Avant d'analyser la trajectoire de la catégorie d'économie sociale et solidaire dans les politiques sociales en Argentine, il convient d'exposer plus largement les types de politiques sociales mises en œuvre depuis les années 2000 et la nouvelle conjoncture dite « progressiste », faisant de l'Amérique latine le laboratoire de « nouvelles » politiques sociales (Lautier, 2012). Dans ce contexte continental, le cas de l'Argentine est particulièrement pertinent pour questionner le lien entre politiques sociales et conjonctures nationales puisqu'aux présidences des époux Nestor et Cristina Kirchner (2003-2015), fers de lance du renouvellement de la gauche latino-américaine, a succédé celle du riche entrepreneur Mauricio Macri (2015-2019), lui-même instigateur d'une nouvelle force politique qualifiée de centre-droit (Vommaro, 2017).
- 10 En Amérique latine, la critique du néolibéralisme, menée par des dirigeants politiques et des mouvements sociaux, ouvre la voie à un retour de l'État interventionniste et à un nouveau référentiel des politiques publiques qui s'articule autour du projet d'inclusion des populations historiquement marginalisées. Deux types de politiques sociales connaissent un développement significatif en Amérique latine et en Argentine au cours de cette période. Le premier favorise les transferts monétaires conditionnels en direction des « familles » en situation de pauvreté ou de vulnérabilité. Le second vise l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi et de l'économie formelle à travers, d'une part, la création et la consolidation d'une activité productive individuelle ou familiale et, d'autre part, leur intégration dans des collectifs de travail comme les coopératives ou les associations de petits producteurs.
- 11 En ce qui concerne le premier type, on constate en Amérique latine une augmentation des prestations monétaires non contributives dont les destinataires privilégiées sont les femmes des familles pauvres (Destremau & Georges, 2017) et dont la principale contrepartie est de garantir la scolarisation et la vaccination des enfants. Les expériences pionnières des programmes *Progresa* au Mexique et *Bolsa Familia* au Brésil popularisent ce modèle de politique sociale (*Conditional Cash Transfert Programs*) promu

par les institutions internationales telles que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (Merrien, 2014). En Argentine, la crise majeure de 2001 et la massification de la pauvreté (plus de 54% de la population en 2002) accélèrent le développement de ce type de politique publique. Lancé en 2002, le dispositif *Jefes y Jefas de Hogar Desocupados*⁴ combine les conditionnalités relevant de l'éducation et du soin des enfants à celles liées au travail dit communautaire comme l'organisation de cantines populaires ou les travaux de petite voirie. La ligne « familialiste » des politiques sociales ciblées s'autonomise en 2004 sous la présidence de Néstor Kirchner (2003-2007) grâce au programme *Familia por la inclusión social*⁵, financé en partie par la Banque interaméricaine de développement, qui cible les mères célibataires et les familles dont les parents sont jugés inemployables. Le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2015) consolide et amplifie les transferts de revenus conditionnels vers les familles vulnérables avec la création en 2009 de l'*Asignación Universal por Hijo*⁶ qui supprime les précédents dispositifs et délivre une allocation par enfant aux familles disposant de faibles revenus. Cette tendance à l'universalisation des prestations familiales se prolonge même au-delà de la période dite progressiste puisque le président de centre droit Mauricio Macri étend, à partir de 2015, la couverture de cette politique sociale à de nouveaux bénéficiaires comme les « petits » indépendants. En Argentine, ces politiques sociales centrées sur les familles sont gérées par l'Administration nationale de la sécurité sociale (ANSES) qui possède ses propres antennes locales et ne nécessite pas l'intermédiation des gouvernements locaux ou des organisations territoriales pour accompagner la demande des sujets de droits.

- 12 Le second type de politiques sociales renvoie à la problématique de l'exclusion du marché du travail et de l'économie formelle de pans entiers de la population. Des politiques de transferts monétaires conditionnels auprès d'individus ciblés, mais aussi des politiques de soutien aux organisations dites de l'économie populaire connaissent un haut niveau d'expansion et de rationalisation en Argentine et dans plusieurs pays de la région comme le Brésil, la Bolivie, l'Équateur ou encore le Venezuela. La conjoncture progressiste en Amérique du Sud, ainsi que les normes diffusées par le Programme des Nations unies pour le développement et l'Organisation internationale du travail, contribuent à faire émerger un nouveau paradigme de développement qui articule les différentes échelles de l'État avec une variété d'organisations ancrées dans les quartiers populaires. La promotion de coopératives de travail dans les territoires sinistrés, la formation professionnelle des populations cibles et l'amélioration des ressources technologiques sont les principaux traits de la matrice de ce nouveau modèle de développement dit « socioproduitif » qui vise à inclure les groupes sociaux marginalisés en combinant les différentes ressources provenant de l'État, du marché et de la solidarité communautaire. C'est dans cette perspective que la catégorie d'économie sociale et solidaire, popularisée à travers les forums sociaux altermondialistes, s'agence avec le projet politique d'inclusion des populations vulnérables et s'ancre durablement dans les politiques de lutte contre les inégalités.
- 13 En Argentine, le lancement du « plan national de développement local et d'économie sociale » (*Manos a la obra*) en 2004 marque le début des politiques de soutien à l'économie sociale et solidaire, à travers des dispositifs de microcrédit et de formation professionnelle. Ces politiques connaissent une montée en charge à la fin des années 2000 lors du « tournant productif » des politiques sociales (Cortés & Kessler, 2013) dont l'objectif est d'absorber la population assistée grâce à la création de coopératives, mutuelles et autres associations communautaires dans les territoires paupérisés. En

effet, malgré plusieurs années de croissance économique et de volontarisme politique qui ont permis un retour de la régulation du travail et de la négociation salariale ⁷, le marché du travail argentin reste très hétérogène et la précarité d'emploi demeure un problème majeur. Entre 2002 et 2013, le taux d'emploi passe ainsi de 34,6% à 42,7% et le taux de chômage de 25,5% à 6,4%, mais la masse des employés précaires ou non déclarés, situés en bas de l'échelle des revenus et en condition de sous-occupation ou de surexploitation, représente encore en 2013 près de la moitié de la population active occupée (Kessler, 2014). C'est dans ce contexte que la politique sociale *Argentina Trabaja* ⁸ regroupe et rationalise les différents programmes de soutien aux petits producteurs individuels et familiaux, aux coopératives, aux mutuelles et aux associations ancrées dans les territoires populaires. Les principaux axes de cette politique visent à faciliter le recours au microcrédit, à améliorer les savoirs techniques et les outils technologiques, à doter les « petits » indépendants d'une couverture sociale (santé, retraite) et à promouvoir la création de coopératives de travail pour les personnes les plus éloignées de l'emploi. L'expansion et la diversification des mécanismes de soutien aux organisations de l'économie sociale et solidaire s'accompagnent d'une augmentation des budgets alloués à ces politiques. Au sein du ministère de Développement social du gouvernement fédéral, le budget alloué à l'ESS passe de 4 millions de pesos en 2003, à 172 millions en 2009 et 4,4 milliards en 2013 (Hopp, 2017, p. 26).

- ¹⁴ Cette politique d'inclusion sociale à travers l'économie sociale et solidaire, symbole de la période kirchnériste, est reprise dans ses grandes lignes par le gouvernement de centre-droit de Mauricio Macri. Malgré une proximité idéologique revendiquée avec le libéralisme, ce gouvernement s'empare de la rhétorique de l'inclusion sociale et ambitionne « d'éradiquer » la pauvreté à travers une intervention de l'État fondée sur deux piliers : le soutien au développement économique de toutes les provinces du pays et la protection sociale des plus vulnérables. Dès 2015, en parallèle des réformes macroéconomiques visant à approfondir l'ouverture de l'économie nationale au marché mondial, le gouvernement maintient, voire étend, plusieurs politiques sociales en direction des secteurs populaires, notamment *Asignación Universal por Hijo* et *Argentina Trabaja*. En 2016, le « Plan national d'économie sociale *Creer y Crear* » illustre l'appropriation du modèle de développement socioproductif par le nouveau gouvernement qui, dans la continuité des politiques forgées les années précédentes au sein du ministère du Développement social, ambitionne de « dynamiser le développement local et régional à travers le renforcement de l'économie sociale, promouvoir des projets socio-productifs en tant que stratégie principale d'inclusion sociale et productive des personnes en situation de vulnérabilité sociale grâce à l'octroi de microcrédits, développer des processus d'apprentissage et de formation professionnelle » (Consejo Nacional de Coordinación de Políticas Sociales, 2016, p. 6). Dans le projet de loi budgétaire de l'administration publique nationale 2017 et comparativement à celui de 2016, la dotation globale du ministère de Développement social augmente de 39% et les programmes destinés à l'économie sociale et solidaire augmentent de près de 50% pour atteindre 16 milliards de pesos (12% du budget du ministère), des chiffres qui dépassent le taux d'inflation.
- ¹⁵ La continuité de l'action publique dans le soutien à l'économie sociale et solidaire, au-delà des divergences idéologiques et des options partisans, illustre le consensus qui s'est consolidé en Argentine autour d'un modèle de développement socioproductif dont l'objectif est l'inclusion des populations vulnérables. Cette continuité des politiques

publiques nécessite toutefois une analyse approfondie au niveau de sa genèse et de sa mise en œuvre afin de saisir les nuances et les points de tension de ce domaine qui reste en cours de constitution et de stabilisation. Les jeux d'échelles sont particulièrement éclairants pour comprendre l'articulation entre les espaces nationaux, provinciaux et locaux.

Du national au local, la mise en œuvre des politiques fédérales de soutien à l'ESS

L'ESS dans la politique nationale-populaire

- 16 Pour bien comprendre la manière dont la catégorie d'économie sociale et solidaire s'est insérée dans les référentiels d'action publique en Argentine, il faut revenir à la crise économique, sociale et politique de 2001 et à la conjoncture néolibérale qui la précède. Durant les années 1990, sous la présidence de Carlos Menem (1989-1999), le gouvernement fédéral met en œuvre des réformes structurelles de l'économie, adossées à un régime monétaire de convertibilité avec le dollar qui met fin à un épisode d'hyperinflation. La privatisation des entreprises publiques, la flexibilisation du marché du travail et l'ouverture au marché mondial génèrent une croissance économique soutenue durant la première moitié de la décennie, mais ces réformes accélèrent également la désindustrialisation du pays, la faillite d'une multitude de petites entreprises et la massification du chômage et de la pauvreté. À partir de 1996, des formes de contestation apparaissent dans différentes provinces et constituent les prémisses du mouvement social des travailleurs au chômage qui mène la révolte contre l'ordre néolibéral au tournant du siècle. Ce mouvement populaire se caractérise par l'affirmation d'une nouvelle identité dite *piquetera*⁹, un mode d'action fondée sur le blocage des routes, des revendications centrées sur le travail et l'emploi et un fonctionnement participatif à travers des assemblées (Svampa & Pereyra, 2003 ; Delamata & Armesto, 2005). Le mouvement autonommé *piquetero* s'est aussi structuré grâce à l'apport des organisations de base établies depuis les années 1980 dans les quartiers paupérisés de la banlieue de Buenos Aires, qui importent ce nouveau répertoire d'action collective dans le centre névralgique du pays et permettent au mouvement des travailleurs au chômage de se développer à l'échelle nationale. Ces organisations diffusent également au sein du mouvement social naissant leur propre modèle de militantisme, étroitement lié au travail social dans les quartiers et à la demande de mesures d'assistance (Merklen, 2009). Très hétérogène dans sa composition, le mouvement *piquetero* est traversé par trois grands courants militants : un courant syndical qui privilégie la négociation et l'institutionnalisation ; un courant partisan qui, allié aux partis de gauche, vise la compétition électorale ; et un courant autonomiste qui s'ancre dans les territoires populaires et systématise la confrontation avec les pouvoirs publics (Svampa & Pereyra, 2003).
- 17 En décembre 2001, écrasé par le poids de la dette, le gouvernement fédéral¹⁰ ordonne le gel des dépôts bancaires et précipite le pays dans un climat insurrectionnel. Durant plus de dix jours, les multiples manifestations de rue s'accompagnent de scènes de pillages de supermarchés et de violents affrontements avec la police. Les 19 et 20 décembre 2001, le Congrès et le palais présidentiel sont assiégés par une foule diverse qui, au prix de huit morts et d'une centaine de blessés, obtient la démission du

président de la République (Fradkin, 2002). S'ouvre alors une période de grande instabilité, symbolisée par l'effervescence des mouvements sociaux qui domine l'année 2002. Outre le mouvement *piquetero*, on compte alors un renouveau du syndicalisme de combat, des récupérations d'usines autogérées par les ouvriers, des mobilisations d'épargnants lésés par l'effondrement du système financier, l'émergence de groupes culturels alternatifs et la constitution d'assemblées de quartier dans les grandes villes du pays (Svampa, 2008).

- 18 À la fin de l'année 2002, les diverses mobilisations montrent des signes d'essoufflement et les dissensions entre les organisations *piqueteras* révèlent les limites à l'unification du mouvement social. Cette fragmentation de la contestation s'accompagne d'une demande croissante de normalisation politique qui s'exprime dans les urnes lors des élections d'avril 2003 qui, en plus de drainer un fort taux de participation, réaffirment la domination des partis traditionnels. Élu président de la République, le péroniste Néstor Kirchner tient une position ambiguë à l'égard du mouvement *piquetero*. D'une part, le gouvernement fédéral réprime les organisations autonomistes et celles liées aux partis de gauche, ce qui entraîne l'emprisonnement de milliers de personnes (Svampa, 2007). D'autre part, il coopte les organisations d'orientation syndicale à travers leur participation à la mise en œuvre des politiques sociales dans les territoires paupérisés et l'incorporation de certains cadres militants dans les bureaucraties d'État (Merklen, 2006 ; Perelmiter, 2016). Entre 2003 et 2005, une recomposition au sein du mouvement des travailleurs au chômage donne jour à un regroupement d'organisations populaires qui abandonnent l'identité *piquetera* et la logique de résistance pour se projeter dans le nouveau cycle politique ouvert par les époux Néstor et Cristina Kirchner, qui revendiquent la culture de la gauche radicale des années 1970 (réprimée par la dernière dictature) et la tradition nationale-populaire du péronisme (Perez & Natalucci, 2012). Dans ce contexte, l'organisation dénommée Mouvement Evita¹¹ joue un rôle clé dans la diffusion de la catégorie d'économie sociale et solidaire au niveau de l'action publique et dans la mise en œuvre des politiques sociales de soutien aux organisations de l'ESS. Plusieurs membres de cette organisation, dont leur leader Emilio Pérsico, accèdent à des postes au sein des gouvernements et des parlements au niveau fédéral et provincial.
- 19 En 2008, un intense conflit oppose pendant quatre mois les organisations patronales agricoles au gouvernement fédéral suite à un projet de taxe sur les exportations de matières premières et se solde par la défaite du camp kirchnériste. Ce conflit réactive les schémas dichotomiques d'un bloc populaire opposé aux corporations de pouvoir et exacerbe la rhétorique nationale-populaire au sein du gouvernement et des organisations populaires qui lui sont alliées (Svampa, 2011). Le Mouvement Evita décide alors d'investir pleinement la question du travail et de centrer son action auprès de celles et ceux qui continuent de vivre dans la précarité malgré le retour de la croissance économique. Pour penser l'inclusion des personnes les plus éloignées de l'emploi, la direction nationale du mouvement considère que « l'économie sociale, notamment la création de coopératives, est la manière adéquate pour favoriser le subventionnement du travail » (Natalucci, 2012, p. 49). Cette même année, le leader du Mouvement Evita, Emilio Pérsico, est nommé à la tête du nouveau Secrétariat à l'économie sociale du ministère de Développement social¹² (Perelmiter, 2012). Depuis cette position, il promeut l'expérimentation du dispositif *Ingreso social con trabajo*¹³ qui vise à créer des coopératives de travail dans des territoires ciblés pour l'exécution de travaux de petite voirie et l'entretien des espaces verts. Les destinataires de ce programme travaillent 40

heures par semaine, perçoivent un revenu légèrement supérieur au salaire minimum et cotisent à la retraite et à une assurance maladie. Lorsque ce programme est développé à grande échelle en 2009, la présidente de la République Cristina Kirchner annonce en grande pompe la création de 100 000 emplois, principalement dans les quartiers populaires de la banlieue de Buenos Aires où se concentre la masse des travailleurs pauvres et des chômeurs.

- 20 L'identification au kirchnérisme est un élément qui ressort de notre enquête menée en 2009 auprès de militants du Mouvement Evita dans la ville Tres de Febrero, située en proche périphérie de Buenos Aires. Ces personnes sont toutes issues des classes populaires et ont connu des situations de pauvreté soit autour des années 1990 et de la crise de 2001, soit encore au moment de l'enquête. À leurs yeux, le projet politique de Nestor et Cristina Kirchner représente l'espoir de mettre fin aux inégalités vécues et de tendre vers plus de justice sociale. La responsable locale décrit ainsi la conjoncture progressiste des années 2000 comme une nouvelle étape de la démocratie, qui marque la fin de la résistance lors de la période néolibérale.

« Avec le processus du néolibéralisme, ce qui s'est passé, c'est que chacun s'est réfugié chez soi. Parce qu'il y avait beaucoup de chômage, beaucoup de crises... Avec cette nouvelle étape de la démocratie, en 2003, il y a eu beaucoup d'attentes, un nouvel espoir... que l'on pouvait se rassembler à nouveau, militer, construire... changer la réalité de beaucoup de monde. Ce qui m'a attiré au début, c'est ça : "Allons voir si maintenant on peut militer à nouveau". (...) Toute l'époque du néolibéralisme, c'était une époque beaucoup plus dure car ce mouvement néolibéral fermait les industries... amenait beaucoup de désespoir. Donc c'était de voir si on pouvait changer cette réalité qui paraissait... comme un moment de résistance ! Passer de la résistance à la construction et ne plus être au *piquete*, au barrage de route, à demander les choses de base. Arrêter de survivre et lutter pour autre chose : le travail digne, la santé, l'éducation » (Entretien avec Amalia Suarez, Responsable du Mouvement Evita à Tres de Febrero).

- 21 L'alliance entre le gouvernement kirchnériste et les organisations populaires telles le Mouvement Evita renvoie à une dimension classique du populisme de gauche en Amérique latine¹⁴. Elle fait écho au *leitmotiv* de la rhétorique nationale-populaire et de la pensée mouvementiste : « il n'y a pas de projet national sans mouvement national » (Natalucci, 2012). Cette proximité du pouvoir central avec les organisations populaires territorialisées soulève toutefois un questionnement sur la mise en œuvre des politiques sociales et l'usage des subsides publics. La fonction d'intermédiation des organisations populaires est notamment au cœur des divergences entre différents groupes politiques et sociaux.

La question de l'intermédiation des politiques sociales

- 22 Ce rôle d'intermédiation dans les politiques sociales était déjà une caractéristique des organisations *piqueteras* entre 1996 et 2003, lorsque celles-ci géraient une partie des aides sociales destinées aux chômeurs. Le pouvoir discrétionnaire des intermédiaires dans la distribution des aides et le choix des bénéficiaires s'est maintenue sous les gouvernements kirchnéristes. Lorsqu'en 2003 Nestor Kirchner accède au pouvoir et propose aux organisations *piqueteras* de le rejoindre dans la « refondation politique » du pays, il engage d'importants transferts de fonds vers ces organisations permettant de les impliquer dans la gestion et la réalisation de nouvelles infrastructures dans les quartiers paupérisés (logements, hôpitaux, écoles ou encore de réseaux de gaz,

d'électricité, d'égout et d'eau potable). En fonction de leur implantation territoriale et de leur capacité de mobilisation, les organisations populaires orientent le choix des quartiers et des populations ciblées par les politiques sociales (Merklen, 2006).

- 23 Dans le cadre des politiques de soutien à l'ESS, le travail de médiation est en grande partie réalisé par les militants des organisations populaires. Ainsi, pour le dispositif *Ingreso social con trabajo*, le ministère de Développement social du gouvernement fédéral délègue la gestion des coopératives à des municipalités et des organisations populaires. En 2009, dans la ville de Tres de Febrero, le ministère a débloqué des fonds pour créer 25 coopératives de seize travailleurs chacune, soit 400 « postes de travail » sur le territoire. Treize coopératives sont gérées par la municipalité et douze par le Mouvement Evita. Comme le volume d'aides ne couvre pas la totalité des bénéficiaires potentiels, les intermédiaires locaux réalisent un travail de sélection à partir de critères fondés sur leurs propres expériences et représentations. Par exemple, les militants du Mouvement Evita établissent trois grands critères de sélection : être sans emploi, être jeune et avoir plus de deux enfants. Ils distribuent aussi le nombre de subsides en fonction de leur implantation dans les différents quartiers de la ville. Au total, une dizaine de militants est chargé de recruter des personnes à partir de leur connaissance intime des conditions de vie et des parcours des habitants de leur quartier.

« On se coordonne avec nos camarades de chaque quartier qui sélectionnent ceux qu'ils vont inscrire. Nous, on s'est dit : divisons le nombre de subsides par quartier. Par exemple, Joaquin qui est du quartier Villa Bosh, c'est lui qui va savoir, dans ce quartier, qui il doit inscrire. Un autre camarade du quartier Libertador va savoir qui inscrire là-bas. À Ciudadela, d'autres pareil... Donc, le critère qu'on utilise, c'est de répartir le pouvoir pour ne pas qu'il soit dans les mains du responsable ou d'une personne en particulier, mais que les habitants soient ceux qui aient ce pouvoir... de se dire : j'ai trente subsides, je sais auprès de qui je vais aller et à qui je vais les proposer » (Entretien avec Amalia Suarez, Responsable du Mouvement Evita à Tres de Febrero).

- 24 Pour les militants du Mouvement Evita, les coopératives ne constituent pas une finalité en soi, elles n'ont pas vocation à s'autonomiser, ni à pérenniser leur activité grâce à des ressources propres. De fait, le développement économique de ces organisations est largement entravé par le dispositif lui-même puisque les chantiers qui leur sont proposés proviennent des pouvoirs publics locaux (municipalité ou État provincial) et les revenus des travailleurs sont fixés par le ministère de Développement social, indépendamment de la production des coopératives. Au niveau des usages, ces organisations s'apparentent davantage à des lieux de socialisation par le travail permettant aux chômeurs de s'inscrire dans un processus d'insertion professionnelle. On comprend mieux alors pourquoi les militants du Mouvement Evita organisent le travail de telle sorte que les bénéficiaires puissent accéder à une meilleure situation professionnelle et sortir du dispositif. Au sein de leurs coopératives, le temps de travail réglementaire est ainsi réduit de 40 heures à 30 heures, voire 20 heures par semaine afin de permettre la recherche ou le cumul d'un autre emploi. Bien que le dispositif officiel ne s'adresse qu'à des personnes au chômage et sans aucun revenu, les intermédiaires locaux modifient les normes pour les adapter à leur conception de la situation et des besoins des personnes accompagnées : « Le revenu est de 1 340 pesos... ça ne leur suffit pas, ils ont besoin du triple ! Mais ils travaillent six heures... ou quatre heures. Nous, ici, on travaille un peu moins pour qu'ils puissent avoir des heures pour travailler ailleurs » (Entretien avec Lisa Diaz, Militante du Mouvement Evita à Tres de Febrero).

25 Au-delà de l'aspect économique et de la question du travail, la gestion des coopératives permet au Mouvement Evita de mener un travail de politisation au niveau territorial et de mobiliser plusieurs centaines d'habitants lors de manifestations politiques. Ces manifestations correspondent aux moments propres à la liturgie péroniste, telle la célébration du « jour de la loyauté » le 17 octobre ou la commémoration de la mort d'Eva Perón le 26 juillet (Plotkin, 1994). D'autres concernent des actes de soutien au gouvernement lors de vifs affrontements avec l'opposition, comme pour le projet de loi sur le mariage dit égalitaire permettant l'union légale et le droit à l'adoption des couples homosexuels, ou lors de la réforme du champ médiatique visant à empêcher les situations de monopole. L'enjeu de ces manifestations est triple pour les militants locaux du Mouvement Evita. En premier lieu, ces manifestations sont des moments de politisation au cours desquels se transmettent une culture et une identité politiques. En deuxième lieu, elles concrétisent leur adhésion au projet politique du gouvernement fédéral et engagent les participants dans les luttes partisans et idéologiques. En troisième lieu, elles démontrent, aux yeux des responsables politiques et des dirigeants du Mouvement Evita, leur capacité à mobiliser les habitants de quartiers populaires. Sur ce dernier point, la responsable locale souligne l'importance d'une présence massive pour obtenir davantage de ressources à travers les politiques sociales. La capacité de mobilisation des classes populaires en faveur du gouvernement fédéral est un critère déterminant lors de la distribution des subsides par la direction nationale du Mouvement Evita et le ministère de Développement social.

« Quand il y a des manifestations... ça peut être pour beaucoup de raisons, par exemple pour l'anniversaire de la mort d'Evita ou pour appuyer le gouvernement parce que la droite est en train de lui mettre une forte pression... Nous tous, on les appuie. Donc, on dit : "Camarades, nous, nous allons participer mardi à cette manifestation, qui veut venir ?" Celui qui veut venir, il a jour de congé. Celui qui ne veut pas, il va travailler. C'est tout, il n'y a pas de pression. [...] Mais on dit aussi : "si nous allons faire une manifestation pour la commémoration de la mort d'Evita, et qu'au lieu d'être 30 on est 300, on va être considérés autrement au moment où se décide la distribution des subsides". Bon, donc, s'il n'y a pas une pression effective, du genre "je ne te paye pas si tu ne viens pas", je donne cette explication au camarade. Et cela fait que souvent, il prend conscience. Avant on mobilisait un bus et là, par exemple, pour la dernière manifestation, on y est allé avec quatorze bus ! Quatorze bus ! Pour nous, c'est un grand progrès » (Entretien avec Amalia Suarez, Responsable du Mouvement Evita à Tres de Febrero).

26 Conçu et mis en œuvre dans un contexte de conflictualité croissante entre la nébuleuse kirchnériste et plusieurs secteurs sociaux, le dispositif « Revenu social par le travail » est donc, en partie, instrumentalisé par le gouvernement fédéral et les mouvements sociaux qui lui sont affiliés pour renforcer leur base électorale dans les territoires populaires et accroître leur capacité de mobilisation (Zarazaga, 2014). Gérées principalement par les municipalités péronistes et les délégations locales des organisations populaires, les ressources provenant des coopératives servent à huiler un système d'alliance politique qui relie les sommets de l'État à des réseaux territoriaux plus ou moins institutionnalisés. La dimension économique des coopératives apparaît relativement mineure, hormis sur le volet de l'insertion professionnelle grâce à la socialisation dans un collectif de travail et à la formation reçue par certains destinataires (Martínez Ramírez, 2019). Les échanges politiques qui s'opèrent à travers cette politique sociale contribuent également à l'élaboration et la mise en pratique d'une économie morale qui relie les secteurs populaires aux responsables politiques et

donne sens aux engagements des uns et des autres (Combes & Vommaro, 2015 ; Quirós, 2016).

- 27 Après une année d'expérimentation en 2009, le programme *Ingreso social con trabajo* se développe à grande échelle dès 2010 et dépasse largement les 100 000 « emplois » annoncés par Cristina Kirchner (tableau 1). La politique de création de coopératives dans les quartiers populaires connaît un développement supplémentaire en 2013 avec la création du programme *Ellas hacen*¹⁵ qui cible les femmes en situation de vulnérabilité (chômage, monoparentalité, violence de genre) et porte le nombre total de bénéficiaires au-delà des 200 000 personnes. À la suite de son élection en 2015, le gouvernement de centre-droit de Mauricio Macri maintient ces deux dispositifs et augmente même le nombre de subsides de 34% au cours des deux premières années de son mandat : 207 842 en 2015 contre 277 879 en 2017. Le ministère de Développement social travaille néanmoins à la refondation de cette politique fédérale de soutien à l'ESS et regroupe en 2018 les deux dispositifs *Ingreso social con trabajo* et *Ellas hacen* au sein d'un nouveau programme baptisé *Hacemos Futuro*¹⁶.

Tableau 1 . Nombre de bénéficiaires des principaux programmes de soutien au travail dans l'ESS du ministère de Développement social du gouvernement fédéral (2009-2019)

Année	Ingreso social con trabajo	Ellas hacen	Hacemos futuro	Total
2009	48 945	-	-	48 945
2010	166 929	-	-	166 929
2011	180 650	-	-	180 650
2012	154 673	-	-	154 673
2013	140 616	86 828	-	227 444
2014	128 807	89 483	-	218 290
2015	122 606	85 236	-	207 842
2016	150 263	81 795	-	232 058
2017	195 472	82 407	-	277 879
2018	-	-	281 092	281 092
2019	-	-	259 794	259 794

Source : datos.gov.ar (chiffres au 31 décembre de l'année de référence)

- 28 Derrière cette continuité de financement, l'analyse de la mise en œuvre des politiques de soutien à l'ESS met en lumière des différences substantielles dans la manière dont les gouvernements conçoivent le rapport entre l'État et les organisations populaires, particulièrement en ce qui concerne la fonction d'intermédiation. La coalition de centre-droit au pouvoir entre 2015 et 2019 critique l'alliance politique entre le gouvernement kirchnériste et les mouvements sociaux, en dénonçant des formes de

clientélisme et de corruption à travers la mise en œuvre des politiques sociales. Le gouvernement de Mauricio Macri développe alors une rhétorique « anti-populiste » qui met l'accent sur la neutralité supposée des fonctionnaires chargés d'implémenter les politiques sociales et de garantir l'égalité des droits pour tous les citoyens, indépendamment de leurs opinions politiques et de leurs groupes d'appartenance. Cette volonté de maintenir la fonction d'intermédiaire dans la sphère publique se manifeste, par exemple, à travers la création en 2016 du dispositif *El Estado en tu Barrio*¹⁷ qui vise à améliorer l'accès aux droits sociaux des populations vulnérables de manière transversale et sans médiation locale, en ouvrant sur plusieurs jours des guichets tenus par les fonctionnaires aux abords des quartiers populaires.

- 29 Dans le champ de l'ESS, cette critique d'une médiation politisée se traduit notamment par la suppression des coopératives de travail au sein des programmes *Ingreso social con trabajo* et *Ellas hacen* et l'individualisation du traitement des destinataires qui doivent terminer leur cycle scolaire et/ou suivre une formation professionnelle pour continuer de percevoir l'aide sociale (Pacífico, 2020). Le programme *Hacemos futuro* s'inscrit donc dans une lignée classique des transferts monétaires conditionnés visant à augmenter l'employabilité des chômeurs. Au sein de la politique générale de promotion de l'ESS, d'autres dispositifs permettent toutefois de soutenir l'activité de coopératives en finançant, par exemple, l'amélioration des outils de production. Grâce à des services déconcentrés présents dans l'ensemble des provinces du pays, le ministère de Développement social du gouvernement fédéral dispose de fonctionnaires pouvant accompagner des initiatives locales de création de coopératives ou de reprise d'entreprises. Comme l'explique le responsable du service dédié à l'économie sociale et solidaire lors de notre enquête dans la province de Mendoza entre 2015 et 2018, c'est une logique ascendante que les agents publics essaient de mettre en œuvre avec les collectifs de travailleurs.

« Contrairement au programme *Ingreso social con trabajo*, on travaille surtout avec des coopératives, des entreprises récupérées qui... notre travail, c'est d'accompagner des processus qui viennent du bas vers le haut. Par exemple, on travaille avec le programme *Manos a la obra* qui consiste à augmenter la valeur ajoutée des entreprises, avec une aide pour améliorer les outils de production et aussi des financements pour investir. C'est un programme que l'on développe depuis la délégation, en articulation avec le secrétariat à l'ESS au ministère de Développement social à Buenos Aires. Ici, on aide au montage de projet et on fait le lien avec l'équipe de Buenos Aires qui fait l'évaluation. On aide aussi à la concrétisation du projet et on mesure l'impact social de l'aide ou du financement. [...] Les entreprises ne doivent pas rembourser les aides, elles rendent à la collectivité en créant des emplois et en consolidant leur activité » (Entretien avec Pablo Izquierdo, responsable du service de soutien à l'ESS, Délégation provinciale de Mendoza du ministère de Développement social).

- 30 Cette nouvelle conception des rapports entre l'État et les organisations de l'ESS tend ainsi à modifier les cibles des politiques sociales en déplaçant les collectifs de travail comme les coopératives et en renforçant les petites unités productives comme les entreprises familiales et les micro-entreprises. De ce fait, durant le mandat du président Mauricio Macri, les activités de socialisation et de politisation observées dans les coopératives du programme *Ingreso social con trabajo* sont supplantées par des dispositifs de formation professionnelle et d'accompagnement à l'entrepreneuriat individuel ou familial afin de s'insérer sur le marché du travail. Pour approfondir l'analyse de la diversité des politiques de soutien à l'ESS en Argentine et questionner la

tension entre politisation et marchandisation, la troisième partie de l'article se centre sur l'action publique au niveau de la province de Mendoza et sur les débats qui structurent ce domaine en voie de stabilisation.

L'action publique provinciale en faveur de l'ESS : entre politisation et marchandisation

Institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire à Mendoza

31 Les continuités et ruptures observées au niveau des politiques fédérales invitent à réfléchir aux différentes catégories et visions du monde qui sous-tendent le consensus politique autour du projet d'inclusion sociale par le travail dans les organisations de l'économie sociale et solidaire. L'échelle provinciale permet de mettre au jour d'autres dynamiques de structuration du champ de l'ESS et de relation entre les acteurs publics et les organisations populaires. La province de Mendoza est un cas d'étude particulièrement pertinent car elle connaît un processus d'institutionnalisation de l'ESS parmi les plus avancés d'Argentine. En 2012, le parlement de cette province a été pionnier en sanctionnant, à l'unanimité, une loi dite de promotion de l'économie sociale et solidaire qui reconnaît le rôle fondamental des associations, des coopératives et des mutuelles dans le projet d'un développement social inclusif et d'une société plus juste.

32 La genèse de cette loi renseigne sur les rapports entretenus entre les acteurs de l'ESS et le champ politique. Cette loi émane d'une mobilisation des organisations populaires qui, au milieu des années 2000, commencent à interagir et à réfléchir sur les modalités de structuration de l'ESS au niveau provincial. Comme le relate le fondateur de l'association *El Arca*¹⁸, une des principales organisations populaires de la province de Mendoza, le premier « forum provincial d'économie sociale » rassemble en 2008 une diversité d'acteurs cherchant à partager des expériences, des savoirs et des besoins et à créer une instance de dialogue entre les organisations de l'ESS et avec les pouvoirs publics.

« Il y avait beaucoup d'expériences très intéressantes qui existaient dans différents endroits de la province, mais qui étaient totalement déconnectées... La mise en relation et l'accès aux aides publiques étaient très difficiles. Il y avait quelque chose à faire. Donc, d'abord, un groupe de représentants s'est mis à discuter... et il y avait beaucoup de débats sur le fait de créer quelque chose d'autre, en plus des différentes organisations... quelque chose de plus institutionnalisé, créer une fédération ou créer un espace pour dialoguer sur ce qu'est l'économie sociale... [...] C'était une tâche très difficile de construire un projet qui aille au-delà des intérêts de chaque participant. Ça s'est fait progressivement, avec de nouvelles rencontres dans différents lieux de la province, pour éviter que l'économie sociale ne se réduise à ce qui se passe au centre-ville de Mendoza. Le forum était donc un espace de rencontres et d'échanges. Et à la fin de chaque forum, il y avait des commissions qui travaillaient jusqu'au prochain forum pour essayer de faire avancer les propositions » (Entretien avec Pablo Ordonez, Fondateur de l'association *El Arca*).

33 De 2008 à 2013, le forum provincial d'ESS organise chaque année des journées d'échanges et de débats qui rassemblent un nombre croissant de participants. En 2012, les militants les plus impliqués dans le fonctionnement de cette instance représentative (bien que non officielle) parviennent à faire coïncider le V^{ème} forum provincial d'ESS avec le II^{ème} forum national d'ESS, donnant à la province de Mendoza un rayonnement

nouveau et ouvrant la voie à une transformation des politiques de développement social. Malgré les réticences initiales des responsables politiques de tous bords vis-à-vis de cette mobilisation par le bas des acteurs de l'ESS, le parlement provincial approuve le projet de loi de soutien à l'ESS et institutionnalise les rapports entre l'État et les organisations populaires dans le projet d'un développement socioproductif et inclusif.

« Le deuxième forum national d'économie sociale s'est déroulé à Mendoza et a réuni près de 3000 personnes. C'est au cours de ces rencontres qu'a émergé l'idée d'une loi provinciale de soutien à l'économie sociale. On a commencé à travailler et à réfléchir ensemble et il y a eu plusieurs projets de loi qui sont apparus ! Après, à travers le forum, il y a eu un travail de synthèse et d'intégration des propositions pour aboutir à un projet de loi qui a été soumis à la chambre législative. On a profité de la venue des présidents du Mercosur à Mendoza pour faire pression sur les députés pour que le projet soit voté et finalement il a été approuvé à l'unanimité ! »
(Entretien avec Pablo Ordonez, Fondateur de l'association *El Arca*).

- 34 Cette loi provinciale de soutien à l'ESS est assez ambitieuse. D'une part, elle établit la constitution d'un fonds spécifique visant l'amélioration des outils de production grâce à des subventions et des micro-crédits à taux faible. D'autre part, les administrations provinciales sont incitées à réaliser jusqu'à 10% de leurs achats (biens et services) auprès des organisations de l'ESS. Le ministère de Développement social doit également promouvoir la formation et l'accompagnement des différents acteurs du domaine, la création de labels de qualité, l'organisation d'événements promotionnels et l'institutionnalisation d'espaces de commercialisation. La loi reconnaît enfin la légitimité des différents acteurs du domaine à travers la création d'un Conseil provincial de l'économie sociale et solidaire composé de trois représentants du gouvernement, trois représentants des organisations de l'ESS et un représentant du milieu universitaire. Ce conseil est chargé d'élaborer la stratégie de l'action publique en matière de soutien à l'économie sociale et solidaire, de veiller à la mise à jour et à l'adaptation de la législation, d'établir le registre provincial des organisations de l'ESS et d'encourager les recherches scientifiques sur le sujet. Dans le prolongement de ce succès législatif, plusieurs dirigeants d'organisations de l'ESS intègrent le ministère de Développement social du gouvernement provincial (dirigé entre 2007 et 2015 par le parti péroniste) et occupent des postes clés comme la direction du cabinet du ministre ou la direction du service dédié à l'économie sociale et la vie associative.
- 35 Cette institutionnalisation de l'ESS produit toutefois une démobilitation au niveau des organisations populaires qui composent le forum provincial d'ESS. Comme le relate Gustavo Gonzalez, militant associatif dans le champ de l'ESS depuis 2004, fonctionnaire de l'État provincial depuis 2007 et conseiller technique à la direction de l'économie sociale et vie associative entre 2012 et 2015, la nouvelle conjoncture locale marquée par le protagonisme de l'État provincial n'est pas suffisamment considérée par les organisations populaires comme un chapitre supplémentaire de leur mobilisation en faveur du développement et de la structuration de l'ESS. De fait, le forum d'ESS cesse d'organiser les rencontres annuelles à partir de 2014 et laisse la conduite de l'action au gouvernement provincial et à ses militants agissant en son sein.

« À partir de 2012, il y a eu un nouveau gouvernement et une volonté de développer l'économie sociale à Mendoza, au-delà de la réponse aux demandes spontanées des petits producteurs. Une volonté d'être moteur dans la production d'un associativisme local et d'une mise en relations des différents acteurs. [...] Avec l'institutionnalisation du forum et le vote de la loi, c'est une autre histoire qui commençait pour mettre les administrations de l'État à la hauteur des objectifs.

Mais, au sein du forum, beaucoup de personnes ont considéré que le vote de la loi était l'aboutissement d'un processus et pas le début d'un autre encore plus important. En se sentant bien représenté par les personnes qui étaient entrées au sein du ministère, il y a eu un certain relâchement et on a laissé la conduite à ceux qui étaient aux responsabilités. À partir de là, le forum a perdu son rôle central et jusqu'à aujourd'hui il ne l'a pas retrouvé... Et c'est l'État provincial qui a pris le leadership » (Entretien avec Gustavo Gonzalez, fonctionnaire de l'État provincial).

- 36 Les attentes placées dans l'action du gouvernement provincial génèrent progressivement une désillusion en raison de la mise en place tardive et poussive des politiques de soutien à l'ESS. Tout d'abord, la loi votée en juin 2012 par le parlement n'est promulguée qu'en décembre 2013 par le pouvoir exécutif, quelques jours après la ratification des budgets de l'année 2014. Ce n'est donc qu'à partir de 2015 que les nouveaux dispositifs issus de la loi peuvent être mis en place. Or, 2015 est une année marquée par les élections provinciales, ce qui constitue un frein au lancement des nouvelles politiques sociales. À l'instar du niveau national, la province de Mendoza connaît alors une alternance politique avec l'élection du gouverneur Alfredo Cornejo, membre de la coalition de centre droit *Cambiamos*. Si ce nouveau gouvernement maintient le budget et le personnel affecté à la direction de l'économie sociale et la vie associative, il ne prend pas en charge la mise en œuvre des nouveaux dispositifs prévus par la loi de soutien à l'ESS, notamment la constitution d'un fonds spécifique et le fonctionnement du conseil provincial d'ESS. Cette alternance politique s'inscrit en effet dans le contexte d'une crise aigüe de la dette de l'État provincial qui entraîne le nouveau gouverneur à contraindre fortement l'ensemble des budgets ministériels. Toutefois, l'inertie de l'action de l'État provincial, sous le gouvernement péroniste comme celui de centre-droit, se comprend également à partir des représentations que les acteurs politiques se font de l'économie sociale et solidaire, particulièrement de son rapport à l'État et au marché.

L'économie sociale et solidaire aux prises avec le marché

- 37 Au sein du champ politique de Mendoza – et particulièrement dans les officines de la bureaucratie provinciale – la vision dominante de l'ESS est celle d'un secteur de l'économie composé d'une multitude de « petits entrepreneurs » dont le travail de production oscille entre la débrouillardise informelle et l'activité marchande. Dans les discours publics, ces « entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire » sont considérés comme cumulant plusieurs types de vulnérabilité (emploi, éducation, santé, habitat, etc.) et constituent des cibles des politiques d'inclusion sociale. Dans cette optique, les gouvernements de droite comme de gauche visent essentiellement à améliorer la capacité de ces entrepreneurs, généralement considérés de manière individuelle, à générer des revenus suffisants pour sortir de la pauvreté sans avoir recours à l'assistance sociale. Deux étapes dans le développement de l'ESS sont donc envisagées depuis le champ politique : l'État participe dans un premier temps à la formalisation du secteur, à la formation des acteurs et à la visibilité de la production afin que, dans un second temps, les entrepreneurs de l'ESS développent leurs activités productives sur des marchés. La représentation idéalisée de ce modèle de développement socioproduitif est donc le micro-entrepreneur (ou l'entrepreneur familial) dont la légitimité découle de sa capacité à intégrer durablement son activité sur le marché des biens et des services. La représentation stigmatisée est celle de

« l'assisté » qui perçoit des revenus de l'aide sociale et qui est suspecté de s'inscrire dans des réseaux clientélistes.

- 38 Cette vision morcelée et individualisée de l'ESS est particulièrement prégnante au sein du gouvernement provincial en raison d'un effet d'échelle des politiques publiques. Les coopératives, associations et entreprises récupérées considérées comme les « grandes organisations » de Mendoza (Roitman, 2016) s'inscrivent principalement dans les politiques sociales du gouvernement fédéral ou dans les programmes des fondations internationales pour obtenir des subventions ou accéder aux microcrédits. Les demandes des petits producteurs sont en revanche canalisées par les services du gouvernement provincial, voire par certaines municipalités, grâce à la proximité des guichets de l'aide sociale et à une certaine adéquation entre les demandes individuelles concernant l'amélioration des capacités de production et les montants proposés par les dispositifs provinciaux de soutien à l'ESS. En revanche, la référence systématique à une logique marchande dans la soutenabilité des organisations de l'économie sociale et solidaire est très diffuse auprès des professionnels de la politique des différents partis et des différentes échelles de l'État. Au niveau de la délégation provinciale du ministère de Développement social du gouvernement fédéral, on retrouve cette injonction faite aux « entreprises de l'ESS » d'atteindre une autonomie financière par la seule commercialisation de leur production. L'aide de l'État n'est pensée que de façon transitoire, elle est vite suspectée d'entraver la pérennité des organisations socio-productives.

« On veut que les projets soient soutenables. On finance des améliorations technologiques, mais ce ne sont pas des financements récurrents. Les entreprises doivent se maintenir grâce à leur interaction avec le marché. C'est bien qu'elles reçoivent une aide de l'État, pour se développer, changer d'échelle, etc. Nous, on cherche à les consolider, mais les circuits de commercialisation passent par les réseaux de l'ESS ou par le marché. [...] L'État peut aussi être un client de ces entreprises sociales, mais la clé c'est la diversification. Celui qui ne vend qu'à l'État va avoir des retards dans les paiements, il peut avoir des difficultés lors d'un changement de gouvernement... » (Entretien avec Pablo Izquierdo, responsable du service de soutien à l'ESS, Délégation provinciale de Mendoza du ministère de Développement social).

- 39 Au sein des organisations populaires, d'autres conceptions mettent davantage l'accent sur les dimensions politiques et collectives de l'ESS et tranchent avec la pensée mercantile dominante dans le champ politique. La question de la commercialisation occupe une place centrale dans les débats qui animent le forum provincial d'économie sociale et solidaire, mais elle s'articule à une réflexion globale sur les modes de consommation de tous les acteurs économiques, qu'ils soient publics ou privés. Par exemple, l'association *El Arca* met en relation des petits producteurs des secteurs de l'alimentation et du textile avec des réseaux de familles, d'entreprises, de coopératives, d'associations, d'universités et d'administrations publiques afin de développer des circuits courts de commercialisation et d'établir localement un système de consommation responsable. Dans le discours du fondateur de cette association, le problème de la production et de la commercialisation n'est pas séparé de la question du travail et renvoie à une responsabilité collective.

« On s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de demandes des petits producteurs pour augmenter les capacités de production... et aussi pour commercialiser les produits. Bien sûr c'est important de perfectionner le mode de production, de formaliser le travail, etc. mais tout ça ne sert à rien si on n'arrive pas à augmenter

la part des familles, des administrations, des entreprises qui achètent des produits de l'économie sociale. Et des produits qui sont de qualité, à bon prix et qui en plus génèrent du travail au niveau local. C'est ça le défi » (Entretien avec Pablo Ordonez, Fondateur de l'association *El Arca*).

- 40 L'objectif principal de cette association est de générer du « travail décent » dans les territoires paupérisés grâce à la vente de ses produits, d'encourager la solidarité par l'organisation des travailleurs en unités de production interdépendantes, de diffuser les valeurs de la consommation responsable et d'influencer la gestion des achats de l'État et des grandes entreprises. Cette organisation intervient à la fois dans la sphère marchande pour produire et commercialiser ses biens, et dans la sphère publique pour interpeller l'État et les grandes entreprises sur leur rôle économique et social. Les militants de cette association s'impliquent notamment pour qu'une plus grande part des dépenses publiques soit allouée aux producteurs de l'économie sociale et solidaire, en sensibilisant et en responsabilisant l'État sur ses propres pratiques de consommateur. Dans cette perspective, l'économie sociale et solidaire cesse d'être considérée comme un secteur peuplé de petits entrepreneurs et régulé par des mécanismes marchands, pour englober tous les acteurs économiques (grands et petits, privés et publics) dans un système d'interdépendances dont la finalité est de répondre aux besoins de la société. La loi de soutien à l'ESS devait améliorer cet aspect avec l'incitation faite aux administrations provinciales de réaliser (au maximum) 10% de leurs achats auprès des organisations de l'ESS, mais là encore les pratiques s'avèrent très éloignées des objectifs affichés.

« Pour arriver à ce que l'État réalise 10% de ses achats à l'économie sociale, il faut changer beaucoup de choses... Par exemple, dans les appels d'offre, il ne faut pas seulement le prix et la qualité, mais aussi d'autres indicateurs tangibles ou intangibles qui montrent une différence. Par exemple, nous avec *El Arca*, on a perdu l'appel d'offre pour le service de restauration durant la fête des vendanges contre une entreprise privée qui avait un prix inférieur de 500 pesos. 500 pesos, c'est ridicule ! Car nous on fait travailler quatre fois plus de personnes que cette entreprise ! Donc, du point de vue réglementaire, le fonctionnaire qui a statué sur cet appel d'offres l'a fait correctement, mais d'un point de vue social et local, c'est une décision catastrophique » (Entretien avec Pablo Ordonez, Fondateur de l'association *El Arca*).

- 41 Pour les dirigeants de cette association comme ceux d'autres organisations populaires, les limites et les freins à la mise en œuvre des politiques de soutien à l'ESS ne doivent pas être compris à partir de l'orientation politique des différents gouvernements. Entre 2003 et 2017, ces acteurs ont interagi avec des gouvernements fédéraux, provinciaux et municipaux de différentes tendances politiques qui ont été plus ou moins sensibles à leurs revendications, mais dont aucun n'a pu produire de véritables transformations dans les politiques sociales de soutien à l'ESS. Au-delà des différences idéologiques et des stratégies partisans, les membres de ces organisations populaires considèrent que le principal obstacle au développement de l'ESS provient de l'inertie des administrations publiques qui s'avèrent incapables d'adapter leurs normes et réglementations pour accompagner, voire s'approprier, les initiatives venant des organisations socio-productives. Ces dernières n'ont alors d'autre alternative que de chercher des débouchés commerciaux sur des marchés, au risque de fragiliser leur activité et leur devenir par la mise en concurrence avec des entreprises capitalistes.

Conclusion

- 42 En retraçant l'histoire des politiques sociales et des mouvements populaires des dernières décennies, l'article a mis en lumière les transformations de l'action publique qui ont favorisé l'émergence d'un projet de développement social inclusif visant à renforcer les capacités d'action et d'organisation des populations marginalisées. Sur la scène internationale, nationale et provinciale, dans le contexte d'une critique de l'idéologie néolibérale, le travail de catégorisation inhérent au processus de changement de l'action publique fait émerger l'économie sociale et solidaire comme un ensemble de pratiques et d'organisations permettant d'inclure les chômeurs et les travailleurs précaires. L'analyse des politiques du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial de Mendoza montre le consensus qui s'est consolidé en Argentine sur le nécessaire soutien de l'État aux organisations de l'ESS afin de générer du travail dans les territoires paupérisés. L'alternance politique observée ces dernières années démontre également la consolidation du projet de développement social inclusif et des politiques de soutien à l'économie sociale et solidaire, au-delà de la couleur politique des gouvernements en place.
- 43 Toutefois, cette relative continuité de l'action publique en faveur d'un développement de l'ESS ne signifie pas une homogénéité dans la manière de penser la finalité de ce domaine et son articulation avec les politiques sociales. Durant la période kirchnériste (2003-2015), les dispositifs sont davantage axés sur les acteurs collectifs, tels que les coopératives et les entreprises récupérées, tandis que dans les premières années de gouvernance de la coalition *Cambiamos* (2015-2017), les politiques ciblent principalement les acteurs individuels, en particulier les micro-entrepreneurs. Il existe également une différence dans la manière dont les organisations populaires sont intégrées ou pas dans la mise en œuvre des politiques sociales. Le registre populiste du kirchnérisme incite les pouvoirs publics à déléguer aux mouvements sociaux une partie du travail de mise en œuvre dans les territoires, tandis que le registre républicainiste de *Cambiamos* insiste sur le monopole de la fonction d'intermédiation par les agents de l'État. Ces différences illustrent l'hétérogénéité du domaine et les débats toujours en cours sur la définition du développement social inclusif, le rôle des organisations de l'ESS et la finalité des politiques sociales.
- 44 La tendance récente à une plus grande valorisation des initiatives individuelles et de la figure de l'(auto)entrepreneur ne se réduit pas à l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle coalition de centre-droit. La genèse des politiques de soutien à l'ESS, tant au niveau national que provincial, éclaire l'ambivalence fondamentale qui les constitue et qui permet leur continuité malgré les alternances politiques. Conçues comme une réponse à la précarité et à l'informalité du travail de près de la moitié de la population active, ces politiques se trouvent au croisement des politiques d'assistance et des politiques de l'emploi. En ciblant des acteurs individuels (micro-entrepreneurs) ou collectifs (coopératives, associations), en visant une insertion sur le marché ou une participation à l'action publique, les différentes politiques mises en œuvre produisent des effets contrastés allant de l'activation des chômeurs à la reconnaissance du travail autogéré des classes populaires. La vigueur des mouvements sociaux ancrés dans les mondes populaires, illustrés par le mouvement *piquetero* et le forum provincial d'économie sociale, contribue à l'émergence de visions politisées de l'économie sociale et solidaire qui se confrontent, s'agencent ou s'opposent aux représentations dominantes dans le

champ politique qui insistent davantage sur le recours aux marchés pour penser le développement et la soutenabilité des organisations de l'ESS.

BIBLIOGRAPHIE

- AMARAL S. & S. STOKES (dir.) (2005), *Democracia local: Clientelismo, Capital Social e Innovación Política en la Argentina*, Tres de Febrero, Editorial UNTREFE.
- ARRIAGADA I. (2005), *Aprender de la experiencia. El capital social en la superación de la pobreza*, Santiago de Chile, CEPAL.
- BACQUÉ M.-H. & C. BIEWENER (2013), *L'Empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, Éditions La Découverte.
- BORGEAUD-GARCIANDIA N. & I. GEORGES (2016), « Regards croisés sur les modalités de l'action publique et de la mise au travail des femmes dans le secteur du care (Argentine - Brésil) », dans KESSELMAN D. & G. GOMEZ (dir.), *Les Femmes dans le monde du travail dans les Amériques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence.
- BEVORT A. & M. LALLEMENT (dir.) (2006), *Le Capital social. Performance, équité et réciprocité*, Paris, Éditions La Découverte.
- CASTEL R. (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Éditions Fayard.
- COMBES H. & G. VOMMARO (2015), *Sociologie du clientélisme*, Paris, Éditions La Découverte.
- COMPAGNON O., REBOTIER J. & S. REVET (2009), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social*, Paris, Éditions de L'Atelier.
- CONSEJO NACIONAL DE COORDINACIÓN DE POLÍTICAS SOCIALES (2016), *El gasto público social y el presupuesto 2017*, Buenos Aires.
- CORAGGIO J. L. (2011), *Economía social y solidaria. El trabajo antes que el capital*, Quito, Ediciones Abya-Yala.
- CORAGGIO J. L. (2015), « L'économie sociale et solidaire et son institutionnalisation en Amérique latine : cinq pays, cinq processus », *Revue française de socio-économie*, n° 15, pp. 233-252.
- CORAGGIO J. L. & J.-L. LAVILLE (dir.) (2014), *Reinventar la izquierda en el siglo XXI: hacia un dialogo Norte-Sur*, Buenos Aires, CLACSO.
- CORTÉS R. & G. KESSLER (2013), « Políticas, ideas y expertos en la cuestión social de la Argentina democrática (1983-2012) », *Revista de Indias*, n° 257, pp. 239-264.
- DELAMATA G. & M. ARMESTO (2005), « Construyendo pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases sociales », dans DELAMATA G. (dir.), *Ciudadanía y Territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Ediciones Espacio, pp. 105-155.
- DESTREMAU B. & I. GEORGES (dir.) (2017), *Le Care, face morale du capitalisme. Assistance et police des familles en Amérique latine*, Bruxelles, Éditions Peter Lang.

- DI STEFANO R., SABATO H., ROMERO L.A. & J. L. MORENO (2002), *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina*, Buenos Aires, Ediciones Edilab.
- DUBOIS V. (1999), *La Vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Éditions Economica.
- FALAPPA F. & L. ANDRENACCI (2008), *La política social de la Argentina democrática (1983-2008)*, Los Polvorines, UNGS Ediciones.
- FERNÁNDEZ ÁLVAREZ M. I. (dir.) (2016), *Hacer juntos(as). Dinámicas, contornos y relieves de la política colectiva*, Buenos Aires, Ediciones Biblos.
- FRADKIN R. O. (2002), *Cosecharas tu siembra. Notas sobre la rebelión popular argentina de diciembre de 2001*, Buenos Aires, Ediciones Prometeo.
- GEORGES I. & M. LEITE (dir.) (2012), *Les Nouvelles configurations du travail et l'Économie sociale et solidaire au Brésil*, Paris, Éditions L'Harmattan.
- GEORGES I. & C. S. RIZEK (2016), « Práticas e dispositivos: escalas, territórios e atores », *Contemporânea*, vol. 6, n° 1, pp. 51-73.
- GEORGES I. & A. TIZZIANI (2016), « Entre le travail et l'assistance. Diversité de sens de la « formalisation » du travail du care (Argentine, Brésil) », dans FRETET A., BORY A., CELERIER S. & F. JANY-CATRICE, « Politiques sociales en mutation : quelles opportunités et quels risques pour l'État social ? », *Cahiers du CIRTES*, Hors Série, #6, pp. 295-310.
- GEORGES I. & A. TIZZIANI (2020), « La crise de la démocratie et le capitalisme néolibéral à la lumière de la situation brésilienne. Formes d'intervention de l'État et politiques du travail et de l'emploi en Amérique latine », *Sens public* [En ligne] <http://sens-public.org/articles/1448/>
- GIRAUD O. (2012), « L'analyse scalaire des régimes d'action publique en Europe : l'apport méthodologique des comparaisons infranationales », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 19, pp. 15-36.
- HILLENKAMP I. (2013), *L'Économie solidaire en Bolivie : entre marché et démocratie*, Paris/Genève, Éditions Karthala.
- HOPP M. V. (2017), « Políticas de promoción de la economía social en Argentina: desafíos para la construcción de una nueva institucionalidad », dans CORAGGIO J. L. (dir.), *Miradas sobre la economía social y solidaria en América Latina*, Los Polvorines, UNGS Ediciones, pp. 19-61.
- KAMERMAN S. (1983), « The New Mixed Economy of Welfare: Public and Private », *Social work*, n° 28, pp. 5-10.
- KESSLER G. (2014), *Controversias sobre la desigualdad. Argentina 2003-2013*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica.
- LASCOUMES P. & P. LE GALÈS (2012), *Sociologie de l'action publique* (2e édition), Paris, Éditions Armand Colin.
- LAVILLE J.-L. (2013), *L'Économie solidaire. Une perspective internationale*, Paris, Éditions Fayard.
- LAUTIER B. (2012), « La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine. Une proposition de méthode d'analyse des configurations de droits sociaux », *Revue de la régulation*, n° 11 [En ligne] <http://journals.openedition.org/regulation/9636>
- LIPSKY M. (1980), *Street Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*, New York, Russel Sage Foundation.

- LO VUOLO R. (2010), « El Programa Argentina Trabaja y el modo estático de regulación de la cuestión social en el país », *Documento de Trabajo*, n° 76, CIEPP.
- MARTÍNEZ RAMÍREZ F. (2019), « Experiencia laboral en el programa Argentina Trabaja. Significaciones de los trabajadores en torno al ingreso y permanencia en cooperativas de Berisso, Ensenada y La Plata », *Estudios Sociales Del Estado*, vol. 5, n° 10, pp. 92-127.
- MERKLEN D. (2006), « Une nouvelle politique pour les classes populaires. Les piqueteros en Argentine », *Tumultes*, n° 27, pp.173-197.
- MERKLEN D. (2009), *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, Éditions La Dispute.
- MERRIEN F.-X. (2014), « Réformer et étendre les régimes de protection sociale des pays émergents d'Amérique latine : entre héritage institutionnel et réception d'idées », *Revue française des affaires sociales*, n° 3, pp. 14-29.
- MULLER P. (2018), *Les Politiques publiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- NATALUCCI A. (2012), « Los movimentistas. Expectativas y desafíos del Movimiento Evita en el espacio kirchnerista (2003-2010) », dans PÉREZ G. & A. NATALUCCI (dir.), *Vamos las bandas. Organizaciones y militancia kirchnerista*, Buenos Aires, Ediciones Trilce, pp. 27-53.
- PERELMITER L. (2012), « Fronteras inestables y eficaces. El ingreso de organizaciones de desocupados a la burocracia asistencial del Estado. Argentina (2003-2008) », *Estudios sociológicos*, vol. 30, pp. 431-458.
- PERELMITER L. (2016), *Burocracia plebeya. La trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, San Martín, Editorial Unsam.
- PÉREZ G. & A. NATALUCCI (dir.) (2012), *Vamos las bandas. Organizaciones y militancia kirchnerista*, Buenos Aires, Ediciones Trilce.
- PLOTKIN M. (1994), *Mañana es San Perón: propaganda, rituales políticos y educación en el régimen peronista (1946-1955)*, Buenos Aires, Ediciones Ariel.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA M.-F. (1996), « Las políticas de lucha contra la pobreza en la periferia de Buenos Aires, 1984-1994 », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 58, n° 2, pp. 73-94.
- PUTNAM R. (dir.) (2002), *Democracies in Flux. The Evolutions of Social Capital in Contemporary Society*, New York, Oxford University Press.
- REVEL J. (dir.) (1996), *Jeux d'échelles : la microanalyse à l'expérience*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- ROITMAN R. (2016), *De qué hablamos cuando hablamos de economía social ?*, Mendoza, Éditions Marcos Matar.
- ROITTER M. & I. GONZÁLEZ BOMBAL (2000), *Estudios sobre el sector sin fines de lucro en Argentina*, Buenos Aires, Centro de Estudios de Estado y Sociedad.
- ROSANVALLON P. (1981), *La Crise de l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil.
- ROSANVALLON P. (1995), *La Nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil.
- ROSANVALLON P. (2004), *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil.
- SINGER P. (2002), *Introdução a Economia Solidaria*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo.

- SVAMPA M. (2007), « Les frontières du gouvernement Kirchner entre aspiration au renouveau et consolidation de l'ancien », *Revue Tiers Monde*, n° 189, pp. 113-134.
- SVAMPA M. (2008), *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*, Buenos Aires, Ediciones Siglo XXI.
- SVAMPA M. (2011), « Du "Qu'ils s'en aillent tous !" à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, pp. 77-91.
- SVAMPA M. & S. PEREYRA (2003), *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Ediciones Biblos.
- TALPIN J. (2016), *Community Organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, Éditions Raisons d'agir.
- THOMPSON A. (1995), *Políticas públicas y sociedad civil en Argentina*, Buenos Aires, Documentos del CEDES n° 113.
- VOMMARO G. (2017), *La larga marcha de Cambiemos. La construcción silenciosa de un proyecto de poder*, Buenos Aires, Ediciones Siglo XXI.
- VOMMARO G. (2019), « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel », *Gouvernement et action publique*, vol. 8, n° 1, pp. 35-60.
- WELLER J.-M. (1999), *L'État au guichet. Sociologie cognitive du travail et modernisation administrative des services publics*, Paris, Éditions Desclée De Brouwer.
- ZARAZAGA R. (2014), « Política y necesidad en Programas de Transferencias Condicionadas: la Asignación Universal por Hijo y el Programa de Inclusión Social con Trabajo Argentina Trabaja », dans ACUÑA C. (dir.), *El Estado en acción*, Buenos Aires, Ediciones Siglo XXI, pp. 71-107.

NOTES

1. En Amérique latine, les termes « économie populaire », « économie sociale » et « économie solidaire » sont employés séparément ou conjointement pour qualifier ces activités autogérées créées le plus souvent par des populations en situation de précarité. Dans ce papier, nous retenons le terme d'économie sociale et solidaire qui est le plus usuel en France et qui est largement repris par les organisations et les institutions argentines.
2. Les racines historiques de l'ESS en Argentine plongent dans la fin du XIX^{ème} siècle et les migrations européennes qui transforment en profondeur cette ancienne colonie espagnole en quête de modernité (Di Stefano *et al.*, 2002). Différents types de coopératives, de mutuelles et d'associations contribuent, en relation avec l'État, à la création d'organisations productives et de services collectifs dans tous les recoins d'un pays nouveau en plein peuplement.
3. Une allocation de recherche et un poste d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Cnam-CNRS) ont permis la réalisation d'une thèse de doctorat, dont les résultats ont pu être approfondis grâce à l'obtention d'une bourse postdoctorale du Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET) et un séjour à l'Institut des sciences humaines, sociales et environnementales de Mendoza. Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui ont rendu possible ces investigations et mon apprentissage au métier de sociologue.
4. Chefs et Cheffes de foyer au chômage.
5. Famille pour l'inclusion sociale.

6. Allocation universelle par enfant.

7. Des ajustements macroéconomiques permettent un taux de change compétitif et un excédent commercial grâce à la vente des matières premières (soja, blé, maïs) sur le marché mondial. Le « boom » des *commodities* constitue le moteur d'une croissance élevée et durable (7,5% de moyenne de 2003 à 2011) et génère les rentrées fiscales (taxes aux exportations) nécessaires au redéploiement de l'intervention étatique. Par des mesures protectionnistes, le gouvernement relance également l'industrie nationale et s'allie avec les centrales syndicales pour revaloriser l'échelle des salaires dans tous les secteurs d'activité.

8. L'Argentine travaille.

9. En référence à celui ou celle qui tient le piquet de grève. Les *piqueteros* et *piqueteras* se tiennent en première ligne, prêts à la confrontation avec les forces de l'ordre.

10. Lors des élections présidentielles de 1999, une coalition entre le parti radical (UCR) et un nouveau front d'opposition de gauche (*Frepaso*) accède au pouvoir fédéral avec une promesse de sortie du cadre néolibéral, mais la désillusion grandit face à l'inaction de ce gouvernement.

11. Le Mouvement Evita est issu de la fusion en 2005 de plusieurs organisations *piqueteras* d'orientation syndicale, dont la principale est originaire de La Plata et se dénomme Mouvement des travailleurs sans emploi Evita. Celle-ci s'engage dès 2003 dans le projet d'alliance avec le gouvernement de Néstor Kirchner grâce à l'activisme de son leader Emilio Pérsico qui est un militant chevronné ayant navigué entre la gauche révolutionnaire et la gauche péroniste. Emilio Pérsico est un des principaux protagonistes des tentatives de coordination des différentes organisations formant l'espace militant kirchneriste, il est notamment cosignataire des textes emblématiques du projet d'unification et de canalisation du mouvement *piquetero* visant à le transformer en force de changement social à travers une relation privilégiée avec l'État.

12. Dirigé de 2003 à 2015 par Alicia Kirchner, sœur du président Néstor Kirchner, ce ministère coordonne l'articulation du gouvernement fédéral avec les organisations populaires.

13. Revenu social par le travail.

14. Le populisme en Amérique latine, dont le péronisme est une des formes les plus abouties, renvoie à un modèle politique dit national-populaire qui s'est forgé dans les années 1930 et a dominé la scène politique jusqu'aux années 1970. Il réapparaît avec force au cours des années 2000 dans les diverses tentatives de rupture avec le néolibéralisme. Ce modèle se caractérise par une organisation socio-politique verticale avec une forte identification à un leader charismatique et tire sa légitimité du dysfonctionnement des institutions face aux problèmes économiques et sociaux. Les organisations associatives, syndicales et partisans relient alors directement le « peuple » aux sommets de l'État et à ses dirigeants qui incarnent la puissance du changement social.

15. Elles font.

16. Faisons le futur.

17. L'État dans ton quartier.

18. Cette association vise à mettre en relation des producteurs locaux et des consommateurs, dans un projet de commerce équitable et de consommation responsable.

RÉSUMÉS

Depuis les années 2000, des projets d'inclusion par le travail autogéré se structurent dans différents pays latino-américains grâce à la convergence de mouvements sociaux et de politiques sociales autour de la catégorie d'économie sociale et solidaire. À partir du cas de l'Argentine, l'article analyse, d'une part, les transformations socio-économiques et politiques qui rendent possible l'émergence de ce modèle de développement socioproductif et, d'autre part, les ambivalences des politiques de soutien à l'économie sociale et solidaire qui oscillent entre politiques de l'emploi et politiques d'assistance. L'analyse repose sur des enquêtes de terrain menées entre 2007 et 2018 à différentes échelles (fédérale, provinciale, municipale, quartier), principalement dans les provinces de Buenos Aires et Mendoza.

Since the 2000s, inclusion projects through self-managed work have been structured in various Latin American societies thanks to the convergence of social movements and social policies around the category of social and solidarity economy. Based on the case of Argentina, the article analyses, on the one hand, the socio-economic and political transformations that make the emergence of this model of socio-productive development possible and, on the other hand, the ambivalence of the policies supporting the social and solidarity economy, which oscillate between employment policies and assistance policies. The analysis is based on fieldworks conducted between 2007 and 2018 in different scales (federal, provincial, municipal, neighbourhood), mainly in the provinces of Buenos Aires and Mendoza.

La economía social y solidaria en las políticas de inclusión en Argentina (2003-2017). Continuidades y ambivalencias de un proyecto de desarrollo socio-productivo

Desde los años 2000, distintos proyectos de inclusión a través del trabajo autogestionado se han estructurado en varios países de América Latina gracias a la convergencia de los movimientos sociales y las políticas sociales en torno a la categoría de economía social y solidaria. A partir del caso de Argentina, el artículo analiza, por un lado, las transformaciones socioeconómicas y políticas que hacen posible la emergencia de este modelo de desarrollo socioproductivo y, por otro, la ambivalencia de las políticas de apoyo a la economía social y solidaria, que oscilan entre las políticas de empleo y las políticas asistenciales. El análisis se basa en un trabajo de campo realizado entre 2007 y 2018 en diferentes escalas (federal, provincial, municipal, barrial), principalmente en las provincias de Buenos Aires y Mendoza.

INDEX

Keywords : social and solidarity economy, social policies, social movements, inclusion, social assistance, Argentina

Mots-clés : économie sociale et solidaire, politiques sociales, mouvements sociaux, inclusion, assistance sociale, Argentine

Palabras claves : economía social y solidaria, políticas sociales, movimientos sociales, inclusion, asistencia social, Argentina

AUTEUR

ARNAUD TRENTA

IRES, Noisy-le-Grand (France) - arnaud.trenta@ires.fr

L'égalité raciale dans les politiques antidiscriminatoires au Brésil : effet de conjoncture ou bouleversement du récit national ?

Racial equality in anti-discrimination policies in Brazil: conjunctural effect or disruption of the national narrative?

Guénohé Marchadour

- 1 Quand l'action publique touche à un problème fondamental d'une société, il en résulte souvent une recomposition des clivages politiques. Tel est le cas des politiques antidiscriminatoires au Brésil qui ont eu pour effet de « faire sortir les racistes du placard » (Soares, 2012, p. 60). L'adoption de la loi « des quotas », le 29 août 2012, est autant le fruit d'un long processus de mobilisations antiracistes depuis les années 1980 qu'elle a suscité la résurgence de l'extrême-droite politique¹. Cette loi a souvent été réduite à l'action des gouvernements du Parti des travailleurs (PT) et aux quotas raciaux à l'Université (Igreja & Tavolaro, 2015) alors qu'elle généralise aux universités fédérales des dispositifs de places réservées aussi sur la base de critères sociaux. Ce discours réducteur, qui ne résiste pas à l'analyse du contexte brésilien où les inégalités sociales et raciales sont très articulées en raison du passé esclavagiste (Costa, 2002), est aussi lié au découpage de l'action publique dans la conjoncture politique des années 2000. Les politiques antidiscriminatoires ont surtout été associées aux mesures de réparation et à l'agenda multiculturel (Saillant, 2014) tandis que les politiques sociales ont davantage été étudiées au prisme des inégalités de classe et de genre (Georges & Santos, 2016).
- 2 À rebours de ce découpage, l'article inscrit les politiques antidiscriminatoires dans l'historicité des rapports sociaux (Bereni & Chappe, 2011) pour « contrecarrer des pratiques profondément enracinées dans le tissu social qui perpétuent des inégalités entre groupes même en l'absence d'intention discriminatoire » (Sabbagh, 2012, 201). L'association entre des mesures de reconnaissance et de redistribution est jugée plus

efficace pour combattre ces inégalités (Fraser, 2005). Au Brésil, ces politiques participent à remettre en cause le mythe de la démocratie raciale (Guimarães, 2009 ; Paixão, 2014)². À l'origine de ce récit national, l'idéologie du métissage (*miscigenação*) constituée dans une sphère privée prétendument démocratique et égalitaire a été transposée à l'organisation de l'espace public et des institutions (Avritzer & Gomes, 2013, p. 47). Ce récit a permis d'occulter la perpétuation des inégalités ethnoraciales, de genre et de classe qui ont été naturalisées dans les relations de pouvoir (Guillaumin, 1992).

- 3 Toutefois, dans la période de « redémocratisation » à partir de 1985, les nouvelles institutions du pays cherchent à se légitimer en mobilisant les Afrodescendant.e.s surreprésenté.e.s dans les classes populaires. La politisation de la race s'opère alors au travers de mobilisations à l'extérieur et à l'intérieur de l'État faisant émerger un espace hétérogène de luttes en faveur de l'égalité raciale³. En 2003, la création de la SEPPIR (Secrétariat d'État chargé des politiques de promotion de l'égalité raciale) procède de la cooptation d'acteur.rice.s issu.e.s des mouvements sociaux au sein de l'appareil étatique (Abers *et al.*, 2014) qui débouche sur la formation d'un antiracisme d'État (Paschel, 2016 ; Rios, 2019). L'insertion de militant.e.s du mouvement noir, un ensemble hétérogène d'organisations culturelles et politiques, s'inscrit dans un champ d'action conçu, au départ, comme transversal aux instances gouvernementales (Gomes & Alves, 2017). Dans un contexte de croissance économique et de politiques d'inclusion sociale, la stratégie transversale de l'égalité raciale est le principal cadre d'action de la SEPPIR qui vise à intégrer la race dans les politiques publiques pour lutter contre les dimensions structurelles des discriminations dans l'éducation, l'emploi, la santé, etc.
- 4 Trois principales tendances orientent les politiques antidiscriminatoires au Brésil (Lima, 2010). La première est répressive avec la Constitution de 1988 qui définit, pour la première fois, le racisme comme un crime imprescriptible et non sujet à cautionnement dans son article 5⁴. La seconde vise à (re)valoriser les cultures afro-brésiliennes et à lutter contre les préjugés racistes au travers de politiques de reconnaissance comme l'enseignement obligatoire de l'histoire afro-brésilienne au niveau secondaire avec les lois de 2003 et 2008. La troisième relève de politiques de redistribution pour lutter contre les dimensions matérielles des inégalités socio-raciales.
- 5 À partir de différentes sources primaires et secondaires (voir encadré), l'article interroge les dynamiques et les effets de la conjoncture du début des années 2000 sur les politiques antidiscriminatoires au Brésil. En tant que politiques de rattrapage envers des groupes sociaux historiquement désavantagés (Calvès, 2016) leur institutionnalisation exerce des « effets propres sur les modes de légitimation des politiques publiques » (Halpern *et al.*, 2014, p. 43). Loin d'être le simple reflet d'un changement de conjoncture politique lié au capitalisme néolibéral, la stratégie transversale de l'égalité raciale produit également des formes d'identification politique qui refaçonnent les rapports sociaux et bouleversent le récit national.
- 6 La problématisation des discriminations ethnoraciales se déploie notamment par leur quantification entre la fin de la dictature civile-militaire et le début de la décennie 2000. Dans cette longue séquence émergent des dispositifs de lutte contre les discriminations qui orientent les mobilisations des acteur.rice.s en direction des populations noires et pauvres. Toutefois, la conjoncture favorable du début des années 2000 est aussi saisie de façon rétroactive et réactive par des acteur.rice.s dont les intérêts divergents se polarisent sur l'agenda de l'égalité raciale.

Sources

Cet article s'appuie sur une enquête de terrain initiée en 2016 dans le cadre du projet LMI SAGEMM. Vingt récits de vie ont été réalisés avec des enseignant.e.s et chercheur.euse.s afrodescendant.e.s et/ou noir.e.s dans l'enseignement supérieur dans les États de Minas Gerais, Rio de Janeiro et São Paulo. La plupart ont grandi dans des quartiers populaires avant d'être multipositionné.e.s entre le monde académique, la sphère étatique et les mouvements sociaux. Leur vie professionnelle s'articule souvent avec leurs activités militantes liées au mouvement noir et à d'autres organisations (communautaire, féministe, partisane, syndicale, etc.), comme responsables de dispositifs de lutte contre les discriminations ou encore comme membres d'ONG mobilisées sur cet enjeu.

L'étude des trajectoires biographiques permet d'identifier de nouveaux cadres de mobilisation et de les relier avec la chronologie des politiques antidiscriminatoires. Cette approche a été complétée par une enquête plus vaste sur les parcours de militant.e.s du mouvement noir réalisée au Centre de recherche et de documentation sur l'histoire contemporaine du Brésil (Alberti & Pereira, 2007).

D'autres sources secondaires sont, enfin, composées des données statistiques du Département intersyndical de statistiques et d'études socioéconomiques (DIEESE), de l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE) et de l'Institut national d'études et de recherches en éducation (INEP).

De la formulation à la quantification des discriminations ethnoraciales

- 7 La lutte contre les discriminations au Brésil s'enracine dans le développement d'un récit national, la démocratie raciale, fondé sur l'incorporation ambivalente de caractéristiques culturelles, ethniques et raciales associées aux populations afrodescendantes et amérindiennes dans le contexte colonial et de l'esclavage. Le mythe de la démocratie raciale est néanmoins écorné dès les années 1950 par des travaux qui, sous l'égide de l'UNESCO, documentent les conséquences de la persistance du « préjugé de couleur » dans la société brésilienne contemporaine (Bastide & Fernandes, 1971). L'idéalisation de relations raciales prétendument harmonieuses s'évapore : l'incorporation de traits associés à l'afrodescendance et aux cultures indigènes dans l'imaginaire national a été réalisée au détriment de leur inclusion sociale et politique. Pourtant, ce constat ne débouche pas immédiatement sur la reconnaissance des discriminations structurelles auxquelles sont confrontées les personnes afrodescendantes. D'autant moins que le régime civil-militaire, dans les décennies 1960 et 1970, instrumentalise le mythe de la démocratie raciale pour mieux passer sous silence l'ampleur des discriminations et justifier l'infériorisation de cette population défavorisée (Domingues, 2007).
- 8 En substance, la formulation du problème des discriminations fait face à la persistance d'un double obstacle. D'un côté, les politiques de « blanchiment » ont privilégié l'immigration européenne entre autres avec la loi de 1934 (Seyferth, 2002) et elles ont renforcé la diffusion d'une norme de la blancheur dans toutes les strates de la société (Müller & Cardoso, 2017). De l'autre, le système de classification ethnoraciale fondé sur la déclaration de la couleur de peau tend à neutraliser le sentiment d'appartenance à un groupe ethnoracial (Osorio, 2003), *a fortiori* car le relevé de la couleur de peau a été erratique dans le recensement national. Mis en place en 1872, il a été réintroduit dans

le recensement de 1980 sous la forme de l'autodéclaration après avoir été supprimé dans ceux de 1900, 1920 et 1970 (Silva, 2019).

- 9 Ce système classificatoire s'inscrit aussi dans la logique de la pigmentocratie, un système de stratification sociale basé sur un continuum racial qui valorise inégalement les individu.e.s en fonction de leur couleur de peau. Plus elle est sombre et plus leur position sociale est dévaluée, tandis que les teints clairs sont valorisés et associés aux positions de pouvoir et aux privilèges sociaux (Telles, 2014). Ce système de classification non polarisé en comparaison de celui des États-Unis (Lamont *et al.*, 2016) s'enracine, d'une part, dans des formes de socialisation interraciale, surtout visibles dans les classes populaires, liées aux mariages mixtes, au syncrétisme culturel et religieux et d'autre part, dans la faiblesse des organisations politiques fondées sur l'appartenance raciale malgré des discriminations anciennes et récurrentes (Sansone, 2003, p. 8).
- 10 Toutefois, à partir de la fin des années 1970, plusieurs événements concourent à problématiser les discriminations dans un contexte de politisation de la race à laquelle le mythe de la démocratie raciale faisait obstacle. Dans le sillage du Mouvement unifié contre les discriminations raciales constitué lors du rassemblement devant le Théâtre municipal de São Paulo le 7 juillet 1978, le mouvement noir se restructure au niveau national. Dans la foulée, le Mouvement noir unifié (MNU) est créé en décembre 1979 et il s'engage entre autres sur des enjeux de mémoire et de réparation liés à l'esclavage comme la reconnaissance officielle de Zumbi dos Palmares, figure de la résistance des esclaves. À l'occasion du centenaire de l'abolition, le 13 mai 1988, le mouvement noir revendique une « deuxième abolition » et il dénonce la persistance des discriminations à laquelle font face les Afrodescendant.e.s. La marche « contre le racisme, pour l'égalité et la vie » organisée le 20 novembre 1995 à Brasília entre autres par le MNU, le Forum national des organisation noires, le Forum national des femmes noires (FNMN), la communauté pastorale noire (APNs), le groupe Olodum, l'Union des Noirs et des Noires pour l'égalité (Unegro), la Centrale unique des travailleurs (CUT) et des membres du PT comme la sénatrice Benedita da Silva, pour commémorer le tricentenaire de la mort de Zumbi dos Palmares, marque une étape importante dans la reconnaissance officielle du racisme. Tandis que les organisateur.rice.s de la marche lui remettent un cahier de doléances, le président Fernando Henrique Cardoso (FHC) déclare que le pays « a un lourd héritage esclavagiste d'une culture qui dissimule la discrimination dans certaines formes apparentes de cordialité »⁵. Un décret présidentiel crée le Groupe de travail interministériel pour la valorisation de la population noire rattaché au ministère de la justice. Le même jour, l'Institut syndical interaméricain pour l'égalité raciale (INSPIR) est mis en place dans le bureau de l'OIT à Brasília avec l'appui de syndicalistes de la CUT. En collaboration avec le gouvernement pour rendre effective la convention n° 111, l'INSPIR prend part au Groupe de travail pour l'élimination des discriminations dans l'emploi et l'activité créé par le ministère du travail en 1996 avec le programme « Brésil, genre et race ». La même année, un programme national de droits humains intègre des propositions de mesures antidiscriminatoires.
- 11 Cette politisation de la question raciale s'appuie sur de nouvelles recherches moins focalisées sur le legs du passé esclavagiste que sur son actualisation dans les pratiques discriminatoires (Hasenbalg & Do Valle Silva, 1988). Dans une enquête réalisée en 2008, 63,7% des personnes interrogées considèrent désormais que la couleur ou la race a un impact important sur leur vie (Petruccelli & Saboia, 2013). Ainsi, la réintroduction du

relevé de la couleur de peau dans le recensement de 1980 a favorisé la quantification des perceptions et du vécu des discriminations. Dans le recensement de 1991, l'IBGE adopte un nouveau système qui intègre, pour la première fois et en réponse à l'une des revendications du mouvement noir, l'autodéclaration de la couleur de peau ou de la race des personnes. En plus de l'hétéro-identification réalisée par les agent.e.s de l'IBGE, elles doivent désormais s'identifier parmi cinq catégories ethnoraciales : *Amarelo* (Asiatiques), *Branco* (Blanc.che.s), *Indígena* (Amérindien.ne.s), *Pardo* (catégorie hybride) et *Preto* (Noir.e.s).

- 12 Par la suite, la déclaration de la couleur ou de la race se généralise à différents champs de l'action publique. C'est le cas du recensement général des employé.e.s et des chômeur.euse.s en 1999, des enquêtes de l'INEP en 2004 (Senkevics *et al.*, 2016) ou encore des enquêtes du DIEESE. En 1999, ce dernier publie un premier rapport sur la situation des Noir.e.s sur le marché du travail dans six régions du pays (DIEESE, 1999). L'étude confirme leur taux de chômage plus élevé, leur insertion moindre dans les emplois salariés, leur surreprésentation dans les emplois non qualifiés et un niveau de rémunération inférieure de 60% en moyenne par rapport à celui des travailleur.euse.s asiatiques et blanc.che.s. En 2018, la même enquête dans l'État de São Paulo révèle le maintien de ces écarts, après une réduction en 2014, en raison de la surreprésentation des Afrodescendant.e.s dans les emplois domestiques et informels (DIEESE, 2018).
- 13 La formulation du problème des discriminations s'est appuyée sur l'intégration progressive de la déclaration de la couleur ou de la race dans les enquêtes publiques à partir de 1980. En mettant au jour l'ampleur des inégalités ethnoraciales, la quantification est devenue un outil indissociable de la lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Alors qu'un consensus politique en faveur des politiques antidiscriminatoires se dessine au Congrès avec l'émergence du Front parlementaire pour l'égalité raciale en 1999, la conjoncture du début de la décennie 2000 représente un tournant dans les mobilisations. Elles vont être orientées et portées par un contexte international favorable et une configuration nationale réceptive à cet enjeu.

Une conjoncture favorable à la lutte contre les discriminations

- 14 La plupart des acteur.rice.s engagé.e.s dans la lutte contre les discriminations au Brésil saisissent les opportunités offertes par une conjoncture exceptionnelle au début de la décennie 2000. Celle-ci se caractérise par une articulation improbable entre une pluralité d'échelles d'action, d'événements et de groupes d'acteur.rice.s. En 2001, la Troisième conférence mondiale de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance à Durban représente un moment charnière. L'importance de cet événement sur l'action publique nationale n'a d'équivalent que la densité des liens tissés entre des expert.e.s, militant.e.s et universitaires brésilien.ne.s et des organisations internationales, surtout nord-américaines, au cours des décennies 1980 et 1990. À la fin des années 1980, le mouvement noir traverse une crise en termes de renouvellement militant, de financement et d'agenda (Alberti & Pereira, 2007). La priorité donnée à l'indépendance politique participe à réorganiser le modèle militant autour de l'expertise avec la création d'ONG comme Geledés Institut de la femme noire en 1988, le Centre d'articulation des populations marginalisées (CEAP) en 1989, le Centre d'études des relations de travail et des inégalités en 1990, l'organisation Soweto

en 1991, ou encore Éducation et citoyenneté des Afrodescendants et pauvres (Educafro) en 1993.

- 15 Le financement de cette expertise reçoit le soutien croissant d'entités internationales privées comme la fondation Ford. La plupart des financements se concentrent entre 1990 et 2001 et ils portent sur les thématiques des inégalités raciales et du genre (Adorno & Cardia, 2002, p. 211). La fondation contribue non seulement à financer mais aussi à organiser le mouvement noir brésilien en associant le monde académique, les ONG mobilisées sur les droits humains et des avocat.e.s travaillant sur la justice raciale. Elle diffuse aussi la norme de la diversité à laquelle doivent répondre les projets financés et elle incite à expérimenter des dispositifs visant à réduire les inégalités (Telles, 2002).
- 16 Le développement de l'expertise traverse les trajectoires de la plupart des enseignant.e.s qui poursuivent leurs engagements estudiantins dans le cadre d'ONG spécialisées et de la recherche académique. Certain.e.s entretiennent néanmoins des liens avec la sphère partisane. C'est le cas d'un professeur de sociologie qui, après avoir quitté une organisation afro-marxiste et trotskyste en 1985, se rapproche du PT et s'engage dans des recherches qui l'amènent à séjourner aux États-Unis en 1997. Mais il garde des liens avec le PT et, en 2004, il est invité à participer à la constitution du Secrétariat de l'éducation continue, de l'alphabétisation, de la diversité et de l'inclusion.
- 17 L'ouverture d'une partie de la sphère étatique aux mouvements sociaux représente l'autre dynamique majeure qui caractérise cette conjoncture favorable à la lutte contre les discriminations. Initiée par le gouvernement FHC et accélérée avec la conférence de Durban, l'insertion croissante d'acteur.rice.s du mouvement noir dans l'appareil d'État favorise la mise en œuvre de politiques antidiscriminatoires qui prennent une orientation redistributive pendant le premier gouvernement Lula (2002-2006). Cette orientation est portée par la SEPPPIR, qui accède au rang ministériel en février 2008 et qui est diffusée à l'intérieur de l'appareil d'État au travers de trois conférences nationales pour promouvoir les enjeux de l'égalité raciale en 2005, 2009 et 2013. La mise en place de la SEPPPIR en 2003 vise aussi à dépasser un cadre politique encore largement imprégné par la démocratie raciale pendant le gouvernement FHC, lequel a souvent dilué les mesures antidiscriminatoires dans l'égalité des chances et l'agenda multiculturel. Celui-ci s'enracine dans la création de la fondation culturelle Palmares en 1988 et surtout dans la Constitution qui reconnaît des droits ethnoculturels et territoriaux aux Amérindien.ne.s et aux descendant.e.s d'esclaves marrons (articles 67 et 68).
- 18 Pourtant, l'application de la Constitution au travers de la démarcation des terres sur lesquelles vivent les communautés de descendant.e.s du marronnage (*quilombolas*) rencontre de nombreux obstacles pour combattre les inégalités d'accès à la terre et mettre en œuvre des réparations. La SEPPPIR donne une nouvelle impulsion aux acteurs locaux pour agir à l'intérieur même des institutions. Ce dont témoigne Joana qui est désignée pour accompagner ces communautés dans l'État où elle a été recrutée comme fonctionnaire :

« J'ai commencé à travailler dans le secteur public en 1999 et, en 2003, Lula a lancé la loi sur l'égalité raciale. Alors, les mouvements sociaux sont allés chercher le soutien du gouverneur de l'État pour avoir un fonctionnaire pour intervenir auprès des communautés *quilombolas*. Donc, ils m'ont regardée, "c'est toi qui y vas" parce que personne ne savait ce qu'étaient les *quilombolas*. Cette question m'a permis

d'être militante et fonctionnaire à la fois parce que je travaillais au Conseil de la sécurité alimentaire et nutritionnelle [qui] est une instance plus citoyenne, une instance plus démocratique. Donc, j'étais dans un secteur qui était proche de mes idées, de celles des mouvements sociaux, donc ça a facilité les choses. Si j'avais été, par exemple, à l'Incra ⁶, à la réforme agraire, peut-être que j'aurais eu plus de mal à exprimer mes idées parce que là-bas, il y a des conflits liés au contrôle de la terre, le personnel ne reconnaît pas l'identité *quilombola* ».

- 19 Parallèlement en 2004, Joana entreprend des recherches de master sur les *quilombolas* qui déboucheront sur un doctorat en 2009. Sa trajectoire reflète une forte imbrication, à la faveur de la conjoncture des années 2000, entre son activité professionnelle, son parcours académique et son engagement dans le mouvement noir.
- 20 Ce contexte favorable à l'insertion d'acteur.rice.s issu.e.s des mouvements sociaux et du monde académique dans l'appareil d'État opère enfin au travers des politiques de quotas. L'une des premières mesures est prise par le ministère de la justice avec l'arrêté n° 1.156 du 20 décembre 2001. Ce dernier vise à réserver 20% des postes de direction dans ce ministère et des recrutements chez ses prestataires aux Afrodescendant.e.s, auxquels s'ajoutent des places réservées aux femmes et aux personnes en situation de handicap. Dans une moindre mesure, des incitations fiscales aux entreprises sont mises en place pour le recrutement des Noir.e.s dans les postes à responsabilité. Par ailleurs, le ministère de la justice du travail met en place, en avril 2005, des dispositifs pour lutter contre les discriminations raciales et de genre par la voie judiciaire ou par la négociation collective. Celle-ci est mobilisée dans un accord avec le secteur bancaire pour prévenir les formes de discrimination indirecte dans les recrutements et les promotions d'employé.e.s noir.e.s et féminins (Jaccoud *et al.*, 2009).
- 21 Toutefois, les mesures de quotas dans l'enseignement supérieur ont longtemps fait l'objet d'une double suspicion chez les expert.e.s et militant.e.s noir.e.s. Leur attachement à la méritocratie et à des politiques universelles, souvent relié à la prégnance du marxisme dans leur trajectoire militante, est renforcé par une méfiance initiale vis-à-vis d'un dispositif perçu comme importé des États-Unis. Leur adhésion aux politiques de quotas s'apparente à une conversion militante réalisée sous l'impulsion de la conjoncture du début des années 2000 et de l'expertise croissante sur les inégalités raciales (Soares, 2012). Au-delà d'un positionnement stratégique par rapport à des intérêts d'expertise et de recherche émergents, l'adhésion même modérée à cette nouvelle approche du changement social reflète les effets de la conjoncture sur les perceptions des individu.e.s. Ceux-ci se cristallisent dans l'identification des enseignant.e.s afrodescendant.e.s avec les étudiant.e.s bénéficiaires des quotas. Ainsi, Ramos a commencé à enseigner en 1989 et il est plutôt marqué par des références méritocratiques d'autant qu'il occupe désormais un poste dans une université prestigieuse et longtemps hostile aux quotas. Il pointe cependant leur dimension politique dont il observe les réalisations en se rendant à l'Université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ), l'une des premières institutions à les avoir appliquées au Brésil en 2003 :
- « Ça a commencé à monter en puissance sur le campus principalement parce que le mouvement étudiant a pris en charge cette question [des quotas], les étudiants la portent et font pression. [...] Il y a deux ans, je suis allé dans un congrès à l'UERJ et ce qui a retenu mon attention, c'est justement la présence de nombreux étudiants noirs. Dans mon université, vous n'avez pas de contact avec une telle quantité. Donc, ça a retenu mon attention et l'explication qui m'a été donnée, c'était, "vous êtes à Rio et à Rio, il y a beaucoup plus de Noirs". Donc, c'était quelque chose de naturel. Mais, en y réfléchissant, ce n'est pas une question simplement quantitative

mais un programme de l'institution, de quotas, d'inclusion qui permet à des personnes d'être là parce qu'il y a des politiques qui le garantissent ».

- 22 Les effets de ce contexte rejaillissent dans la diffusion d'une approche inclusive des quotas ⁷ développée au départ dans le document de travail de la délégation brésilienne à Durban. Les initiatives locales se déploient dans le sillage de ce travail préparatoire. Le 9 novembre 2001, l'État de Rio de Janeiro institue des quotas de 40% pour les candidat.e.s qui se déclarent « *Negros* » ou « *Pardos* » pour accéder aux universités de l'État, à commencer par l'UERJ. Par ailleurs, le gouvernement fédéral met en place, en 2005, le programme « Université pour tous » (ProUni), un système de bourses d'études basé sur des quotas pour favoriser l'accès des étudiant.e.s afrodescendant.e.s et/ou originaires des quartiers populaires aux établissements privés de l'enseignement supérieur en pleine expansion.
- 23 Au tournant des années 2000, la lutte contre les discriminations au Brésil s'institutionnalise au travers d'une articulation plus grande entre la sphère étatique, le monde académique et les mouvements sociaux. Cette rencontre improbable quelques décennies plus tôt entre des groupes d'acteur.rice.s hétérogènes et plusieurs échelles de l'action publique est rendue possible à la faveur d'une conjoncture nationale marquée par la mobilité sociale. Elle produit des demandes d'expertise et des effets de conversion aux politiques de quotas. Ce faisant, la stratégie transversale de l'égalité raciale bouleverse les représentations des acteur.rice.s en modifiant les dimensions structurelles des inégalités socio-raciales. Néanmoins, l'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff en 2010 amorce un changement de conjoncture qui s'accompagne de nouvelles dynamiques autant en termes d'amplification des politiques antidiscriminatoires que d'hostilité à leur égard.

Les effets rétroactifs et réactifs à la conjoncture de l'égalité raciale

- 24 La diffusion de la stratégie transversale de l'égalité raciale dans l'appareil d'État et les mouvements sociaux brésiliens est loin d'être univoque. Comme le rappelle Philippe Garraud, « il ne faut pas concevoir la relation problèmes-solutions de manière linéaire et rigide. Des solutions peuvent devenir des problèmes et l'action publique est elle-même génératrice de problèmes par réaction ou rétroaction » (Garraud, 1990, p. 23). Au-delà de la conjoncture qui les a vues se déployer, les politiques antidiscriminatoires produisent des effets rétroactifs et réactifs qui se traduisent par l'émergence de nouveaux clivages politiques sur l'égalité raciale. L'adoption du Statut de l'égalité raciale en 2010, après dix ans de procédures, résulte de cette stratégie devenue l'un des vecteurs de la polarisation politique. Pour la première fois, un texte officiel définit la population noire comme l'ensemble des personnes qui se déclarent « *pretas* » et « *pardas* » conformément aux catégories de l'IBGE, laquelle devient majoritaire dans le recensement national de 2010.
- 25 Les effets rétroactifs de cette conjoncture favorable à la lutte contre les discriminations, définis non pas comme un retour en arrière mais comme le retour d'expérience des acteur.rice.s par rapport aux politiques mises en œuvre, correspondent à des logiques d'élargissement des dispositifs mis en place ainsi qu'à des formes de désenchantement vis-à-vis des pouvoirs publics et des partis politiques. Alors que des militant.e.s et des universitaires sont coopté.e.s dans les arènes de pouvoir, ce

désenchantement se traduit par un regain d'autonomisation des mouvements sociaux. En 2005, deux manifestations distinctes sont organisées pour fêter le dixième anniversaire de la Marche Zumbi « contre le racisme, pour l'égalité et la vie » à Brasília. Le cortège du 16 novembre rassemble des groupes qui défendent l'autonomie du mouvement noir avec entre autres les APNs, le CEAP, le FNMN, le MNU, Unegro ainsi que la Commission nationale contre la discrimination raciale de la CUT, tandis que, le 22 novembre, un autre défilé est organisé par des militant.e.s du PT et de la CUT.

- 26 Dans la même veine, la marche du 18 novembre 2015 à l'initiative des « femmes noires contre le racisme, la violence et pour la vie digne », à Brasília, rassemble les APNs, l'Articulation des organisations de femmes noires brésiliennes, le FNMN, le MNU, Unegro et la Fédération nationale des travailleuses domestiques. Cette marche relie l'agenda antiraciste aux luttes féministes et syndicales. La diffusion de l'égalité raciale prend la forme de coalitions inédites entre le mouvement noir et d'autres mouvements comme ceux de la jeunesse des quartiers populaires, des travailleur.euse.s sans abri ou encore LGBTQI+.
- 27 Ce rapport désenchanté à la politique institutionnelle est aussi renforcé par la méfiance liée à l'instrumentalisation politique de la visibilité des Afrodescendant.e.s. Ramos en donne un exemple quand une mairie dirigée par le PT le désigne rapporteur dans une procédure de reconnaissance patrimoniale d'un lieu de mémoire de l'esclavage :
- « J'étais à nouveau l'unique Noir du Conseil du patrimoine historique de la ville. Je représentais l'Institut d'architecture et je devais faire une expertise sur des enjeux de cultures matérielle et immatérielle d'un bâtiment. Mais, c'est sûr que le fait d'être noir a contribué au choix [du rapporteur]. J'ai fait le rapport et le maire a choisi la semaine de la conscience noire ⁸ pour annoncer la patrimonialisation. Si le rapporteur du conseil municipal est noir, en termes de stratégie et de visibilité politique, c'est sûr que ça produit un impact plus grand ».
- 28 Les logiques d'élargissement et d'amplification des mesures antidiscriminatoires sont une autre forme de rétroaction par rapport à l'agenda de l'égalité raciale. Elles se développent dans le sillage des controverses sur les premiers dispositifs de quotas à l'Université. En 2004, le dispositif mis en place à l'Université de Brasília (UnB) alimente un débat au sein de l'Association brésilienne d'anthropologie en raison du recours à l'avis d'un.e anthropologue pour sélectionner les candidat.e.s à partir de leur photographie (Maio & Santos, 2005). Deux recours juridiques sont déposés auprès du Tribunal suprême fédéral (STF) par la Confédération nationale des établissements d'enseignement et le parti conservateur du DEM pour vérifier la constitutionnalité des critères raciaux utilisés à la fois dans le système ProUni et à l'UnB. Le 26 avril 2012, le STF rend un jugement défavorable aux recours et il reconnaît à l'unanimité la constitutionnalité des dispositifs de quotas utilisant des critères raciaux dans les procédures de sélection dans l'enseignement supérieur (Artes *et al.*, 2016). Le 29 août, la loi n° 12.711 est adoptée et généralise l'application de quotas dans l'accès aux premiers cycles des universités fédérales. La loi unifie également leur mode d'application qui est systématisé sous la forme de places réservées : 50% à des candidat.e.s des écoles publiques ⁹ dont 50% à des candidat.e.s avec un revenu familial correspondant à 1,5 fois le salaire minimum ; l'autre moitié est réservée aux candidat.e.s identifié.e.s comme *Pretos*, *Pardos* ou *Indígenas*. En 2014, le STF valide la loi 12.990 qui réserve 20% des places aux Noir.e.s dans les concours publics de l'administration publique fédérale.
- 29 Dans l'enseignement supérieur public et privé, les revendications visant à élargir l'application de quotas au niveau de la *pós-graduação* (master et doctorat) se multiplient

à partir de 2012. Pourtant, elles font face à des résistances au sein même du milieu académique. Vanderlei, qui enseigne dans une université privée depuis 2013 et qui a défendu une telle proposition dans son équipe pédagogique, énumère les arguments opposés à la mise en place de quotas :

« Quand j'ai suggéré que nous ayons des quotas dans la *pós-graduação*, ça a été très difficile parce que personne n'a eu le courage de dire "je suis contre" devant la commission [composée d'enseignant.e.s et d'étudiant.e.s], mais j'ai senti que l'ambiance avait changé. Les enseignants devaient ensuite approuver et, entre nous, il y en a qui se sont déclarés contre, mais ils ont perdu le vote. Leur argument était que ce n'était pas nécessaire dans la *pós-graduação*, que les étudiants avaient déjà franchi les obstacles s'ils étaient arrivés jusque-là. D'autres trouvaient que cette distinction [de race] risquait de modeler le comportement des individus. Pour eux, peu importe la couleur de peau des personnes, ce qui compte, ce sont leurs efforts, la méritocratie. Une autre enseignante a dit que c'était difficile parce qu'elle ne savait pas comment travailler avec des étudiants bénéficiaires de quotas. Parce qu'il y a cette idée que ces étudiants ont des difficultés à l'écrit, à l'oral, qu'ils manquent de formation, ce qui m'est vraiment apparu comme un préjugé ».

- 30 Ces arguments reflètent plus largement la montée des réactions hostiles aux politiques antidiscriminatoires. Cette hostilité révèle avant tout la fragilité de leur institutionnalisation et de leur alliance avec d'autres secteurs de l'État. En 2015, la SEPPPIR et les secrétariats de promotion des droits des femmes et des droits humains finissent par être regroupés dans un seul ministère des femmes, de l'égalité raciale, de la jeunesse et des droits humains, avant que la SEPPPIR ne soit démantelée *de facto* peu avant le coup d'État parlementaire de 2016¹⁰.
- 31 Le consensus politique du début des années 2000 a laissé la place à une polarisation sur l'agenda de l'égalité raciale. En mai 2006, plusieurs universitaires et militant.e.s signent une lettre ouverte, « Tous ont des droits égaux dans une république démocratique », pour s'opposer à cet agenda, lettre à laquelle répond un manifeste en faveur de la loi des quotas et du Statut de l'égalité raciale adressé par des intellectuel.le.s et des leaders du mouvement noir au Congrès. Un scénario similaire se répète en 2008 avec la publication du manifeste « des 113 citoyens antiracistes contre les lois raciales », le 30 avril, auquel répondent, le 13 mai, leurs opposant.e.s dans un document remis au STF : « 120 ans de lutte pour l'égalité raciale au Brésil. Manifeste en faveur de la justice et de la constitutionnalité des quotas » (Maggie, 2013).
- 32 Les principaux arguments des opposant.e.s aux politiques antidiscriminatoires pointent la peur d'une racialisation binaire de la société brésilienne et de voir disparaître des identifications ethnoraciales intermédiaires ainsi qu'une préoccupation soudaine pour les « Blancs pauvres » (Fry *et al.*, 2007). En substance, les opposant.e.s se retranchent derrière la défense du cadre de la démocratie raciale et de l'idéologie du métissage. Roberta Fragoso, avocate du DEM dans la procédure contre la constitutionnalité des quotas raciaux, se réclame du mouvement de la « Nation métisse » qui renvoie aux revendications identitaires des groupes de *caboclos* et *cafusos* dans la région Amazonas. La SEPPPIR, qui n'a pas toujours tenu compte des variations territoriales, a imposé une classification ethnoraciale à laquelle les individu.e.s doivent adhérer en se déclarant « Noir.e » ou « Amérindien.ne » pour avoir accès à des droits ou encore à la terre (Véran, 2010). Toutefois, cette critique adressée aux politiques antidiscriminatoires reflète aussi une résistance au changement et une reconfiguration des arènes politiques conservatrices et progressistes.

- 33 Malgré de nombreux obstacles, la stratégie transversale de l'égalité raciale a diffusé de nouveaux leviers d'action tant à l'intérieur des institutions qu'au sein des mouvements sociaux. En dépassant l'agenda multiculturel, elle reconfigure les cadres de l'action publique et militante et elle bouleverse les termes du récit national, ce qui alimente de nouveaux clivages politiques.

Conclusion

- 34 Le déploiement des politiques antidiscriminatoires au Brésil a généré des effets de politisation des inégalités ethnoraciales en formulant le problème des discriminations. Leur quantification est apparue comme un nouvel outil de l'action publique dans un contexte international et une conjoncture nationale favorables à la cause de l'égalité raciale au début des années 2000. L'émergence d'un antiracisme d'État au travers d'acteur.rice.s multipositionné.e.s entre la sphère étatique, les mouvements sociaux et le monde académique a joué un rôle central dans cette dynamique.
- 35 La lutte contre les discriminations est loin de se réduire aux politiques de quotas raciaux à l'Université. Ces politiques ont non seulement été mobilisées dans plusieurs champs de l'action publique et elles ont aussi ciblé plusieurs dimensions des inégalités (race, genre et classe). En outre, le développement du droit antidiscriminatoire et d'un appareil statistique ventilé selon la race a élargi le périmètre et le contenu des mobilisations qui étaient surtout focalisées sur la lutte contre les préjugés de couleur et des enjeux mémoriels. Ces changements sont avant tout le reflet d'une époque. La révision de la loi « des quotas », qui aura lieu en août 2022, met au jour les conséquences d'une conjoncture très polarisée. Sur les 36 propositions déjà recueillies au Congrès, certains groupes parlementaire luttent pour maintenir et amplifier le dispositif tandis que d'autres militent pour supprimer le critère racial qu'il utilise (Abreu, 2021).
- 36 En outre, la stratégie transversale de l'égalité raciale n'est pas vraiment parvenue à dépasser une forme de cloisonnement entre les politiques antidiscriminatoires et les politiques sociales. Ce découpage institutionnel continue de prendre en étau nombre d'acteur.rice.s de terrain comme des enseignant.e.s noir.e.s dans les départements de travail social qui ont une sensibilité double et transversale aux inégalités sociales et raciales. Malgré les limites de la cooptation de militant.e.s et expert.e.s dans les arènes institutionnelles, cette stratégie a transformé de façon substantielle le cadre de l'action publique et militante. La reconnaissance d'une majorité démographique noire en 2010, la plus grande visibilité accordée aux Afrodescendant.e.s et à la question raciale dans les institutions remettent en cause le récit dominant de la démocratie raciale. À la différence des politiques multiculturelles ou d'intégration déployées aux États-Unis et en Europe, « le mouvement noir au Brésil ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique minoritaire mais il se fonde justement sur l'idée que le peuple brésilien est noir, et il aspire à l'émancipation des masses exploitées » (Guimarães, 2001, p. 137).
- 37 Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la stratégie de l'égalité raciale ait rencontré de nombreux obstacles au fur et à mesure qu'elle bouleversait les représentations de la nation en s'attaquant aux inégalités ethnoraciales, l'un des fondements des problèmes structurels du pays. La reconstitution d'une extrême-droite politique, dans les années 2010, se cristallise en réaction à cette stratégie et aux politiques sociales. Elle ne correspond pas au retour du vieux mythe de la démocratie raciale mais plutôt à la

volonté de construire un nouvel imaginaire national dans le sillage des revendications d'une blancheur fantasmée. L'ampleur des réactions hostiles aux politiques antidiscriminatoires est sans doute à la mesure du bouleversement des représentations sociales et de la recomposition des clivages politiques qui en ont découlé. Ces clivages ont reconfiguré la ligne idéologique des partis conservateurs vers la dénonciation des politiques de quotas, laquelle fait écho aux résistances à la lutte contre les discriminations rencontrées à l'intérieur même des partis progressistes comme le PT.

BIBLIOGRAPHIE

- ABERS R., SERAFIM L. & L. TATAGIBA (2014), « Repertórios de Interação Estado-Sociedade em um Estado Heterogêneo: A Experiência na Era Lula », *DADOS - Revista de Ciências Sociais*, vol. 57, n° 2, pp. 325-357.
- ABREU M. C. (2021), « Com Lei de Cotas para ser revisada, parlamentares querem excluir negros », *UOL Educação*, 9 octobre.
- ADORNO S. & N. CARDIA (2002), « Das análises sociais aos direitos humanos », dans BROOKE N. & M. WITOSHYNKY (dir.), *Os 40 anos da Fundação Ford no Brasil: uma parceria para a mudança social*, São Paulo, USP, Fundação Ford, pp. 201-240.
- ALBERTI V. & A. A. PEREIRA (2007), *Histórias do movimento negro no Brasil: depoimentos ao CPDOC*, Rio de Janeiro, Pallas, CPDOC-FGV.
- ARTES A., UNBEHAUM S. & V. SILVÉRIO (2016), *Ações afirmativas no Brasil. Reflexões e desafios para a pós-graduação*, São Paulo, Cortez Editora.
- AVRITZER L. & L. C. B. GOMES (2013), « Política de Reconhecimento, Raça e Democracia no Brasil », *DADOS - Revista de Ciências Sociais*, vol. 56, n° 1, pp. 39-68.
- BASTIDE R. & F. FERNANDES (1971), *Branços e Negros em São Paulo. Ensaio sociológico sobre aspectos da formação, manifestações atuais e efeitos do preconceito de cor na sociedade paulistana*, São Paulo, Companhia editora nacional (2^{ème} édition).
- BERENI L. (2012), « Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes », dans BARD C. (dir.), *Les Féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 27-41.
- BERENI L. & V.-A. CHAPPE (2011), « La discrimination, de la qualification juridique à l'outil sociologique », *Politix*, n° 94, pp. 7-34.
- CALVÈS G. (2016), *La Discrimination positive*, Paris, Presses universitaires de France (4^{ème} édition).
- COSTA S. (2002), « A construção sociológica da raça no Brasil », *Estudos Afro-Asiáticos*, vol. 24, n° 1, pp. 35-61.
- DE CARVALHO J. J. (2005), *Inclusão étnica e racial no Brasil. A questão das cotas no ensino Superior*, São Paulo, Edições Attar.

- DIEESE (1999), *Mapa do Negro no mercado de trabalho no Brasil. Regiões metropolitanas de São Paulo, Recife, Salvador, Belo Horizonte, Porto Alegre e no Distrito Federal*, Relatório de Pesquisa ao INSPIR.
- DIEESE (2018), *Pesquisa de emprego e desemprego em São Paulo. A inserção do Negro no mercado de trabalho*, Boletim Fundação SEADE e DIEESE [En ligne] http://abet-trabalho.org.br/wp-content/uploads/2019/01/Boletim_negro_2018.pdf
- DOMINGUES P. (2007), « Movimento Negro Brasileiro: alguns apontamentos históricos », *Tempo*, vol. 12, n° 23, pp. 100-122.
- FRASER N. (2005), *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, Éditions La Découverte.
- FRY P., MAGGIE Y., MAIO M. C., MONTEIRO S. & R. V. SANTOS (2007), *Divisões perigosas: políticas raciais no Brasil contemporâneo*, Rio de Janeiro, Edições Civilização Brasileira.
- GARRAUD P. (1990), « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, vol. 40, pp. 17-41.
- GEORGES I. & Y. G. DOS SANTOS (2016), *As novas políticas sociais brasileiras na saúde e na assistência. Produção local do serviço e relações de gênero*, Belo Horizonte, Fino Traço Editora.
- GOMES M. V. P. & M. A. ALVES (2017), « Como se cria um Ministério? O processo de cooptação como mecanismo de distensão na relação entre movimentos sociais e Estado », *Revista de administração pública*, vol. 51, n° 3, pp. 388-406.
- GUILLAUMIN C. (1992), *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Éditions Côté-femmes.
- GUIMARÃES A. S. A. (2001), « A questão racial na política brasileira: os últimos quinze anos », *Tempo Social*, vol. 13, n° 2, pp. 121-142.
- GUIMARÃES A. S. A. (2009), « Après la démocratie raciale », dans CAPANEMA S., DE ALMEIDA P. & A. FLÉCHET (dir.), *De la Démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques, Europe*, Bruxelles, Éditions Peter Lang, pp. 133-151.
- HALPERN C., LASCOUMES P. & P. LE GALÈS (2014), *L'Instrumentation de l'action publique. Controverses, résistance, effets*, Paris, Presses de Sciences Po.
- HASENBALG C. & N. DO VALLE SILVA (1988), *Estrutura Social, Mobilidade e Raça*, São Paulo/Rio de Janeiro, Edições Vértice/Iuperj.
- IGREJA R. L. & L. M. TAVOLARO (2015), « "Race" et racisme au Brésil », *Socio*, n° 4, pp. 223-240 [En ligne] <http://journals.openedition.org/socio/1377> (consulté le 7.01.2019).
- JACCOUD L., SILVA A., ROSA W. & C. LUIZ (2009), « Entre o racismo e a desigualdade: da constituição à promoção de uma política de igualdade racial (1988-2008) », *Políticas sociais: acompanhamento e análise*, IPEA, pp. 261-328.
- LAMONT M., MORAES SILVA G., WELBURN J. S., GUETZKOW J., MIZRACHI N., HERZOG H. & E. REIS (2016), *Getting Respect. Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil, and Israel*, Princeton, Princeton University Press.
- LIMA M. (2010), « Desigualdades raciais e políticas públicas: ações afirmativas no governo Lula », *Novos estudos – CEBRAP*, n° 87, pp. 77-95.
- MAGGIE Y. (2013), « La politique raciale dans le Brésil contemporain et l'accès au système public d'enseignement supérieur : un récit rétrospectif à la première personne », *Brésil(s)*, n° 4, pp. 13-33.

- MAIO M. C. & R.V. SANTOS (2005), « Políticas de cotas raciais, os "olhos da sociedade" e os usos da antropologia: o caso do vestibular da Universidade de Brasília (UnB) », *Horizontes Antropológicos*, vol. 11, n° 23, pp. 181-214.
- MÜLLER T. M. P. & L. CARDOSO (2017), *Branquitude. Estudos sobre a identidade branca no Brasil*, Curitiba, Edições Appris.
- OSORIO R. G. (2003), « O Sistema classificatório "de cor e raça" do IBGE », *Texto para discussão*, n° 996, IPEA.
- PAIXÃO M. (2014), *A lenda da modernidade encantada: por uma crítica ao pensamento social brasileiro sobre relações raciais e projeto de Estado-nação*, Curitiba, Edições CRV.
- PASCHEL T. S. (2016), *Becoming Black Political Subjects: Movements and Ethno-Racial Rights in Colombia and Brazil*, Princeton, Princeton University Press.
- PETRUCELLI J. L. & A. L. SABOIA (2013), « Características étnico-raciais da população. Classificações e identidades », *Estudos & Análises*, n° 2, Rio de Janeiro, IBGE.
- RIOS F. (2019), « Antirracismo, movimentos sociais e Estado (1985-2016) », dans LAVALLE A. G., CARLOS E., DOWBOR M. & J. SZWAKO (dir.), *Movimentos sociais e institucionalização. Políticas sociais, raça e gênero no Brasil pós-transição*, Rio de Janeiro, Editora da UERJ, pp. 256-284.
- SABBAGH D. (2012), « Discrimination positive et "diversité" : les chaînons manquants », *Raison publique*, n° 17, pp. 199-217.
- SAILLANT F. (2014), *Le Mouvement noir au Brésil (2000-2010) : réparations, droits et citoyenneté*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires de Louvain/Éditions Academia-L'Harmattan.
- SANSONE L. (2003), *Blackness without Ethnicity. Constructing Race in Brazil*, New York, Palgrave Macmillan Publishers.
- SENKEVICS A. S., MACHADO T. D. S. & A. S. DE OLIVEIRA (2016), « A cor ou raça nas estatísticas educacionais. Uma análise dos instrumentos de pesquisa do Inep », *Texto para discussão*, n° 41, Brasília, INEP/MEC.
- SEYFERTH G. (2002), « Colonização, imigração e a questão racial no Brasil », *Revista USP*, São Paulo, n° 53, pp. 117-149.
- SILVA T. D. (2019), *Mudança institucional, discurso e instituições: políticas públicas de igualdade racial no governo federal de 2000 a 2014*, Tese de doutorado, Universidade de Brasília.
- SOARES C. G. (2012), « Raça, classe e ação afirmativa na trajetória política de militantes negros de esquerda », *Política & Sociedade*, vol. 11, n° 22, pp. 41-74.
- TELLES E. (2002), « As fundações norte-americanas e o debate racial no Brasil », *Estudos Afro-Asiáticos*, vol. 24, n° 1, pp. 141-165.
- TELLES E. (2014), *Pigmentocracies: Ethnicity, Race, and Color in Latin America*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- VÉRAN J.-F. (2010), « "Nação Mestiça": As políticas étnico-raciais vistas da periferia de Manaus », *Revista de estudos de conflito e de controle social*, vol. 3, n° 9, pp. 21-60.

NOTES

1. Un premier courant de l'extrême-droite brésilienne se constitue avec l'intégralisme dans les années 1930.
2. La notion est associée aux travaux de l'historien Gilberto Freyre publiés dans les années 1930.
3. Cette approche s'inspire de la conceptualisation de l'espace de la cause des femmes (Bereni, 2012).
4. La loi Caó de 1989 définit aussi les crimes résultant de préjugés de couleur ou de race.
5. « Brasília faz marcha contra discriminação », *Folha de São Paulo*, 21/11/1995.
6. Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária
7. Entre 1968 et 1985, des quotas d'inspiration conservatrice ont renforcé les privilèges sociaux de groupes dominants comme les enfants de grands propriétaires terriens qui avaient des places réservées dans les écoles d'agriculture et de vétérinaires avec la « loi du bœuf » (*Lei do Boi*).
8. La journée de la conscience noire, le 20 novembre, est devenue un jour férié dans l'État de Rio de Janeiro en 2000 et dans la municipalité de São Paulo en 2004.
9. Les candidat.e.s issu.e.s des classes populaires sont surreprésenté.e.s dans les lycées publics (De Carvalho, 2005).
10. Il a été intégré depuis dans le ministère de la famille et il dispose de ressources faméliques.

RÉSUMÉS

Dans une perspective sociohistorique, l'article interroge les dynamiques et les effets de la conjoncture du début des années 2000 sur les politiques antidiscriminatoires au Brésil. Celles-ci résultent d'un processus plus ancien de politisation des discriminations ethnoraciales. La conjoncture favorable, dans laquelle émerge la stratégie transversale de l'égalité raciale, se déploie grâce à la mobilisation d'acteur.rice.s multipositionné.e.s entre le monde académique, les mouvements sociaux et la sphère étatique. La diffusion de cette stratégie dans l'action publique a produit des effets rétroactifs et réactifs qui bouleversent le récit national.

From a socio-historical perspective, the article examines the dynamics and effects of the early 2000s conjuncture on anti-discrimination policies in Brazil. These policies result of an older politicization process of ethno-racial discriminations. The favourable conjuncture, in which the transversal strategy of racial equality emerged, unfolded in the mobilization of multipositioned actors between the academic world, social movements and the State sphere. The strategy's dissemination in public action produced retroactive and reactive effects that disrupt the national narrative.

La igualdad racial en las políticas contra la discriminación en Brasil: ¿un efecto coyuntural o un cambio en la narrativa nacional?

Desde una perspectiva sociohistórica, este artículo examina la dinámica y los efectos de la coyuntura de principios en la década del 2000 sobre las políticas antidiscriminatorias en Brasil. Estas políticas son el resultado de un proceso más antiguo de politización de las discriminaciones étnico-raciales. La coyuntura favorable, en el que surgió la estrategia transversal de la igualdad racial, se desarrolló gracias a la movilización de actores multiposicionados entre el mundo

académico, los movimientos sociales y la esfera estatal. La difusión de esta estrategia en la acción pública produjo efectos retroactivos y reactivos que cambiaron la narrativa nacional.

INDEX

Mots-clés : Brésil, conjoncture, égalité raciale, mouvements sociaux, politiques antidiscriminatoires

Keywords : Brazil, economic situation, racial equality, social movements, anti-discrimination policies

Palabras claves : Brasil, situación económica, igualdad racial, movimientos sociales, políticas antidiscriminatorias

AUTEUR

GUÉNOLÉ MARCHADOUR

Docteur en science politique. Chercheur associé au LISE-CNRS, Paris (France) -
guenole.marchadour@lecnam.net

Entre concessions et répressions : les élites gouvernantes centraméricaines confrontées au contrôle de leurs « sociétés civiles »

*Between concessions and repressions: Central American governing elites
confronted with the control of their "civil societies"*

Hélène Roux

Introduction

- 1 Les sociétés centraméricaines n'ont pas échappé aux évolutions qui ont contribué à leur basculement dans la modernité. Néanmoins, les formes qu'ont prises leur entrée dans le monde global ont été déterminées par une histoire dont certaines étapes sont communes à l'ensemble du sous-continent (la colonisation, les processus d'indépendance) mais dont certains déterminants (l'agencement territorial, par exemple) sont spécifiques au sous-espace régional que forme la Mésoamérique. Ces spécificités, comme facteur d'insertion, permettent d'analyser en termes géostratégiques le rôle joué par la région, mais elles sont aussi une marque distinctive qui a façonné et continue de déterminer des trajectoires nationales historiquement similaires mais néanmoins hétérogènes dans leur manière de se positionner face aux bouleversements conjoncturels qui traversent l'ensemble des sociétés contemporaines. Nous prendrons ici comme objet d'étude comparative les crises politiques qu'ont traversées le Honduras, le Nicaragua et le Guatemala dans un passé récent et qui se poursuivent dans l'actualité. Ce choix ne tient pas de l'excès d'ambition mais résulte de la décision de mettre en lumière la manière dont certains aspects saillants d'une histoire commune facilitent une compréhension des facteurs déclencheurs des crises qui ont récemment secoué ces pays. La démonstration fonctionne aussi en sens inverse (à condition d'inclure le facteur comparatif) : bien qu'elles aient des causes similaires et

malgré des références politiques communes, les crises actuelles et la manière dont elles sont gérées révèlent des processus de mobilisation de la société assez distincts.

- 2 Notre objectif est donc de mettre à l'épreuve une conception universaliste de l'État-nation revisitée à la lumière de trajectoires nationales. Nous montrerons que les conjonctures nationales convergent dans un espace sous-régional distinct de ceux existants dans le reste d'une Amérique du Sud elle aussi divisée en espaces sous-régionaux très différents (Les Andes, l'Amazonie, etc...). Pour ce faire, nous nous appuyerons sur des travaux menés dans la région centraméricaine durant trois décennies¹ ; lesquels ont permis de rassembler des éléments d'analyse ayant trait, notamment, au positionnement géographique de la région qui a eu une incidence tant sur son histoire que sur la formation des catégories sociales et des relations qu'elles entretiennent entre elles. Dans cette optique, nous nous intéresserons à la manière dont les enjeux globaux sont perçus, vécus, interprétés, intériorisés ou combattus, à la lumière des subjectivités issues de l'histoire et des expériences locales. Les interactions entre les différents groupes d'acteurs (élites politiques et économiques, mouvements sociaux autoconvoqués, syndicats...) seront donc au cœur de l'analyse d'événements qui ont marqué et continuent d'influer sur le devenir et le fonctionnement actuel des sociétés centraméricaines.
- 3 Cette approche invite à questionner la notion de « rupture », tout d'abord parce que l'histoire de la région montre que les ruptures d'ordre politique (changements de régime) ne correspondent pas forcément à des ruptures structurelles (ou systémiques). À ce titre, l'observation sur une longue période des politiques de développement mises en œuvre dans les pays de la région révèle bien comment celles-ci – quoique appliquées par des régimes se réclamant d'idéologies très éloignées (y compris dans le temps) – se sont greffées sur un système immuable fondé sur des formes de propriété basées sur l'exploitation de grandes extensions de terres et le contrôle de territoires², notamment autochtones. Ainsi, à des périodes contemporaines, le Guatemala des régimes militaires anti-communistes et le Nicaragua de la révolution sandiniste ont partagé la même vision du développement basée sur la grande propriété à salariés (qu'elle soit privée – au Guatemala – ou sous contrôle de l'État – au Nicaragua.) De même, si on se place dans une dimension temporelle, les sandinistes nicaraguayens qui s'inspiraient du marxisme ont maintenu les structures de grandes propriétés foncières (étatisées) héritées de la période libérale (fin du XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle) (Roux, 2006, 2017).
- 4 Ensuite, bien qu'il puisse apparaître tentant d'appréhender les convulsions internes et géopolitiques dans les pays dont il sera question ici – en particulier le Guatemala et le Nicaragua qui ont expérimenté des processus de paix après avoir été le théâtre de longs conflits armés internes³ – sous l'angle de la transitologie⁴, la présente analyse prend ses distances par rapport à cette approche. En effet, si l'on s'en tient à l'observation de la période, somme toute assez brève, des seuls processus de transition dans les pays susmentionnés, on arrive d'abord au même constat que celui que dressent Caroline Dufy et Céline Thiriot à propos de l'Afrique et des pays post-soviétiques : « le changement politique [est allé] le plus souvent de pair avec un changement économique (transition à l'économie de marché pour l'ancien bloc soviétique, ajustement structurel et conditionnalités libérales pour l'Afrique) » (Dufy & Thiriot, 2013, p. 19). Prenant l'exemple du Nicaragua, premier pays de la région à s'engager dans un processus de transition (1990), on peut même affirmer qu'il a servi de laboratoire « d'une école qui est peu à peu devenue une idéologie pour les acteurs de la

coopération internationale et un cadre pour les politiques de réformes structurelles mises en œuvre par les bailleurs de fonds » (Ibid., p. 20). Dans le cas précis des pays d'Amérique centrale confrontés à des conflits armés internes, le poids de la conjoncture – internationale – qui a marqué l'époque où ils ont pris fin (démantèlement du « bloc » soviétique, fin de la Guerre froide et même de l'Histoire aux dires de certains ⁵), a contribué à ce que les politiques mises en œuvre agissent sur la société comme une « thérapie de choc » plus qu'à une patiente (re)construction d'un tissu social déchiré et à l'élaboration de règles institutionnelles démocratiquement concertées, capable de se substituer à une tradition historique de pactes conclus dans le but de garantir à une catégorie sociale donnée le contrôle du pouvoir en vue de protéger ses intérêts exclusifs – comme on le verra plus loin. C'est pourquoi, suivant Guy Hermet, il nous semble, que « le concept de transition associé aux méthodes d'analyse qu'il a déterminées au fur et à mesure de sa diffusion ne satisfont pas les besoins d'une comparaison sur le long terme » (Hermet, 2001, p. 287). Étant entendu que le cœur de métier de la transitologie est d'analyser le passage des dictatures (ou régimes autocratiques) à la démocratie (système pluraliste de partis, etc.), se fonder principalement sur l'étude des transitions à la démocratie apparaît ici comme une méthode d'autant moins adéquate que, dans nombre de pays de la région, celles-ci ont été récentes et éphémères, quand elles ont eu lieu. En effet, si les crises sociales actuelles peuvent sembler surprenantes et inattendues, elles s'inscrivent tout de même souvent dans une continuité historique, laquelle donne un sens aux initiatives citoyennes, aux interactions entre les différents acteurs et en restitue la spécificité. En cela, les entorses aux libertés démocratiques et la résurgence de gouvernements autoritaires (voire dictatoriaux) qu'on observe actuellement dans au moins quatre pays de la région (Nicaragua, Honduras, El Salvador et Guatemala) interrogent la pertinence d'une grille d'analyse somme toute anhistorique qui, à part révéler le caractère exogène des processus de transition et un certain mimétisme vis-à-vis des standards démocratiques (tels que définis par les conventions internationales – par exemple la tenue d'élections libres, etc.), dit peu des mécanismes profonds de transformations des sociétés. Il s'agit donc de tenter de percevoir ce que produisent les crises ou, pour aller dans le sens de « l'hypothèse de continuité » discutée par Michel Dobry (Dobry, 2009, chap. 1), de s'intéresser à « ce qui se joue *dans* les processus de crises eux-mêmes [...] » et de « [se donner] les moyens de comprendre la place qui revient [...] aux mobilisations [...] aussi bien dans les conjonctures routinières que dans celles qui le sont moins » (Ibid., p. 5). Cette approche nous semble ici particulièrement utile dans la mesure où elle offre la possibilité de détecter comment certaines constructions historiques partagées – et donc structurantes des rapports sociaux – sont introduites et utilisées en temps de crise, que ce soit pour les attiser, pour les apaiser ou pour les étouffer par la force.

- 5 Les pays d'Amérique centrale restent ce que, depuis le coup d'État de 2009 au Honduras, j'ai choisi de définir comme des « pays etcétéra »... Les pays dont on parle peu, voire jamais, sauf pour les relier de manière éphémère à de grands enjeux politico-stratégiques (affrontement Nord-Sud); environnementaux (ouragans, séismes); sociaux (violence, migrations massives). Le recours trop fréquent à une logique de blocs pour expliquer les processus en cours relève de l'intention, louable, de les situer sur l'échiquier géopolitique mondial mais présente le défaut de passer à côté des dynamiques locales. Ainsi, leurs gouvernements seraient les marionnettes soit du grand voisin du nord (les États-Unis), soit courtisés par la Chine, soit alignés par « suivisme

opportuniste » aux « grands » pays du sud du continent qui, à partir des années 2000, se sont inscrits dans ce que certains politistes ont choisi d'appeler la « vague progressiste » et qui a été rebaptisée « cycle », à mesure qu'elle venait s'échouer sur le rivage de la « *real* politique »⁶. Sans nier la réalité et les effets d'une logique de blocs sur la région, notre réflexion s'efforce de porter le regard au-delà de ces vagues devenues écume et de ces cycles qui semblent être dotés d'une force motrice propre, dont on peine à expliquer qui ou quoi infléchit leur direction (et surtout comment).

L'Amérique centrale : un territoire disloqué

- 6 Avant d'en venir à l'analyse des crises actuelles qui secouent plusieurs pays de la région, il ne semble pas inutile, alors que l'on vient de célébrer le bicentenaire des indépendances centraméricaines (1821), de rappeler quelques faits historiques qui questionnent la réalité d'une cohésion régionale et d'une communauté de destin des peuples d'Amérique centrale.
- 7 La première chose à prendre en compte, c'est que la destinée de l'Amérique centrale a été façonnée en fonction des avantages que les *conquistadores* espagnols ont su tirer de sa géographie. Sa configuration isthmique (au Panama, au Nicaragua et au sud du Mexique⁷) a suscité un intérêt tout particulier pour la région comme lieu de transit plus que d'extraction. Ainsi, à l'extrême sud, le Panama appartenait à la Nouvelle Grenade (territoires correspondant actuellement au Panama, à la Colombie, au Venezuela et à l'Équateur) puis, à partir de l'indépendance (1821), à la Grande Colombie dont il ne se sépara qu'en 1903. De l'orientation de ses nombreux cours d'eau grâce auxquels les populations préhispaniques évoluaient pour tirer parti du climat et des ressources aussi bien de l'Atlantique que du Pacifique, la Couronne espagnole ne retint pratiquement que l'avantage offert par l'étroit couloir interocéanique reliant la ville de Panama (côté Pacifique) à Nombre de Dios et Portobelo (côté Atlantique) pour faire transiter l'or et l'argent d'Amérique du Sud vers la métropole. Dans ce cas particulier, le facteur géographique (naturellement donné), combiné à l'utilisation qu'en a fait très tôt le pouvoir colonial, a déterminé jusqu'à aujourd'hui le caractère « transitiste » de son économie. Celui-ci est donc le résultat *sui generis* d'un choix historique qui a œuvré à la consolidation d'un système d'exploitation des ressources (en l'occurrence le facteur géographique comme composant principal et quasi unique) permettant au Panama de se positionner dans l'économie mondiale. L'historien panaméen Alfredo Castillero Calvo, qui a théorisé la notion de « transitisme », insiste sur le fait que « ce fut la conjonction harmonieuse d'une zone périphérique productrice de ressources primaires, d'une mentalité économique spécifique et finalement d'une ressource géographique irremplaçable [l'isthme] qui configurèrent et rendirent possible la fonction transitiste du Panama et par conséquent l'hyperspécialisation de son appareil productif dans le secteur tertiaire » (Castillero Calvo, 1973). Reprenant cette définition, l'historien panaméen du développement Guillermo Castro Herrera en souligne
- « trois aspects fondamentaux : l'un fut la concentration du transit interocéanique par une seule route, sous contrôle d'une puissance étrangère [la Couronne espagnole puis les États-Unis]. Un autre, la subordination des activités productives de l'ensemble du territoire du pays aux besoins du transit. Et le dernier, la concentration de la rente produite par le transit et du pouvoir politique dans l'Isthme, aux mains des groupes sociaux qui contrôlent cette activité » (Castro, 2019 et Castillero Calvo, 1973).

- 8 Les provinces rattachées à la Capitainerie du Guatemala (correspondant actuellement au Guatemala, Belize, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica, en plus des actuelles provinces panaméennes de Chiriquí et Bocas del Toro au sud et de l'État mexicain du Chiapas au nord) se virent, pour leur part, assigner d'autres usages : moins dotées en or (ou les gisements étant plus dispersés et d'un accès moins facile), elles connurent, à l'époque coloniale, un développement principalement agricole.
- 9 Loin d'être insignifiantes, ces différences ont eu une incidence forte sur les formes d'accès à la propriété, sur les lois et sur les hiérarchies sociales ; étant entendu qu'au sein d'une même province, la proximité ou l'éloignement des lieux de pouvoir restreignait ou favorisait l'instauration de dynamiques propres. Autant le contrôle exercé sur les populations indigènes semble avoir été strict au Guatemala (vêtements identifiant chaque ethnie ou communauté ; séparation spatiale plus marquée entre Indigènes et Métis), autant il apparaît plus lâche au Nicaragua ou au Costa Rica situés aux confins du vice-royaume. À cela s'ajoute le fait que la zone limitrophe entre la large frange atlantique de ces provinces – jamais ou très partiellement conquise par les Espagnols – formait une zone interlope où la contrebande allait bon train entre les colons espagnols, les Indigènes non conquis et les corsaires anglais qui y transitaient nombreux. La formalisation postérieure d'un protectorat britannique sur certaines régions de la Caraïbe centroaméricaine a engendré une fracture culturelle, religieuse, politique, économique et linguistique qui a laissé des séquelles : qu'il s'agisse du contentieux (toujours vivace) entre le Guatemala et le Belize (anciennement Honduras britannique) ou de l'incorporation tardive des régions atlantiques à la république du Nicaragua (1894).

Patría grande vs. Patria chica

- 10 Pas plus qu'à l'époque coloniale, le temps des indépendances ⁸ (1821) n'apporta d'unité à la région si l'on considère d'abord les défections, notamment celle du Chiapas qui, rapidement (1824), préféra être « *cola de león que cabeza de ratón* » (la queue du lion [mexicain] plutôt que la tête de la souris [centraméricaine]). Il y eut ensuite les luttes intestines qui ruinèrent les tentatives de constituer une fédération centraméricaine (1824-1839) et les guerres qui, pendant plusieurs décennies, fleurirent sur les dépouilles de l'empire colonial et furent surtout le reflet de conflits d'intérêt entre les différentes castes. Dans son essai *La Patria del Criollo* (1990), l'historien guatémaltèque Severo Martínez Peláez offre une interprétation de cette période dont on a tiré le constat suivant :

« Après avoir passé plusieurs siècles à disputer le pouvoir aux représentants de la Couronne espagnole en position d'infériorité, l'aristocratie créole enfin consacrée, qui comptait bien s'employer à préserver les privilèges hérités du système colonial, souhaitait obtenir une indépendance sans révolution. En revanche, les couches moyennes élevées ⁹ (métisses) voyaient dans la fin d'une relation exclusive avec la métropole – avec ou sans indépendance – l'occasion de changer les conditions d'accès à la propriété, le régime de travail et les formes d'expansion du marché interne et externe. Produit de la frustration séculaire d'avoir été tenues à l'écart du pouvoir politique et économique, et face à la menace de voir les espoirs de transformation de leur condition historique leur échapper une fois encore, ces couches moyennes ont constitué, juste après l'indépendance, les forces vives des mouvements (puis des partis) libéraux en opposition au projet conservateur incarné par l'aristocratie créole » (Roux, 2010).

- 11 D'un point de vue politique, le libéralisme centroaméricain (inspiré, dans les domaines politique et économique, des idées libérales européennes) constitua donc bien un élément de rupture avec les structures de pouvoir colonial. Néanmoins, d'un point de vue territorial, les années postindépendance et en particulier la seconde moitié du XIX^{ème} siècle – qui vit l'essor de ce que l'histoire connaît sous le nom de « révolutions libérales » – furent marquées par une agressive colonisation interne qui se réalisa au détriment des populations autochtones. Il s'agit donc plutôt d'une nouvelle répartition, laquelle impliquait pour les nouvelles élites de se tailler une part du gâteau abandonné par la puissance coloniale et bientôt convoité par une autre puissance émergente : les États-Unis. Faisant écho aux grands desseins unificateurs de Simon Bolivar et José de San Martín au sud du continent, les élites libérales des nouvelles nations centroaméricaines hissèrent rhétoriquement le drapeau de la *Patria Grande*, tout en poursuivant une intense lutte de fiefs, dont l'une des plus marquantes est sans doute le conflit historique qui, au Nicaragua, opposa la ville de León, bastion libéral à Granada, la conservatrice.
- 12 On aurait tort de sous-estimer l'importance de ces antécédents historiques tant ils ont marqué le récit sur lequel les institutions politiques et économiques des pays de la région se sont construites. Les vellétés de *Patria Grande* se sont fracassées contre les ambitions d'une multitude de *patrias chicas* qui, en fonction du modèle de développement économique qu'elles comptaient privilégier (production, agriculture ou commerce, notamment), ont opté, qui pour une expansion territoriale interne, qui pour des alliances avec des forces extérieures, qui pour les deux à la fois. Si le discours anti-hégémonique, fondé sur une réaction à une situation de dépendance bien réelle, fut principalement porté par les partis libéraux centraméricains, force est de constater que la rhétorique nationaliste (voire anti-impérialiste à des périodes plus récentes¹⁰) fut assez rapidement mise au service d'aspirations développementistes qui requéraient un contrôle du pouvoir, des territoires, des ressources et de l'économie par les nouvelles élites (qu'elles soient conservatrices ou libérales). Avec le temps, ces aspirations firent l'objet de quelques accommodements avec les États-Unis en tant que puissance hégémonique émergente.
- 13 À l'heure des indépendances, l'ancienne structure dominante bicéphale (fonctionnaires de la Couronne/Créoles) de l'époque coloniale a donc subsisté sous la forme d'élites libérales ou conservatrices qui se sont appuyées au gré des besoins sur des forces étrangères ou sur des alliances ponctuelles avec les groupes subalternes (Indigènes, Métis pauvres, paysans et plus tard prolétariat urbain).

Quelques exemples marquants des jeux d'alliances au Honduras et au Nicaragua

- 14 Quelques faits marquants de l'histoire contemporaine du Nicaragua et du Honduras rendent compte de ces complexes jeux d'alliances et des ressorts destinés à mobiliser, voire à coopter, des catégories sociales à priori rétives à adhérer à un projet de société ne répondant pas à leurs intérêts et dont ils ne maîtrisaient ni les tenants ni les aboutissants.
- 15 Le premier concerne la manière dont les gouvernements de ces deux pays ont « interprété » les préconisations faites dans le cadre de l'Alliance pour le progrès, un

programme mis en place sous l'administration de John F. Kennedy. Les États-Unis, en effet, soucieux d'éviter la propagation de la révolution cubaine (1959) sur l'ensemble du sous-continent, avaient engagé les gouvernements latino-américains à faire certaines concessions en vue de réduire les inégalités. Dans la foulée, ils avaient osé l'idée de réaliser des réformes agraires – peu après, rappelons-le, avoir activement soutenu un coup d'État contre le président Jacobo Árbenz au Guatemala (1954), dont le principal projet était précisément la mise en œuvre d'une réforme agraire. Sur place, les souhaits de Washington se traduisirent par des redistributions *sui generis* qui prirent la forme d'une nouvelle avancée de la frontière agricole vers l'Atlantique, c'est-à-dire une colonisation interne de territoires majoritairement peuplés par des populations indigènes. Alors qu'au Honduras, le choix fut fait d'encourager la formation de structures collectives de production (de palmiers à huile notamment) afin d'incorporer la paysannerie à l'économie nationale et du même coup de coopter/contrôler les organisations syndicales rurales, au Nicaragua, l'encadrement gouvernemental de cohortes de journaliers expulsés des régions du Pacifique fit long feu. Le rassemblement aléatoire de populations déracinées dans les régions reculées de l'Atlantique ne contribua pas à l'effacement des systèmes de hiérarchie existants ni ne déboucha sur une cohésion d'intérêts entre petits, moyens et grands propriétaires identifiés au même territoire. En réalité, le « rapprochement » se produirait bien des années plus tard, en 2012, lorsque le projet gouvernemental de creusement d'un grand canal interocéanique ferait de nouveau planer la menace d'une perte des terres si durement conquises sur la nature (Roux, 2017). Au-delà de ce constat, qui met en lumière les dynamiques du présent au regard de celles du passé, il convient d'attirer l'attention sur la manière dont, en particulier au Nicaragua, les tenants du pouvoir ont mobilisé une perception de la conquête du territoire profondément ancrée dans l'histoire du pays. Dans les années 1970, les terres fertiles du Pacifique ont été accaparées pour la culture intensive du coton, en grande partie par les membres de la dynastie gouvernante – les Somoza qui, entre père et fils ont exercé un pouvoir dictatorial pendant près de quarante ans (1934-1979)¹¹. Cela a conduit à l'expulsion de familles paysannes envoyées vers des terres dites nationales (depuis la révolution libérale de la fin du XIX^{ème} siècle). Cette notion de « terres nationales » renvoie, d'une part, à l'esprit de conquête et à l'idée de « *terra nullius* » concernant les territoires habités par les populations indigènes ; d'autre part, elle prétend asseoir l'autorité du chef libéral magnanime – auquel le peuple sera redevable du partage du territoire. Ainsi s'accomplit la prouesse de donner à une population de fait reléguée à la marge – tant socialement que territorialement – l'impression d'être partie prenante de la nation et ce, sans avoir à modifier d'un *iota* la structure inégalitaire de la propriété foncière défendue aussi bien par l'oligarchie conservatrice que par les élites libérales.

- 16 Le lien entre contrôle du pouvoir économique et exercice élitiste du pouvoir politique placé sous la direction d'un chef autoritaire est décrit dans un article intitulé « Autoritarisme, violence et élites au Nicaragua. Réflexions sur la crise (2018-2019) ». Les auteurs, Antonio Monte et Juan Pablo Gómez signalent que : « [...] pour l'Amérique centrale "la démocratie représentative n'est pas un résultat historiquement nécessaire du développement capitaliste" (Torres-Rivas, 549). Au contraire, l'articulation du développement économique avec la politique nicaraguayenne tend à renforcer une culture autoritaire » (Monte & Gomez, 2020, p. 14).

L'art de savoir coopter

- 17 Les relations ambiguës qui ont présidé aux origines des mouvements syndicaux au Honduras et au Nicaragua constituent un autre exemple de la manière complexe dont se sont tissées les relations de pouvoir. On s'est brièvement référé plus haut à l'intervention militaire qui, en 1954, a étouffé dans l'œuf les velléités de réforme agraire au Guatemala et renforcé l'emprise sur le pays de la compagnie bananière étatsunienne *United Fruit Company*. Pourtant, la grande grève des travailleurs des bananeraies déclenchée à peine un an plus tard (1955) au Honduras connût un tout autre dénouement. Des concessions furent faites dans le sens du droit du travail et dans celui du droit de s'organiser ; conquêtes sociales dûment encadrées par des assesseurs du syndicat étatsunien AFL-CIO et par les institutions de l'État hondurien. Il en reste, aujourd'hui encore, des organisations rurales bien mieux structurées que dans les pays voisins, capables dans certains cas d'exercer de réelles pressions sur le gouvernement mais également perméables à la cooptation et au contrôle, du fait de leurs origines. Pour tenter d'expliquer le revirement de la puissance hégémonique dans la solution à apporter aux luttes sociales au Guatemala et au Honduras, on peut avancer l'hypothèse que, dans le premier cas, la menace de voir s'opérer des transformations structurelles profondes venait d'un gouvernement porté par une base sociale et que, dans le second, l'État hondurien a joué à la fois le rôle de bâtisseur d'une cohésion nationale et celui de mur de contention permettant de préserver des intérêts privés étrangers et domestiques.

L'art de pactiser pour mieux régner

- 18 C'est sans doute au Nicaragua que le pouvoir dictatorial d'Anastasio Somoza García (père) a œuvré le plus habilement pour exploiter à son profit le sentiment « anti-oligarchique » (c'est à dire anticonservateur) historiquement ancré au sein des classes populaires (urbaines principalement, étant entendu que celles-ci restent minoritaires dans un pays essentiellement rural). En effet, plus que d'opposition idéologique entre deux courants politiques, c'est plutôt de rivalités d'intérêts économiques qu'il faut parler. En encourageant une croissance rapide des masses salariées dans différents secteurs de l'industrie, Anastasio Somoza a réussi à affaiblir ses adversaires conservateurs non seulement économiquement mais aussi politiquement. Comme le fait remarquer l'historien Jeffrey Gould dans son essai *Amigos peligrosos, enemigos mortales: Somoza y el movimiento obrero nicaraguense, 1944-46* (*Amis dangereux, ennemis mortels : Somoza et le mouvement ouvrier nicaraguayen, 1944-46*), en promulguant l'adoption d'un code du travail (1946), le salaire minimum, la journée de travail de huit heures, les congés et les droits syndicaux, Anastasio Somoza est parvenu à s'attacher une partie des organisations ouvrières de l'époque et même à être reconnu comme un chef ouvrier par les dirigeants socialistes qu'il avait pourtant politiquement persécutés (Gould, 1997, p. 50). Ainsi, bien que divisé entre une fraction somoziste de tradition ouvriériste – attachée malgré tout à préserver un certain degré d'autonomie – et une fraction socialiste adhérant aux principes marxistes, le mouvement syndical nicaraguayen a préféré pactiser avec Anastasio Somoza plutôt qu'avec la droite conservatrice. Plus tard, dans la lutte pour renverser la dictature, le dilemme des stratégies d'alliances se posera à l'inverse lorsqu'une partie des partisans de la cause sandiniste (principalement au sein du mouvement étudiant), bien que sympathisant avec les idées

marxistes des socialistes, se prononcera pour une alliance tactique avec une fraction de l'oligarchie (Gould, 1997, p. 53). C'est cette position qui finira par s'imposer et s'avèrera payante lorsque l'oligarchie conservatrice, au vu du rapport de force, n'aura d'autre choix que de rompre le pacte tacite qu'elle entretenait avec la dictature somoziste et de rallier l'insurrection populaire et les forces de la guérilla sandiniste, protagonistes de la révolution de 1979.

- 19 On a, jusqu'ici, voulu montrer comment la structuration politique et sociale des sociétés centraméricaines était le résultat d'une construction des rapports sociaux fondés sur des intérêts économiques (voire territoriaux) qui, en traversant les siècles, est restée profondément ancrée dans la conscience collective. Dans la mesure où ces formes d'organisation sociale sont définies par une histoire assumée conjointement, elles peuvent se reproduire (ou être reproduites) dans des conjonctures différentes et finalement inscrire une certaine continuité dans des périodes d'apparentes ruptures. Il ne s'agit pas là de s'embourber dans des affirmations déterministes mais, au contraire, de montrer comment ces constructions peuvent ressurgir, voire être consciemment (re)mobilisées, par des discours et/ou par des actes, en particulier dans des périodes où l'inégalitaire équilibre qui structure les sociétés se trouve menacé.
- 20 Dans cette optique, les postulats de Victor H. Acuña et de Juan Pablo Monte et Antonio Gomez à la suite de Benedict Bull, ont raison d'insister sur l'étroite relation entre le contrôle du pouvoir économique par les élites et la gestion autoritaire de longue durée du pouvoir politique :
- « La tendance en Amérique centrale [...] est que les élites politiques et économiques contrôlent les structures du pouvoir, ce qui entrave la consolidation des institutions et des pratiques démocratiques. Selon Bull, à l'exception du Costa Rica, les politiques économiques des sociétés d'Amérique centrale ont tendance à façonner des gouvernements et des systèmes d'autorité caractérisés par "des institutions faibles et des élites fortes". C'est ce caractère de pérennité et de récurrence des systèmes autoritaires, semblable à un sédiment, que nous soulignons avec le concept de tradition autoritaire » (Monte & Gomez, 2020, p. 15).
- 21 Cette observation incite à déduire qu'en l'absence d'institutions fortes (c'est-à-dire qui font sens pour une majorité de la population) ce sont les pactes scellés avec l'adversaire politique, le rival économique (ou avec les forces sociales) qui font office de garants de la paix sociale et du *statu quo* permettant le maintien d'un gouvernant ou d'une force politique au pouvoir. À l'encontre d'un processus démocratique censé concerner l'ensemble de la société, la logique de pacte fonctionne sur le mode du calcul des rapports de force en présence, en fonction des intérêts spécifiques du moment de chacun des partenaires et souvent au détriment des groupes qui en sont exclus. L'analyse des crises sociales qui ont secoué le Nicaragua (depuis 2018) et le Honduras (depuis le coup d'État de 2009) permet de mettre à l'épreuve l'idée que les pactes entre État et oligarchie ont joué un rôle majeur pour tenter de juguler des crises sociales (notamment par le biais d'accords économiques en échange de non-intervention politique) mais que l'irruption d'une force tierce peut soit les renforcer, soit les faire voler en éclat. En d'autres termes, les ruptures de pacte peuvent aussi bien survenir à cause d'une crise qu'en être la cause.

Une lecture des crises sociales récentes au Honduras, au Guatemala et au Nicaragua

- 22 Comme on va le voir maintenant, les crises récentes au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua peuvent toutes être rattachées à la tradition de pactes (ou à leur rupture). Par ailleurs, elles ont comme dénominateur commun l'opposition à des réformes ou l'indignation face à des faits de corruption concernant le système de sécurité sociale (excepté au Honduras où on observe un effet retardé). Ce détail nous paraît symptomatique en ce qu'il se focalise sur la défense d'une institution concernant l'ensemble des citoyens (et par conséquent symbole d'un accès égalitaire et démocratique à un droit fondamental), face aux attaques et aux malversations d'une oligarchie rapace.
- 23 Au Honduras, on présentera le coup d'État de 2009, les grandes marches contre la corruption de 2015 et la crise post-électorale de novembre 2017 avec, en toile de fond, les révélations de la Mission d'appui contre la corruption et l'impunité au Honduras (MACCIH) diligentée par l'organisation des États américains (OEA). Au Guatemala, on s'intéressera aux grandes manifestations que provoquèrent, en 2015, les révélations de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), une entité créée sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) dans le prolongement des accords de paix (1996) pour faire la lumière sur les délits commis et aider à démanteler les réseaux illégaux et les organisations clandestines de sécurité ayant survécu aux 36 années de conflit armé. Enfin, dans le cas du Nicaragua, notre attention se portera sur l'explosion sociale d'avril 2018 qui, partie initialement de la répression brutale de petits groupes de manifestants contre un projet de réforme du système des retraites, a dégénéré en un conflit frontal – qui se poursuit depuis – entre une grande partie de la société et les forces politiques fidèles au (et contrôlées par) le gouvernement.

Honduras : un système de contrôle du pouvoir « enkysté » dans le bipartisme

- 24 Les causes du coup d'État du 28 juin 2009 au Honduras, qui a provoqué la chute du président José Manuel Zelaya élu en 2006 sous l'étiquette du Parti libéral, ont fait de la part des analystes (géo)politiques, repris par la plupart des médias étrangers¹², l'objet d'une lecture renvoyant à la résurgence d'un affrontement entre blocs. Celle-ci dérivait aussi bien des interprétations produites par les nostalgiques de la guerre froide (à droite sur l'échiquier politique), lesquels invoquaient à propos du président déposé le retour du « péril rouge », tandis que pour les tenants de l'anti-impérialisme (à gauche), le conflit est-ouest (Bloc socialiste des pays de l'Est – États-Unis, démocraties occidentales) s'était déplacé sur un axe nord-sud (États-Unis et démocraties occidentales – Bloc des pays de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques-ALBA). Alors que les premiers – voyant dans la consultation des citoyens sur la convocation d'une assemblée constituante, une manœuvre du président José Manuel Zelaya pour briguer une réélection, interdite par les « articles gravés dans le marbre¹³ » – invoquaient une « succession constitutionnelle », les autres retinrent comme cause principale du « putsch » militaire, une tentative orchestrée par Washington d'affaiblir le maillon le plus faible des pays de l'ALBA. Si elle est partiellement exacte, cette interprétation est néanmoins incomplète car elle ne dit rien ou presque des ressorts internes qui ont

déclenché le coup d'État, ni n'explique ses répercussions postérieures. Il est donc nécessaire d'éclairer les événements depuis une perspective plus locale. Tout d'abord, en insistant sur la dualité des formations politiques, en particulier des partis libéraux au sein desquels, comme on l'a vu, cohabitent des couches populaires et une élite opulente ; cette dernière exerçant le pouvoir en fonction de ses intérêts particuliers (corporatistes).

- 25 Issu d'une famille aisée d'éleveurs et de propriétaires fonciers (du département d'Olancho), le président José Manuel Zelaya ne faisait pas exception à la règle. Son rapprochement avec les pays de l'ALBA et avec la fraction populaire de son parti n'avait donc rien d'évident. On ne peut s'étendre ici ni sur les raisons, ni déterminer à partir de quel moment la fraction de l'élite libérale a senti ses intérêts trop gravement menacés pour continuer à soutenir José Manuel Zelaya – notamment la possibilité d'un changement structurel remettant en question l'alternance au pouvoir, depuis plus d'un siècle, des élites libérales et conservatrices. En revanche, il apparaît assez plausible que cette défection ait encouragé un rapprochement entre le chef d'État et les forces populaires, y compris celles, plus radicales, organisées en dehors du parti Libéral ; étant entendu que la conquête d'une base sociale exige des concessions. Le fait que le président ait été renversé par des membres de son propre parti plaide pour l'idée d'une rupture provoquée non sur des bases idéologiques, mais au contraire destinée à resserrer les liens d'intérêts entre les élites libérales et conservatrices. De fait, lors des élections convoquées quelques mois après le coup d'État, c'est un président affilié au parti National (conservateur) qui fut élu. Parallèlement, le mouvement social coalisé au sein du Front national de résistance populaire (FNRP) resta extrêmement soudé et combattif jusqu'en 2012, date à laquelle la décision de former un nouveau parti (*Libertad y refundación-LIBRE*) pour porter la candidature de l'épouse de José Manuel Zelaya, Xiomara Castro, aux élections de 2013, provoqua d'intenses débats au sein d'un mouvement social, divisé entre les partisans de maintenir l'organisation d'une assemblée constituante et les partisans d'un retour dans le giron de la politique parlementaire classique. Bien que battu aux élections par le conservateur Juan Orlando Hernandez, *LIBRE* parvint tout de même à se hisser à la seconde place, détrônant le parti Libéral qui se convertit ainsi en arbitre entre les deux forces politiques. Dans cette mesure, les déclarations de la communauté internationale (notamment de l'Union européenne dans son rapport de mission électorale) se réjouissant de la fin d'un système bipartite, apparaissent, jusqu'à aujourd'hui, assez peu convaincantes. D'autant moins que le scénario se répéta presque à l'identique lors des élections 2017, à la différence que celles-ci, entachées de fraude, donnèrent lieu à des protestations massives suivies de l'imposition d'un couvre-feu et d'une répression qui causa au moins une trentaine de morts. Deux autres particularités de ce scrutin méritent d'être mentionnées : d'une part, en 2015, l'annulation par la Cour suprême des articles de la Constitution et du code pénal interdisant au président d'exercer un second mandat consécutif (ceux-là mêmes au nom desquels José Manuel Zelaya avait été renversé) ; d'autre part, pour affronter le président-candidat, un attelage emmené par Salvador Nasralla (candidat malheureux, en 2013, du Parti anticorruption-PAC, situé au centre droit) et secondé par José Manuel Zelaya de *LIBRE*. Si elle a suscité un peu d'étonnement voire un franc dédain dans le camp « progressiste » latino-américain et au-delà, cette alliance mérite qu'on s'y intéresse pour ce qu'elle révèle des arrangements au sein de la politique locale mais aussi pour le message qu'elle prétendait délivrer à la société hondurienne. On pourrait, en effet, se demander pourquoi le dirigeant de *LIBRE*, la

seconde force politique du pays, avait accepté de s'effacer derrière un candidat plutôt marqué à droite, doté d'une base sociale fluctuante et sans représentation parlementaire ? Pour comprendre, il faut se remémorer le scandale qui, deux ans auparavant (2015) avait fait descendre dans les rues des milliers de Honduriens. À travers d'impressionnantes marches aux flambeaux convoquées tous les vendredis soir, les manifestants protestaient contre le pillage des fonds de l'Institut hondurien de sécurité sociale (IHSS) dans lesquels étaient impliqués de hauts fonctionnaires du gouvernement de Porfirio Lobo ¹⁴ (PN). Les malversations avaient, entre autres, servi à financer la campagne électorale du Parti national en 2013. Par ailleurs, l'enquête révéla la création d'entreprises fantômes supposément prestataires de l'IHSS, notamment l'entreprise « Astropharma », créée par la députée du Parti national Lena Gutiérrez et sa famille, accusée d'avoir substitué les principes actifs de médicaments par de la farine, causant la mort de milliers de patients. En l'absence de confiance dans les institutions gangrenées par la corruption, l'exigence se porta sur la création d'une CICIH, similaire à la CICIG guatémaltèque, qui au même moment (avril 2015) avait mis à jour un ample trafic de fonds – également en préjudice de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale – remontant jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir ¹⁵. Cédant partiellement à la pression de la rue, les autorités honduriennes négocièrent l'installation, en 2016, d'une Mission d'appui contre la corruption et l'impunité au Honduras (MACCIH), dépendant de l'OEA. Par ce choix, le gouvernement misait sur le fait que celle-ci serait plus maniable, d'une part parce que le vote (ou non) du Honduras de certaines résolutions de l'OEA concernant d'autres pays de la région, pourrait éventuellement être conditionné à une action plus ou moins accommodante de la MACCIH ; d'autre part, parce que les enquêtes placées sous la tutelle des institutions locales resteraient contrôlables. De fait, le pari fut tenu, car la MACCIH et son chef de mission ne tinrent pas longtemps après avoir confondu cinq députés et mis en cause une soixantaine d'autres pour faits de corruption. Le coup de grâce fut donné en 2018 lorsque, faisant bloc, les parlementaires votèrent une loi ¹⁶ habilitant la Cour des comptes à enquêter pendant trois ans avant que de quelconques poursuites puissent être engagées contre des suspects. Les parlementaires de gauche, certains d'entre eux mis en cause par les enquêtes de la MACCIH, ont joué un rôle ambigu : le discours anti-impérialiste traditionnellement mis en avant a en partie servi à prêter main forte à la droite la plus conservatrice – elle-même d'ailleurs souvent accusée d'être aux ordres des États-Unis.

Guatemala : pacte de corrompus

- ²⁶ Alors qu'au Honduras, ce sont les clameurs de la société civile qui ont permis l'installation (même éphémère) de la MACCIH et la classe politique dans son ensemble qui s'est chargée d'en entraver l'action, au Guatemala, au contraire, ce furent les révélations de la CICIG en 2015 qui incitèrent les citoyens à manifester leur indignation tous les samedis pendant plusieurs mois. Ce mouvement de grande ampleur a convoqué tous types de catégories sociales et de toutes sensibilités politiques. Ainsi on a pu voir des patrons mais aussi leurs employés, des représentants des formations de droite comme de gauche, des collègues d'avocats et des paysans, des groupes féministes et des petits commerçants... Toutefois, si la dénonciation de la corruption du gouvernement a effectivement rassemblé, elle n'a pas entraîné de jonction autour de revendications de type social et encore moins de rapprochement, même minime, entre les strates

supérieures et inférieures, caractéristiques de l'agencement de la société guatémaltèque. L'élection, en septembre 2015, de Jimmy Morales a donné lieu à une recomposition des alliances au sein des catégories aisées qui n'a pas eu d'incidence sur les politiques en direction des catégories populaires. Rattrapé à son tour par les affaires, le nouveau gouvernement et les réseaux de pouvoir (principalement économiques et/ou militaires) qui le soutenaient ont, comme au Honduras, pointé la menace de l'ingérence extérieure pour justifier le non-renouvellement du mandat de la CICIG. La situation s'est envenimée lorsque son coordinateur, le juriste colombien Ivan Velasquez, fut déclaré *persona non grata*. Le 31 août 2018, les locaux de la CICIG furent encerclés par des blindés. Au même moment, la comparution à la télévision du président entouré de l'état-major de l'armée constitua un message d'avertissement clair dans un pays où le spectre de la guerre civile est encore loin d'être effacé. Néanmoins, début janvier 2019, la rétention *manu militari* de fonctionnaires de la CICIG à l'aéroport déclencha des manifestations sans précédent, principalement impulsées par des organisations populaires et de défense des droits humains, et une crise institutionnelle comme le Guatemala en a souvent connu ; crise qui vit s'affronter les magistrats de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême de justice¹⁷. À la différence du Honduras et du Nicaragua, en raison de la persistance d'une société qui reste profondément segmentée, en grande partie sur des bases raciales, il est difficilement envisageable pour l'oligarchie guatémaltèque et les classes dominantes de nouer des alliances – même temporaires – avec des forces représentatives des couches populaires d'une population majoritairement indigène. Dans cette situation, les forces armées et le système de justice restent les principaux gardiens du maintien de l'ordre social. Les facteurs déclencheurs de crises sociales sont plus le résultat de luttes de factions au sein des élites économiques, des forces armées ou des organes de justice que d'une confrontation directe orchestrée par les catégories sociales dominées sur la base de revendications de type « classiste ».

Nicaragua : la société civile éternelle arbitre de pactes fluctuants

- 27 Finalement, la situation de crise que traverse le Nicaragua depuis avril 2018, en même temps qu'elle se distingue des deux autres exemples – notamment à travers l'orientation idéologique « progressiste » proclamée par son gouvernement – constitue un condensé des thématiques abordées tout au long de ce texte. On y retrouve l'héritage du libéralisme politique même (et surtout) dans une situation d'apparente rupture politique, comme le fut la période de la révolution sandiniste (1979-1990) ; la tradition des pactes entre élites et la cooptation des organisations populaires pour assoir le pouvoir d'un groupe dominant au détriment d'un autre ; le recours à l'image d'un ennemi interne soutenu par des forces étrangères ; tous ces éléments concourant finalement à la réinstauration d'un pouvoir autoritaire dans le but d'exercer un contrôle sans partage sur la société toute entière.
- 28 Il convient d'abord de souligner que le cadre idéologique qui a défini les orientations de la révolution sandiniste, s'il s'est réclamé du marxisme (et a été catalogué exclusivement comme tel par ses détracteurs), a également amplement puisé dans la tradition du libéralisme politique. Cela est particulièrement observable dans les choix de développement et de répartition agraire, fondés sur un maintien de grands domaines – qui furent nationalisés – cohabitant avec une tolérance assez suspicieuse de petites propriétés et des redistributions de terres concédées assez tardivement sous la

pression politique et économique exercée, il faut le rappeler, dans le cadre du conflit armé interne. Ainsi, Antonio Monte et Juan Pablo Gómez relèvent que :

« Le discours révolutionnaire a également fonctionné sur la base d'hypothèses classistes et racistes qu'il n'a jamais revues et dont il ne s'est peut-être même pas rendu compte. Les paysans qui composaient la *Contra* ont été privés de leur capacité d'action et leur condition de Nicaraguayens, donc de citoyens, a été ignorée – ils ont été laissés en dehors du processus révolutionnaire. Ce qui était réprimé dans ce discours n'était pas la différence, mais la similitude : leur condition de Nicaraguayens (Agudelo 2015-73) » (Monte & Gomez, 2020, p. 10.)

- 29 En référence à ce qui précède, il convient de rappeler que si la position anti-impérialiste du gouvernement sandiniste fut motivée par le blocus instauré par les États-Unis, elle ne fut, d'emblée, nullement anticolonialiste, malgré l'existence d'une question ethnique pourtant bien réelle. Le statut d'autonomie des régions de la côte atlantique (RAAN et RAAS¹⁸) fut également une concession tardive (1987) faite dans le contexte du conflit armé interne et dont les motivations profondes obéissaient, chez certains dirigeants de l'époque, plus à des considérations stratégiques qu'à des convictions sur le droit à l'auto-détermination des peuples indigènes.
- 30 D'un point de vue strictement politique et en matière de justice sociale, Adrián Meza, professeur de droit du travail et directeur de l'Université Paulo Freire¹⁹, estime qu'il convient de démentir le mythe entretenu selon lequel « le FSLN [Front sandiniste de libération nationale] serait le Parti des travailleurs [...] » et considère qu'il a « toujours été un conglomérat politique dont la référence était liée à une perspective de libération nationale, d'autodétermination et de souveraineté ». Bien que sa sensibilité sociale l'orienta vers les populations les plus marginalisées « c'est un espace politique où convergent les milieux liés à l'entreprise, aux syndicats, aux populations des quartiers et même à la classe moyenne qui a joué un rôle très important dans la conduction de la lutte contre la dictature somoziste » (Roux, 2020).
- 31 À la différence d'autres pays d'Amérique latine où l'avènement de gouvernement dits progressistes fut le résultat d'importantes mobilisations sociales (Bolivie, Venezuela, Équateur), la reconquête du pouvoir par Daniel Ortega en 2007, en plus d'être favorisée par ce contexte latino-américain, découla d'un pacte scellé des années auparavant (en 1998) entre la direction du FSLN et son principal adversaire politique, le Parti libéral constitutionnaliste (PLC), dirigé par Arnoldo Alemán alors président de la République en exercice. Ce pacte visait à se répartir le contrôle de toutes les institutions de l'État, même sans exercer formellement le pouvoir exécutif et c'est donc grâce à lui que la loi électorale pût être modifiée en réduisant le pourcentage de voix à obtenir pour remporter la victoire.
- 32 Dès le début, le pacte a eu un objectif stratégique : recouvrer le pouvoir et s'y maintenir coûte que coûte. Il était donc important de le justifier politiquement auprès de la base sociale, d'une part en introduisant la notion de « restitution des droits », dans le but de se démarquer des politiques ouvertement néolibérales menées par les gouvernements précédents ; d'autre part en ravivant l'idée d'une entente naturelle de classe entre sandinistes et libéraux ; formations censées représenter le peuple contre des élites néolibérales, relais consentant des politiques imposées par les institutions financières internationales. On retrouve là le schéma destiné à flatter le sentiment anti-oligarchique des classes populaires utilisé à d'autres époques par les ténors du libéralisme, en particulier par la dynastie des Somoza. Mais, tout comme par le passé, cette rhétorique avait aussi pour objet de masquer une alliance de fait avec les tenants

les plus influents de cette même oligarchie. Sous le gouvernement Ortega, celle-ci se matérialisa sous la forme de l'accord de « dialogue et consensus », qui fut inscrit dans la constitution (en 2009), lorsque les contrecoups de la crise financière internationale de 2008 firent vaciller l'économie et que le gouvernement prit l'initiative d'accords tripartites, à travers lesquels les syndicats s'engageaient à renoncer à des augmentations salariales en échange du maintien des emplois (en particulier dans les entreprises de Zone franche, à l'implantation très volatile). On ne peut manquer de voir dans cet accord le retour du « sacrifice » exigé à l'époque de la révolution (et du blocus) à l'ensemble des travailleurs pour la défense de la production. Toutefois, en 2018, les circonstances n'étaient plus les mêmes : la tertiarisation de l'économie avait à ce point avancé que les avantages en matière fiscale et de droit du travail concédés aux entreprises de Zone franche s'étendaient maintenant à des secteurs jusqu'alors soumis à la législation nationale sur le travail (notamment dans le secteur rural).

- 33 Pour comprendre ce qui a mis fin à cette lune de miel et provoqué la rupture du soutien que le patronat national apportait au gouvernement, il faut d'abord prendre acte que ce genre de pacte implicite est un accord de circonstance où chacun des protagonistes attend son heure pour prendre le dessus sur l'autre. L'explosion d'indignation, causée par la répression brutale des manifestations contre une réforme du système de pensions, a sans doute été interprétée comme une marque de faiblesse du gouvernement dont il serait possible de tirer profit. En témoigne le ralliement précipité aux mobilisations de certains chefs d'entreprises jusque-là alliés du régime. Il faut ensuite accorder une attention particulière au fait que le président Daniel Ortega ait choisi de s'entourer de chefs d'entreprises de la Zone franche – en majorité étrangers – pour annoncer le retrait de la loi controversée quatre jours après sa présentation. Si l'avertissement adressé de forme subliminale, « ce sera moi ou le chaos », était recevable par les investisseurs internationaux, il l'était difficilement pour le patronat national, d'autant moins que la répression avait causé les premiers morts et que, de ce fait, les protestations allaient croissant, passant du rejet d'une réforme à l'exigence de démission du gouvernement jugé responsable de cet engrenage de violence. Il ne fait aucun doute que la rupture de l'entente, dont gouvernement et patronat s'accommodaient plutôt bien, a été forcée par des circonstances extérieures (l'action massive de la société civile) et non par la volonté des protagonistes de l'accord eux-mêmes. Pourtant, ne pouvant admettre la défection d'une partie importante de la population – y compris de militants du FSLN – le régime s'est enfermé dans une rhétorique visant à dénoncer un coup d'État ourdi et financé par des forces externes et des représentants de l'oligarchie nationale, destiné à déstabiliser des politiques économiques et une cohésion sociale pourtant saluées par les institutions financières internationales. Ce raisonnement quelque peu retors, qui voudrait que les comparses économiques d'hier sabordent aujourd'hui un système qui avait jusque-là assuré leur prospérité et garanti la paix sociale, apparaît assez peu cohérent si on le prend au pied de la lettre. En revanche, il acquiert une tout autre consonance si on considère la perception de l'histoire mobilisée pour que le discours soit interprétable par la population locale – que celle-ci y adhère positivement ou le perçoive au contraire comme une menace. Cette utilisation de la mémoire collective est particulièrement bien illustrée par l'acharnement dont a fait preuve Daniel Ortega à l'égard de divers membres de l'influente famille Chamorro à l'approche des élections en novembre 2021. Historiquement liée au parti conservateur, celle-ci compte, en effet, parmi ses prestigieux ancêtres plusieurs présidents de la république, notamment Fruto

Chamorro, le premier de la nation nouvellement indépendante à être nommé à cette fonction et plus récemment, Violeta Barrios de Chamorro, première femme à occuper la fonction présidentielle et qui, en battant Daniel Ortega lors des élections de 1990, mit fin au conflit armé interne et referma la parenthèse ouverte par la révolution sandiniste. Mais celle-ci est aussi la veuve de Pedro Joaquín Chamorro Cardenal, fondateur du grand quotidien conservateur *La Prensa*, dont l'assassinat sur ordre de Somoza (fils), en 1978, provoqua une mobilisation populaire qui contribua à accélérer la chute de la dictature. Pendant la révolution, deux des quatre enfants du couple restèrent fidèles au camp conservateur, Cristiana en tant que directrice de *La Prensa* et Pedro Joaquin au sein du conseil politique de la *Contra*, tandis que les deux autres, Claudia et Carlos Fernando embrassèrent la cause sandiniste – ce dernier fut directeur du quotidien sandiniste *Barricada* avant de rompre avec le FSLN au milieu des années 1990. Le média en ligne *Confidencial* et le programme *Esta Semana* qu'il dirige, ont été parmi les plus fameuses tribunes pour dénoncer le pacte Ortega-Alemán. Les griefs que Daniel Ortega nourrissait contre la famille Chamorro étaient donc à la mesure de son intérêt à la désigner comme cible privilégiée de la lutte anti-oligarchique. Dès avril 2018, *Esta Semana* fut un des premiers médias à être interdit d'antenne puis en 2019, à voir ses locaux investis par la police et confisqués pour être transformés un an plus tard en Maison maternelle gérée par le ministère de la Santé. Les deux principaux quotidiens nationaux *La Prensa* et *El Nuevo Diario* (tous deux dirigés par un membre de la famille Chamorro) firent les frais d'une rétention de matériel auquel *El Nuevo Diario* ne survécut pas. *La Prensa*, après avoir résisté un temps, finit par déclarer forfait en août 2021. Le lendemain, ses locaux étaient investis par la police et son gérant mis en examen et incarcéré. Enfin, en mai 2021, l'annonce faite par Cristiana Chamorro de sa disposition à être la candidate unitaire pour affronter Daniel Ortega suscita des attentes au sein d'une opposition peinant à se rassembler, tant il était clair que le nom et les antécédents de la pré-candidate pourraient avoir un effet fédérateur au sein de l'opinion. Ce détail n'ayant pas échappé au camp d'en face, les grands moyens furent alors mis en œuvre pour contrer le danger. Le 2 juin, alléguant des malversations de fonds remontant à plusieurs années auparavant au sein de la Fondation ²⁰ qu'elle dirige, Cristiana Chamorro fut mise en examen puis assignée à résidence : quelques jours après, c'est son cousin, le chef d'entreprise Sebastian Chamorro, lui aussi aspirant-candidat, qui fut arrêté, puis son frère Pedro Joaquín, qui avait laissé entendre qu'il ne se déroberait pas, s'il était appelé à briguer la plus haute fonction de l'État. *In extremis*, Carlos Fernando a pu, pour la seconde fois en trois ans, reprendre le chemin de l'exil. À la fin juillet 2021, outre les Chamorro, six autres pré-candidats à la présidence furent incarcérés et maintenus au secret mais aussi plusieurs figures prestigieuses de la guérilla sandiniste aujourd'hui opposants au régime – dont certains occupèrent des postes de ministre à l'époque de la révolution – ou encore des chefs d'entreprises, des ex-ambassadeurs, des journalistes, des représentants du mouvement paysan et des étudiants ayant acquis une certaine notoriété au cours des événements d'avril 2018. Tous sont incriminés dans le cadre de lois élaborées sur mesure à la fin de l'année 2020, pour museler toute critique et toute action pouvant menacer le pouvoir en place. Par cette escalade de la répression, qui suscite une réprobation presque unanime au niveau international, le régime semble poursuivre une prophétie autoréalisatrice, celle de tenter de convaincre les Nicaraguayens que, comme dans les années 1980, le pays est menacé par une agression étrangère. Toutefois, si la population vit actuellement dans la peur de descendre dans la rue, force est de constater qu'en avril 2018, l'indignation

qui a embrasé le pays était due principalement à la brutalité des forces de police qui, aux plus âgés, rappelait les exactions commises par la garde nationale somoziste. Les causes de la révolte sont aussi dues à la multiplication de signaux ravivant les moments douloureux du conflit interne des années 1980, en particulier le fait que la plupart des victimes mortes soient de très jeunes gens. En d'autres termes, si Daniel Ortega, jadis jeune révolutionnaire converti aujourd'hui en vieux tyran garde l'espoir de museler ses rivaux au sein de l'élite soit par la force, soit par de nouveaux pactes, il y a fort à craindre qu'il peine à convaincre les larges masses de le suivre dans cette entreprise.

Conclusion

- 34 Les situations spécifiques à chacun des pays évoqués n'empêchent nullement de constater de nombreuses similitudes, dont la plus frappante est sans doute la manière de ne pas faire société qui se reflète dans le fait de n'inclure les classes populaires que dans le but exclusif de favoriser l'ascension d'une partie de l'élite aux dépens d'une autre. Dans ce contexte – et quelle que soit l'influence de la conjoncture internationale sur la situation locale – les forces sociales se voient empêchées d'opposer une alternative réelle de transformation à de fausses alternances (quand elles ont lieu), dans lesquelles les étiquettes politiques arborées masquent à peine des rivalités, en réalité, d'ordre économique. La nature bicéphale des élites dominantes qui remonte à l'époque coloniale (Espagnols-Créoles) s'est perpétuée et a été constamment réactualisée durant les périodes postérieures (après l'indépendance et jusqu'à aujourd'hui) grâce à la production de discours qui appellent à des pratiques d'alliances et de pactes profondément ancrés dans la mémoire collective. De ce panorama institutionnel fluctuant, l'armée et la justice émergent comme deux piliers, grâce auxquels les gouvernants tentent de se maintenir, avec succès, jusqu'à présent, comme dans le cas du Nicaragua et du Honduras et quelques aléas, comme au Guatemala, où c'est l'institution judiciaire (et même parfois des magistrats à titre individuel) qui en vient à se substituer à une classe politique défaillante dans la tâche de réparer les fractures et les dommages causés par le conflit armé interne à l'ensemble de la société. Toutefois, en l'absence d'instruments juridiques adéquats, cette responsabilité octroyée aux magistrats se révèle une arme à double tranchant car en leur conférant une puissance politique qu'ils ne devraient pas assumer, elle les soumet à de fortes pressions et les vulnérabilise. Finalement, eu égard au rôle historique joué, par action ou par omission, par certaines grandes puissances étrangères dans les crimes et les crises qui ont secoué la région, l'appel aux instances internationales (Organisation des nations unies-ONU, Union européenne, Organisation des États américains-OEA) pour résoudre les crises actuelles ne peut qu'être (perçu comme) ambigu et par conséquent, sujet à des tergiversations d'ordre idéologique qui sont mises en avant (ou à profit) aussi bien par ceux qui craignent des sanctions que par ceux qui les promeuvent. L'OEA en particulier est – non sans quelque raison – régulièrement accusée de pratiquer le « deux poids, deux mesures » à l'heure d'adouber ou de condamner un gouvernement. Dans le cas de l'Union européenne ou des États-Unis, en tant qu'acteurs importants de la coopération au développement, les pressions économiques qu'ils peuvent exercer s'ajoutent à celles d'ordre politique. Cela est d'autant plus vrai que les logiques de « blocs » continuent de prévaloir au sein de cet ensemble disparate qui, ironiquement, se présente comme « communauté internationale ». La poursuite de cette logique équivaut à déplacer le

face-à-face entre les différentes composantes des sociétés locales vers de lointains horizons.

BIBLIOGRAPHIE

- ACUÑA V. H. (1995), « Autoritarismo y democracia en Centroamérica: La larga duración, Siglos XIX y XX », dans TANGERMANN K. D. (dir.), *Ilusiones y dilemas: la democracia en Centroamérica*, San José, FLACSO, pp. 63-97.
- BOGAARDS M. (2009), « How to Classify Hybrid Regimes? Defective Democracy and Electoral Authoritarianism », *Democratization*, vol. 16, n° 2, pp. 399-423.
- CASTILLERO CALVO A., (1973), « Transitismo y dependencia: el caso del istmo de Panamá », *Congreso Centro americano de historia demográfica económica y social*, San José, Costa Rica, 19-23 février.
- CASTILLERO CALVO A. (1974), « Transitismo y dependencia: el caso del istmo de Panamá », *Anuario de estudios centroamericanos*, n° 1, pp. 165-186.
- CASTILLERO CALVO A. (2007), « Frontera, ordenamiento territorial y poblamiento en Panamá, segunda mitad del siglo XVIII », *Séminaire International Territorio, razón y Ciudad Ilustrada*, Bogotá, Colombie, 17 octobre.
- CASTRO HERRERA G. (2019), « Tal nuestro riesgo, tal nuestra esperanza », *NuestrAmérica XXI* [En ligne] <https://martianodigital.com/tag/transitismo/>
- CASTRO HERRERA G. (s/d), « Agua, cultura y ambiente en las fronteras interiores de Panamá », inédit.
- DIAMOND L. (1999), *Developing Democracy: Toward Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- DOBRY M. (2009), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DUFY C. & C. THIRIOT, (2013), « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, n° 20, pp. 19-40 [En ligne] <https://doi.org/10.3917/ripc.203.0019>
- FUKUYAMA F. (1992). *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Éditions Flammarion.
- GARRETON M. A. (1987), *Reconstruir la democracia*, Santiago, Ediciones Andante.
- GAUDICHAUD F. & T. POSADO (dir.), (2020), *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018) : la fin d'un âge d'or ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GOULD J. L. (1997), « Amigos peligrosos, enemigos mortales: Somoza y el movimiento obrero nicaragüense, 1944-46 », dans GOULD J. L., *Orgullo amargo: el desarrollo del movimiento obrero nicaragüense (1912-1950)*, Managua, Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica, UCA, pp. 41-82 [En ligne] <http://repositorio.uca.edu.ni/3275/1/Orgullo%20amargo.pdf>
- GUNTHER R., DIAMANDOUROS P. N. & H. J. PUHLE (1996), « O'Donnell's Illusions », *Journal of Democracy*, vol. 4, n° 7, pp. 151-159.

- HERMET G. (2001), « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine/ Europe de l'Est », *Revue internationale de politique comparée*, n° 8, pp. 285-304 [En ligne] <https://doi.org/10.3917/ripc.082.0285> ; <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-2-page-285.htm>
- HUNTINGTON S. (1997), *Le Choc des civilisations*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1997.
- LEVITSKY S. & L. WAY (2002), « The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy*, vol. 13, n° 2, pp. 51-65.
- MARTÍNEZ PELÁEZ S. (1990), *La Patria del Criollo*, Guatemala, Ediciones en Marcha.
- MONTE A. & GÓMEZ J. P. (2020), « Autoritarismo, violencia y élites en Nicaragua. Reflexiones sobre la crisis (2018-2019) », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, n° 46, pp. 1-29.
- O'DONNELL G. & SCHMITTER P. (1986), *Transitions from Authoritarian Rules. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, MD, The John Hopkins University Press.
- PRADILLA A. (2018), « Honduras y Guatemala: pactos de corruptos, protestas y crisis política », *Plaza Pública* [En ligne] <https://www.plazapublica.com.gt/content/honduras-y-guatemala-pactos-de-corruptos-protestas-y-crisis-politica>
- PRZEWORSKI A. (1991), *Democracy and the Market*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ROTHSCHUH G. (2021), « Nueva narrativa sobre historia de Nicaragua », *CONFIDENCIAL* [En ligne] <https://www.confidencial.com.ni/opinion/nueva-narrativa-sobre-historia-de-nicaragua/>
- ROUX H. (2010), « Réforme agraire au Nicaragua : instrument de la reconquête du pouvoir », thèse de doctorat, Paris, IEDES. Non publiée.
- ROUX H. (2019), « Quand les populations veulent divorcer de leurs gouvernants », *FALMAG* n°140, pp. 11-14 [En ligne] <https://www.franceameriquelatine.org/3d-flip-book/fal-mag-140/>
- ROUX H. (2021), « ¿Hijo predilecto o hijo rebelde? El sindicalismo nicaragüense en la encrucijada entre lealtad partidaria y aspiración a la autonomía », *Colloque international Syndicalisme, conflictualité et action directe dans les Amériques et en Europe, de la fin du XIXème aux années 1980*, Paris, 26-28 mai.
- RUSTOW D. (1970), « Transitions to Democracy: Towards a Dynamic Model », *Comparative Politics*, vol. 3, n° 2, pp. 337-363.
- TORRES-RIVAS E. (1980), « Vida y muerte en Guatemala : reflexiones sobre la crisis y la violencia política », *Foro Internacional*, n° 20, pp. 549-574 [En ligne] <https://forointernacional.colmex.mx/index.php/fi/article/view/845>

NOTES

1. Ces travaux ont été rassemblés dans une thèse de doctorat ainsi que dans de nombreuses publications. Ils reposent sur de nombreux entretiens, des études de terrain et un accompagnement de divers mouvements sociaux sur de plus ou moins longues périodes dans chacun des pays dont il est question ici. Partant des liens entre restructurations territoriales (conflits agraires) et construction de relations de pouvoir, ces études, menées principalement dans le monde rural en Amérique centrale et au Mexique, montrent comment la transformation des modes de production contribue à redéfinir les catégories sociales.

2. Les questions que soulève la distinction terre/territoire ont fait l'objet de longs développements dans mon travail de thèse et dans les cercles académiques d'études rurales en général. Les exposer ici nous éloignerait trop du propos principal, toutefois, elles renvoient ici à une forme de conception des modes de productions d'une part dans une logique purement productive (la terre) et/ou d'autre part, dans une logique de contrôle de l'ensemble des ressources (d'un territoire). Ces choix déterminent aussi bien les formes de propriété privilégiées ainsi que les acteurs pressentis pour faire fructifier les ressources (salariés agricoles, petits producteurs, peuples autochtones « gérants » de la biodiversité de leurs territoires).

3. 36 ans et 10 ans respectivement.

4. Quelques références parmi l'abondante littérature sur la transitologie, la consolidologie (qui en est le prolongement en ce qu'elle s'intéresse aux processus de consolidation des processus de transition à la démocratie) et les gouvernements hybrides : O'Donnell & Schmitter, 1986 ; Gunther, Diamandouros & Puhle, 1996 ; Rustow, 1970 ; Garreton, 1991 ; Przeworski, 1991 ; Diamond, 1999 ; Levitsky & Way, 2002 ; Bogaards, 2009.

5. D'après l'interprétation qu'en fit dès 1989, Francis Fukuyama, suivi par Samuel Huntington en 1993 (Fukuyama, 1992 et Huntington, 1997).

6. Voir notamment les travaux de Gaudichaud & Posado (2020), ainsi que les analyses produites au sein de l'IRIS (Institut de Relations internationales et stratégiques), dont l'article ici mentionné n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres : <https://www.iris-france.org/163897-lamerique-latine-2022-aux-portes-dun-nouveau-cycle-politique/>

7. L'isthme du Panama, l'isthme situé au sud du Nicaragua et l'isthme de Tehuantepec, situé dans l'actuel État de Oaxaca au Mexique.

8. Septembre 1821 marque la date de l'indépendance formelle des pays d'Amérique centrale et du Mexique, quoique dans ce dernier cas, c'est le fameux « cri de Dolores », une harangue prononcée par le prêtre Miguel Hidalgo dans la nuit du 15 au 16 septembre 1810 qui déclenche le début de la guerre d'indépendance qui durera plus d'une décennie. Quant au Panama, comme on l'a signalé, il passe de la tutelle de l'Espagne à celle de la Grande Colombie, jusqu'en 1903.

9. On reprend ici la formulation utilisée par Martínez Peláez, qui distingue les couches moyennes « élevées » (commerçants, artisans) principalement urbaines, des couches moyennes « basses » (métis pauvres, sans terres) se mouvant principalement dans les zones rurales.

10. On pense ici au gouvernement sandiniste dans le Nicaragua des années 1980.

11. Les nombreuses interventions militaires étatsuniennes (1853 ; 1854 ; 1894 ; 1912-1925 ; 1926-1933) au Nicaragua ont été appelées tantôt par les conservateurs tantôt par les libéraux, ou encore par les deux partis coalisés. À la suite du pacte de *El Espino negro* (1927) entre les deux partis, un gouvernement libéral accède au pouvoir (en 1928). Pour étouffer la lutte armée menée par le Général Sandino (libéral lui aussi) contre les troupes étrangères d'occupation, les États-Unis créent la *Guardia nacional* et, en 1933, nomment à sa tête Anastasio Somoza Garcia (père), dont un des premiers faits d'armes sera de faire assassiner Sandino, venu négocier la paix. Bien que la Constitution l'interdise, c'est depuis cette position militaire qu'Anastasio Somoza Garcia briguera la présidence de la république (en 1937). Après son assassinat en 1954, son fils Anastasio Somoza Debayle lui succédera (après avoir été lui-même Chef de la *Guardia nacional*).

12. Enfin ceux qui se sont exprimés sur le sujet, ils n'étaient à vrai dire pas très nombreux, d'autant plus que le coup d'État ayant eu lieu à la veille des congés d'été, les « spécialistes » des rédactions avaient été remplacés par des stagiaires, certains d'entre eux peinant à situer le Honduras sur une carte.

13. Le terme utilisé en espagnol est : « *artículos péticos* ». Il fait allusion à la procédure complexe exigée pour modifier la Constitution. Certaines dispositions prévoient la réalisation d'un plébiscite pour pouvoir être modifiées.

14. Prédécesseur de Juan Orlando Hernandez, élu en novembre 2009, lors d'élections organisées à l'ombre du coup d'État et qui furent boycottées par une grande partie des organisations sociales

et certaines formations politiques de gauche (mais furent néanmoins reconnues par la communauté internationale).

15. La vice-présidente Roxana Baldetti fut emprisonnée et le président-général Otto Perez Molina démissionna cinq jours avant les élections septembre 2015.

16. Connue depuis sous le nom de Pacte de députés, car elle fut soutenue par des parlementaires de toutes tendances politiques.

17. CNN Español, 15 janvier 2019. <https://cnnespanol.cnn.com/video/guatemala-crisis-intitucionalidad-jimmy-morales-cicig/>

utm_source=headtopics&utm_medium=news&utm_campaign=2019-01-16

18. Respectivement : Régions autonomes de l'Atlantique Nord et Sud.

19. Dans laquelle ont été formés de nombreux dirigeants syndicaux nicaraguayens qui, aujourd'hui, exercent comme avocats ou assesseurs en droit du travail.

20. La Fondation Violeta Barrios de Chamorro.

RÉSUMÉS

À contre-courant des logiques de « blocs » qui – eu égard à leur indéniable dépendance vis-à-vis des grandes puissances – prévalent souvent à l'heure d'analyser les crises dans les pays d'Amérique centrale, on s'intéressera ici à des événements qui ont marqué et continuent d'influer sur le fonctionnement des sociétés centraméricaines, en observant la manière dont ceux-ci sont perçus à la lumière des subjectivités issues de l'histoire et des expériences locales. C'est l'occasion de questionner une vision ahistorique de situations, qui pour inattendues qu'elles semblent, s'inscrivent souvent dans une continuité historique, qui donne un sens aux interactions entre les différents acteurs et en restitue la spécificité.

Against the logic of "blocks" that – given their undeniable dependence on the world powers – often prevail when analyzing crises in Central American countries, we will focus here on events that have marked and continue to influence the functioning of Central American societies, observing the way in which these are perceived in the light of subjectivities derived from history and local experiences. It is an opportunity to question an ahistorical vision of situations, which, however unexpected they may seem, are often part of a historical continuity, which gives sense to the interactions between the different actors and restores their specificity.

Entre concesiones y represiones: las élites gobernantes centroamericanas enfrentadas al control de sus "sociedades civiles"

A contrapelo de la lógica de "bloques" que suele prevalecer a la hora de analizar las crisis en los países centroamericanos – tomando en cuenta su innegable dependencia de las grandes potencias – nos enfocaremos aquí en acontecimientos que han marcado y siguen influyendo en el funcionamiento de las sociedades centroamericanas, observando la forma en que éstos son percibidos a la luz de subjetividades heredadas de la historia y de las experiencias locales. Es una oportunidad para cuestionar una visión ahistórica de las situaciones que, por inesperadas que parezcan, a menudo se inscriben en una continuidad histórica que da sentido a las interacciones entre los diferentes actores y les devuelve su especificidad.

INDEX

Palabras claves : Centroamérica, historia, rupturas, continuidades, pactos

Mots-clés : Amérique centrale, histoire, ruptures, continuités, pactes

Keywords : Central America, history, ruptures, continuities, pacts

AUTEUR

HÉLÈNE ROUX

Docteure en sociologie, chercheure associée à l'UMR 201 « Développement et sociétés »,
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (France) - Helene.Roux@univ-paris1.fr

Desdits « gouvernements progressistes », « chaînes productives », humiliation et monde souterrain dans la Colombie extractive

Of the so-called "progressive governments", "productive chains", humiliation and the underworld in extractive Colombia

Pablo Jaramillo

La traduction de l'anglais vers le français a été assurée par Hélène Le Beau.

Introduction

- 1 En avril-mai 2021, la Colombie a vécu une grève générale parmi les plus importantes de son histoire. Le déclencheur : un projet de réforme fiscale du gouvernement central qui menaçait de faire porter le fardeau fiscal aux « classes moyennes », le tout sur fond de crise épidémique du Covid-19 qui a envoyé au chômage et déstabilisé un grand nombre de Colombiens. Le gouvernement national avait réagi en offrant un revenu de base provisoire et insuffisant qui a eu peu d'effet sur l'accroissement historique des inégalités (Cuesta & Pico, 2020). La crise s'est amplifiée avec les débats sur la mise en œuvre de l'accord de paix avec la guérilla de gauche des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Ejército del Pueblo* (FARC-EP). Le gouvernement de droite (Iván Duque, 2018-2022) est arrivé au pouvoir en s'engageant à limiter une partie de l'accord promettant la redistribution de richesses et de terres et en offrant des garanties politiques pour les nombreux secteurs critiques du *statu quo* (Rettberg, 2020). Le gouvernement a fini par faire voler en éclat l'équilibre structurel de l'accord, lequel s'était fondé sur des années de promesses jamais tenues pour une « Colombie

transitionnelle ». Depuis l'adoption de la Loi Justice et Paix, l'expression a été utilisée un nombre incalculable de fois pour caractériser le pays. Cette loi encadrait le désarmement des groupes armés paramilitaires les plus importants au pays opérant majoritairement sous le parapluie des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC), une armée illégale d'extrême droite. La phase de conflit armée dans la Colombie transitionnelle n'est qu'une des facettes de l'aspiration du pays à atteindre de grands universaux : se transformer en régime démocratique moderne, humanitaire, multiculturel et libéral (Aparicio, Jaramillo & Manrique, 2017). D'où la mise en place de réformes systémiques économiques, sociales et politiques depuis quatre décennies. À maints égards, la grève et la crise actuelle se nourrissent de la socialité initiée par la création de la Colombie transitionnelle, une transition vers la paix, la stabilité économique et l'inclusion sociale.

- 2 La politique sociale, la police et le politique ont été le fer de lance de la Colombie transitionnelle qui voulait ouvrir le pays aux investisseurs étrangers et où les industries extractives devaient jouer un rôle prépondérant. Par conséquent, l'analyse de configurations de territoires locaux extractibles est essentielle pour comprendre la conjoncture nationale. Pour le Dossier, il est important de pouvoir se tourner vers les relations forcément locales quotidiennes qui prévalent dans la production de la conjoncture. Nous nous intéresserons au cas de Marmato, en Colombie, ville victime d'une prédation agressive sur sa vie sociale dans le but de libéraliser l'accès aux dépôts de minerai situés sous son centre historique. Les mineurs indépendants et les petites exploitations minières avaient réussi à survivre malgré les efforts coloniaux, républicains et néolibéraux pour implanter des exploitations plus vastes. Durant la période coloniale, le régime « hacienda » contrôlait entièrement la population ; les premiers gouvernements républicains ont surtout distribué des concessions à des entreprises britanniques ; les politiques néolibérales criminalisaient l'extraction à petite échelle tout en privilégiant les exploitations transnationales. À chaque période historique, les populations et les territoires se sont vus privés de leurs propres projets. Pour les habitants de Marmato, la situation d'aujourd'hui n'est que le reflet de la longue histoire des relations coloniales. En ce sens, cet article interroge les relations qui sont au cœur de ces expériences passées. Quelles sont les conséquences affectives d'une prédation ancienne de la socialité par des régimes néolibéraux ? Et comment expliquent-elles certaines ouvertures politiques inattendues ?
- 3 Nous répondons à ces questions en explorant ce qu'impliquent ces stratégies qui reposent sur la gestion de la socialité et de l'affect dans les communautés minières. Pour s'intéresser aux stratégies de gestion de l'affect et de la socialité, il faut comprendre les conjonctures comme étant partiellement influencées par la politique sociale, la police et le politique. Parce qu'elles sont affectives, elles sont efficaces comme formes de gouvernementalité. Cela ne signifie pas que ces stratégies relèvent uniquement de l'émotion, mais plutôt que, pour qu'elles opèrent, il faut compter sur la corporalité, le sensorium, les émotions et la rationalité qui rendent certaines façons de procéder naturelles et attendues. Concrètement, cela s'est manifesté dans les efforts de considérer les mineurs comme des individus ayant peu de revendications à contrôler leur propre existence et des valeurs morales peu saisissables. Mais les conjonctures sont aussi des lieux de contention et d'expérimentation historique. La gestion affective de leurs vies peut sembler débilitante, mais elle s'accompagne d'éléments supplémentaires comme des critiques morales, une interprétation du présent, voire un

style politique qui permet la coordination des individus sans impliquer la cooptation automatique. Notre article s'ajoute aux contributions de ce Dossier en analysant les répercussions des actions de la gouvernementalité néolibérale sur les lieux et les populations qui sont telles que l'histoire devient une crise et la précarité un mode de vie. Ceci permet de comprendre comment les conjonctures agissent à travers la gestion affective qui a un effet structurant sur l'expérience du présent et de l'avenir.

- 4 Les discussions et questions soulevées dans cet article sont le fruit d'un travail ethnographique mené dans la vallée de la rivière Cauca, une région du nord-ouest du département de Caldas, dans la Cordillère centrale des Andes, en Colombie. Dans cet article, nous nous penchons sur la vie et les événements dans la municipalité de Marmato, une ville minière de 9 000 habitants, où la longue histoire de l'extraction de l'or remonte à l'époque précolombienne et s'est intensifiée durant les périodes coloniale et républicaine. Marmato et le nord-ouest du Caldas sont essentiels à cette discussion pour deux raisons. D'abord, l'histoire des essors et des crises économiques et des efforts violents pour contrôler la population et les mines, ainsi que les expériences de dépossession montrent que toute conjoncture s'inscrit dans des régimes d'historicité (Hartog, 2015) lesquels, en retour, dépendent de la configuration affective des individus. Ensuite, il y a peu d'endroits en Colombie et ailleurs où la politique sociale, la police et le politique ont été instaurés de manière aussi agressive. Entre 2016 et 2021, plusieurs visites de terrain dans la région et de nombreuses communications (téléphone, messagerie instantanée, vidéoconférence) ont permis de mener ce travail ethnographique. Nous avons interrogé des habitants de Marmato, des mineurs indépendants vivant de l'extraction artisanale et les avons observés dans leurs foyers, dans les mines et dans l'environnement politique. Nous avons également assisté à des réunions politiques, conduit des entretiens avec des représentants de l'État (une dizaine au total) et des entreprises (une trentaine avec des mineurs indépendants, outre l'observation participante et des échanges informels) et participé à des événements publics pour discuter de sujets liés à l'exploitation minière à Marmato et ailleurs dans le pays.

En 2013, il y avait environ 340 000 mineurs dans des petites exploitations de l'extraction artisanale de minerai en Colombie (Echavarría, 2014), responsables pour environ 80% de l'extraction de l'or du pays (Castillo Ardila, Galvia & Enrique, 2019). La plupart des 9 000 habitants de Marmato vivent des revenus générés directement ou indirectement par les activités minières (extraction de minerai, d'or à partir de résidus, vente de fournitures et de services, broyage de matières). Des centaines de travailleurs viennent en ville depuis des localités situées de 30 minutes à une heure de distance. La plupart des mineurs sont propriétaires de leur maison de brique et y abritent leur famille, parfois étendue. Le revenu moyen d'un ménage s'élève à environ deux millions de pesos, soient environ 500 Euros. Ce revenu est deux fois le montant du salaire minimum en Colombie, mais est très volatile car il suppose de trouver un bon filon dans la montagne, du temps, car les puits peuvent se trouver inondés à la saison des pluies, et sont aussi soumis à des contrôles de police. Cette activité est dangereuse en raison des chutes de pierres dans les galeries, des accidents avec les outils, des explosions de dynamite mal maîtrisées et des intoxications au gaz dans les puits. La criminalisation de ces activités par le gouvernement amplifie ces risques par exemple en bloquant les accès à des explosifs sûrs, contourné par la fabrication d'ersatz artisanaux, dangereux. Le travail est organisé en groupes d'environ dix mineurs qui s'entendent par accord verbal entre eux et la personne qui contrôle un filon pour travailler sur une section de mine. À la fin de l'extraction, ils répartissent le minerai en parts égales et chacun le donne à une fonderie de son choix. Les écoles publiques assurent aux enfants un accès pratiquement universel à l'école, mais le taux de déscolarisation reste élevé, particulièrement parmi les garçons, souvent impatients de commencer leur vie de mineurs aussi jeunes que possible.

La transition comme conjoncture : interventions affectives

- 5 En Colombie, il est facile de considérer l'histoire comme une condition historique complexe consistant en un état de transition, une promesse de modernité une fois résolus les problèmes de la guerre contre les drogues, des déplacements de populations, des insurrections, des paramilitaires et de la corruption. Dans l'expérience de la transition, les conjonctures sont des carrefours structurels qui comprennent les éléments affectifs et la production de récurrence historique, de circularité et d'épanouissement, tous caractéristiques des Colombiens et de nombreux habitants des pays latino-américains. Plus intéressé par le processus que par les causes, nous avons voulu explorer la manière dont les crises et les conjonctures étaient vécues à partir des lieux et des populations marginalisées dans le processus de la néolibéralisation en cours dans le pays. Il est essentiel de s'intéresser à la manière dont un lieu devient le site de stratégies agressives, mais discrètes, pour la création d'un secteur minier « moderne ». Les gouvernements colombiens successifs cherchent depuis les années 1980 à libéraliser presque tous les secteurs de la vie sociale, laissant d'importantes parties de la population marginalisée se criminaliser, s'appauvrir, se déplacer. L'analyse centrée sur le concept de conjoncture sert à reconnaître que, bien que ces gens soient exposés à des forces structurelles qui échappent à leur contrôle, ils ont une histoire et ils y participent.
- 6 Notre propos s'appuie sur les recherches anthropologiques qui mettent en lumière les mécanismes affectifs au cœur de la gouvernementalité néolibérale (Richard & Rudnyckij, 2009 ; Weszkalnys, 2016 ; Stoler, 2016 ; Kim, 2017). La Colombie a été un des points chauds du super-cycle latino-américain de l'extraction minière (Bebbington &

Bury, 2013). Appuyées par l'État, les sociétés minières ont privilégié un modèle d'exploitation cohérent avec trois décennies de consolidation de l'ordre socioculturel néolibéral. Pour le gouvernement colombien, un secteur minier vigoureux est une source de revenus précieuse pour le financement des accords avec les guérillas de gauche, des mesures sanitaires d'urgence et pour consolider la présence de l'État et du capital privé dans des régions ravagées par la violence. Dans le cas de l'or, contrairement à ce que souhaiteraient les acteurs influents, le minerai est essentiellement extrait par des populations pauvres et précaires ou par des organisations criminelles qui contraignent ces dernières. Avec la mise en œuvre des accords de paix (incomplète et souvent bâclée), les régions minières sont devenues stratégiques pour les organisations criminelles qui passent du narcotrafic au trafic de l'or, et pour le gouvernement qui espère tirer des revenus de ces territoires. Cette dernière décennie, la gestion de régions minières profitables, mais conflictuelles, a oscillé entre la criminalisation ouverte et l'approche politique plus managériale. Cette dernière stratégie repose sur la gestion de la socialité et de l'affect dans les communautés minières. Par conséquent, la conjoncture actuelle est le produit de politiques sociales publiques et privées, de la police et du politique, auxquels s'ajoute la violence habituelle qui règne en Colombie. Du côté des acteurs privés, il s'agit d'une tendance élargie vers la morale d'entreprise et des codes de conduite mondiaux, et d'un discours sur la bonne gouvernance et les meilleures pratiques du côté des acteurs publics (Rajak, 2011). Une position morale repose sur des pratiques et des discours qui se tournent vers l'affect pour réduire l'attention destinée au bien public, aux communautés ou aux entreprises elles-mêmes (cf. Richard & Rudnyckij, 2009 ; Welker, 2014).

- 7 Nous nous inspirons par ailleurs de la théorie sociale contemporaine qui considère l'affect comme le processus au cours duquel le corps et le sujet ont un effet l'un sur l'autre et acquièrent la capacité de ressentir, de penser et de raisonner de manière spécifique (Mazzarella, 2012 ; Berlant, 2011 ; Stewart, 2007). Elle mène à différentes éthiques. Comme Lauren G. Berlant l'a montré, la configuration affective qu'elle nomme « optimisme cruel », où les individus s'attachent à ce qui empêche leur épanouissement, est indissociable des périodes de crises qui caractérisent le néolibéralisme de manière chronique (Berlant, 2011). En temps de « crise » en effet, les aspirations des gens sont empêtrées dans la gestion de leur précarité sous forme de subjectivités entrepreneuriales, de médicalisation, ou de certains types de politiques. Par conséquent, l'affect est aussi responsable d'un sentiment de subjectivité et d'organisation historique.
- 8 L'argument affectif permet de démêler les mécanismes de production des conjonctures par ceux-là même qui y participent et finissent parfois par être les victimes de leur production. Il permet aussi de développer les critiques à la *transitologie* présentées il y a une vingtaine d'années par Michel Dobry (2000) et qui sont centrales à ce Dossier. En effet, Michel Dobry problématise les théories de causalité, de rationalité et d'historicité au cœur des théories influentes sur les transitions démocratiques. Elles ne remettent pas en question leurs propres hypothèses téléologiques, héroïques et historiques, souligne-t-il. En introduisant la notion de « régime d'historicité » – un ensemble d'énoncés sur la nature de certaines périodes historiques – François Hartog note l'apparition dans les débats politiques actuels du « présentisme », un élément dont il faut tenir compte (Hartog, 2015). Ces deux discussions contribuent à problématiser les conjonctures comme plus que de simples événements et gagnent beaucoup avec

l'articulation des questions de l'affect qui expliquent le genre de corps, de sensations, de sensibilités et de rationalités qui configurent certaines « époques » qui, à leur tour, font l'histoire.

- 9 Mais alors, quel rapport entre les configurations affectives et la production de conjonctures ? La lecture de Spinoza et Gilles Deleuze par Brian Massumi est certainement à l'origine d'un courant important de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la théorie de l'affect (Massumi, 2002). Dans cette perspective, les affects sont des intensités émergentes, immédiates et présubjectives qui ne sont en rien présociales. Bien que le concept de l'affect soit populaire, confronté aux réalités historiques et ethnographiques plus banales, il souffre de nombreux problèmes. William Mazzarella a proposé une approche dialectique entre immédiateté et médiation, très productive pour l'analyse des conjonctures dans cet article (Mazzarella, 2012). Par conséquent, l'affect est toujours déjà articulé et médié par les objets, le savoir, l'infrastructure et d'autres formes d'histoire incluse. Une telle médiation est essentielle, car elle donne un sentiment de relations structurées sans sacrifier l'excès, l'inattendu, l'incontrôlable dans la circulation des intensités, comme William Mazzarella lui-même l'a montré pour l'industrie de la publicité en Inde (Mazzarella, 2003).
- 10 Notre analyse s'intéressera donc particulièrement aux micro-relations intimes qui composent la Colombie transitionnelle. Le pays vit une des crises les plus importantes de son histoire et cette réflexion s'efforce de voir au-delà des événements sanglants pour jeter un éclairage sur la manière dont la gouvernamentalité néolibérale agit dans la production de crises. Nous ne voyons pas ces événements si importants (Das, 1995) comme une sorte de fait historique surgi à la confluence de forces structurelles (bien que ces forces soient en opération), ou ce que Marshall Sahlins appelle la théorie de l'histoire comprise comme des montagnes russes sans conducteur (Sahlins, 2013). Nous analyserons plutôt le champ de force des conjonctures en Colombie comme toujours déjà articulées *dans* et *à travers* des configurations affectives.

La conjoncture en Colombie, du point de vue de l'extraction

- 11 Pendant la grève générale de 2021, les barrages routiers ont constitué le principal moyen de protestation. Jusqu'à 140 routes ont été bloquées par des barricades qui empêchaient parfois toute circulation ou filtraient les personnes ou les denrées autorisées à passer (le personnel soignant, la marchandise pour les petits commerçants, mais pas les chaînes de supermarché). Un barrage a été dressé près de Marmato, sur la route panaméricaine. Contrairement aux actions précédentes où les mineurs indépendants et les propriétaires de petites exploitations avaient bloqué les routes, les organisations les plus représentatives ont refusé de se joindre au mouvement, arguant que leur production et l'accès aux matériaux et approvisionnements essentiels en souffriraient. Ils ont même condamné les groupes marginaux de mineurs qui avaient dressé des barrages routiers pour protester contre le gouvernement national (X. Lemus, entretien privé). Cette décision soulève de nombreuses questions et mérite une analyse attentive. En effet, la crise économique suscitée par la récente pandémie de COVID-19 n'y est pas étrangère. Mais ses impacts n'ont pas surgi du néant ; ils ont affecté une population déjà précarisée. Se trouvait notamment en jeu un calcul politique

considérant les barrages routiers comme inefficaces. En revanche, la valeur accordée à l'accès aux approvisionnements et à la machinerie en dit long sur ceux qui ont su se faire voir comme faisant partie des chaînes du capital. C'est lié à la longue histoire des relations complexes avec le capitalisme dont font partie les récents efforts pour contrôler le paysage de l'extraction. Aussi, contrairement aux fois précédentes, un sentiment de désespoir et de résignation a gagné de nombreux habitants. Au centre de cette résignation, les politiques qui ont exposé les mineurs à des conditions de travail précaires, comme les *encadenamientos productivos* (chaînes productives), par lesquelles ils accèdent à des pratiques de sous-traitance qui les soumettent à l'autorité des entreprises multinationales. Ce type d'aménagement de travail et les règles qui les soutiennent ont favorisé l'émergence d'une population vulnérable et participé à la production de la conjoncture actuelle, du point de vue d'une région minière. Ces règles ont généré le doute, l'anxiété et la peur chez les mineurs qui redoutent d'affronter l'État et l'entreprise sur leur territoire. Mais, comme nous entendons le montrer, s'engager avec ces technologies du social peut, d'une certaine manière, créer des ouvertures politiques et être productif.

- 12 Les récentes initiatives pour obtenir le contrôle du gisement de minerai sont la suite logique du régime *encomienda* de l'époque coloniale, des *haciendas* soutenues par les esclaves, des concessions britanniques du XIX^{ème} siècle et de la prédation du gouvernement conservateur sur les mines au début du XX^{ème} siècle (Gärtner, 2005 ; González Colonia, 2017). À la fin du XX^{ème} siècle, l'attaque est venue de politiques néolibérales sur les ressources naturelles qui ont ouvert la voie à de nombreuses entreprises transnationales qui ont acheté et vendu une mine d'or dans la partie basse de la montagne où se trouve Marmato. La libéralisation économique était plus lente à l'époque que dans d'autres secteurs à cause de la place importante des petites exploitations minières et de l'extraction artisanale dans la vie d'environ quatre millions de personnes dans le pays (Echavarría, 2014). Depuis les années 1980, la cession du gisement situé sous Marmato, un point d'accès facile à la plus grande ceinture aurifère de 300 km du Moyen Cauca, est une promesse des riches (Perdono Sanchez, 2021). Il y a eu au départ spéculations et achats de mines, suivis de plans de relocalisation de la ville pour la transformer en mine à ciel ouvert. La fermeture des mines qui en a résulté a paralysé la ville et provoqué un mouvement de mobilisation sociale majeur dans les régions minières. Dans le conflit qui a opposé les entreprises transnationales aux petites exploitations minières et aux mineurs indépendants, le gouvernement a soutenu les premières et criminalisé les seconds, notamment en leur interdisant l'accès à la dynamite et autres matériaux essentiels. Ceci en contradiction franche avec les arrêts juridiques datant des années 1940 qui retranchait la partie de la montagne exclusivement réservée aux petites exploitations et aux mineurs indépendants (Dover, Hinestroza Blandón & Lopera Mesa 2016). La criminalisation n'a pas empêché ces derniers d'engager des procédures judiciaires auprès de la Cour constitutionnelle. Bien que ces actions aient été importantes, nous nous intéresserons plutôt à la constellation subtile des programmes et politiques sociales qui ont cherché à transformer la socialité et les visions éthiques profondément ancrées dans la ville.
- 13 Avant de caractériser cet éventail d'initiatives et leurs effets, il est important de comprendre la place de l'extraction, particulièrement celle de l'or, dans la Colombie transitionnelle. Depuis 1980, le gouvernement colombien s'efforce d'ouvrir le pays à l'investissement étranger (Instituto de Estudios Colombianos, 1987). Avec l'obligation

pour les grandes sociétés minières de verser des royalties en échange de l'autorisation d'opérer dans le pays, on comprend aisément que l'exploitation minière soit une source de revenus recherchée pour la dépense publique et qu'elle alimente un régime politique clientéliste.

- 14 L'instauration du nouveau Code minier en 2001 (Colombie, 2001) est un grand pas en avant vers la libéralisation. Dans ce code, en parti ébauché à Toronto, au Canada, on a fait disparaître des catégories de mineurs fondées sur l'échelle de production et divisé l'exploitation minière entre l'activité légale et l'activité illégale. Les petites exploitations et les mineurs indépendants n'avaient plus le choix que de demander des titres miniers et proposer un plan de gestion environnemental, une opération irréalisable puisqu'il leur fallait déboursier pour cela au moins 50 000 euros – une somme impossible pour tous les mineurs indépendants. Ceux qui avaient les moyens financiers, le savoir et la patience de remplir les formalités administratives risquaient de perdre leur titre s'ils n'atteignaient pas les quotas de rendement minimal exigé.
- 15 En 2012, le gouvernement national de Juan Manuel Santos inaugurait la toute nouvelle *Agencia Nacional de Minería* (Agence nationale des mines, ou ANM). Elle devait administrer et attribuer des titres miniers, susciter la transparence dans le secteur et favoriser la « stabilité juridique » (*estabilidad jurídica*). En bref, il s'agissait de moderniser le secteur et cela s'est fait parallèlement à l'augmentation de la criminalisation. Au moment de la création de l'ANM, les manifestations contre ces mesures ont entraîné des adaptations, notamment des alternatives avec des schémas de sous-traitance, des « chaînes productives » dans le jargon de la gouvernance des ressources dans le pays et des *Especial Reservation Areas* (ARE pour son acronyme en espagnol). Les chaînes productives largement utilisées à Marmato ont favorisé une situation où les mineurs indépendants et les petites exploitations ne possédant pas de titres officiels vendaient le minerai à une grande exploitation, se transformant de fait en sous-traitants. Les ARE non utilisés à Marmato devenaient des titres collectifs assignés à la population d'une zone définie qui pouvait prouver qu'elle pratiquait l'extraction « traditionnelle ».
- 16 Le financement des efforts de paix et des programmes sociaux (surtout CCT et entrepreneuriaux) a été l'un des moteurs de la promotion de l'exploitation minière à grande échelle. Cela n'a pas été sans conséquence. La démobilisation de la guérilla de gauche après les accords de paix avec les FARC-EP a créé une nouvelle frontière extractive dans les régions en proie à des conflits armés. En réalité, de nouveaux groupes paramilitaires (que le gouvernement appelle par euphémisme *bandas criminales*, des groupes criminels) et des dissidents du FARC-EP qui se s'étaient regroupés et réarmés sont entrés en concurrence pour le contrôle des régions minières. Avec un retour positif sur le trafic de la cocaïne et de l'or dans ces régions (Rettberg, Cárdenas & Ortiz-Riomalo 2017). Le gouvernement a produit un nouveau discours pour occuper les espaces sans vraiment prendre en considération les millions d'individus qui survivaient grâce à de petites quantités d'or et qui étaient victimes de la criminalisation et des groupes armés paramilitaires. D'après ce discours, la grande exploitation minière favorise la paix car elle crée du développement dans des zones de conflits tout en drainant la source de richesse qui alimente le conflit armé. Par ailleurs, les programmes sociaux devaient contribuer à transformer la source de revenus de ceux qui avaient survécu grâce à l'extraction artisanale ou à la culture de la feuille de coca.

- 17 Ce nouveau discours a donné naissance à des programmes axés sur l'entrepreneuriat qui, bien que répartis dans tout le pays (en théorie), se sont surtout concentrés dans des zones de conflits avec un fort potentiel économique, un nouveau bien collectif. Les régions minières étaient bien représentées dans ce déploiement de stratégies fondées sur des programmes de « formalisation » qui devaient permettre aux mineurs indépendants et aux petites exploitations artisanales de passer à la légalité. Détachés des réalités locales, ces programmes ont plutôt stigmatisé les moyens de subsistance de ces mineurs indépendants au profit des emplois offerts par les grandes exploitations minières. Aussi, par leur discours sur la responsabilité sociale des entreprises qui permettaient à ces exploitations de se projeter comme des alliés locaux, ces programmes ont accentué le récit moral existant dans les régions minières.
- 18 Il faut mentionner ici une autre transition. L'extraction houillère était une source de revenus précieuse dans le nord de la Colombie, mais la fluctuation du prix du charbon thermique et la transition énergétique ont montré combien tout cela était fragile. De plus, la société qui exploitait menaçait depuis des années de détourner des rivières et des ruisseaux dont dépendaient d'importants écosystèmes dans une région où l'eau était rare (Carmona & Jaramillo, 2020 ; Jaramillo & Carmona, 2022). En 2021, elle a licencié 2 000 travailleurs et menacé de quitter la région. Non seulement la situation était intenable pour une région largement dépendante des *royalties* de la société, mais elle exerçait une pression sur d'autres régions minières encouragées à contribuer à la transition énergétique (cuivre) et aux marchés numériques et financiers (or).
- 19 Marmato et la région voisine se trouvent donc à l'avant-garde de la nouvelle stratégie du « réseau de services pour la promotion de l'extraction », comme l'a annoncé le ministère des Mines à Marmato en novembre 2020. *Agenda Minero Ambiental* (Extraction et agenda environnemental), tel est le nom donné à ce plan global. La stratégie veut faire entrer le mineur dans « la légalité, l'entrepreneuriat, la responsabilité et l'influence afin qu'il soit digne de confiance »¹. D'un côté, le plan du gouvernement entend de cette manière se mêler de la vie sociale. De l'autre, la stratégie prévoit un circuit touristique pour promouvoir l'investissement, un centre de financement et d'innovation et un engagement envers des efforts de formalisation. Elle s'éloigne de la sorte de la configuration spatiale conventionnelle de l'enclave (Ferguson, 2005) pour s'immiscer dans un large éventail de relations afin de créer un espace gouvernable (Watts, 2004). Cela lui permet d'éviter les ennuis techniques et judiciaires et de générer de la confiance, de l'influence, une conduite éthique et un ensemble de motivations. En ce sens, cette stratégie illustre la centralité des modulations affectives dans la Colombie d'aujourd'hui, comme l'ont montré d'autres travaux (Aparicio, 2017 ; Carmona & Jaramillo, 2020).
- 20 Ce point de vue n'endosse pas les discours dominants sur l'*extractivismo* qui ont une façon quelque peu simpliste de rendre compte de la période historique actuelle. À les en croire, l'Amérique Latine connaît un nouvel essor en matière de ressources grâce à l'économie politique de certaines marchandises (Svampa, 2013 ; Zhou, Bolados & Castro, 2016). Dans ce contexte, les pays réagissent mécaniquement aux forces des marchés internationaux et ouvrent leurs territoires à des exploitations minières ou agricoles, ce qui génère des réponses affectives violentes au niveau local. Les effets indirects dépasseront les régions touchées, notamment sur les loyers, les droits, l'économie, les territoires, la politique sociale, etc. (Gudynas, 2016). Alors que les forces structurelles sont toujours en jeu, ces discours négligent le rôle des conjonctures sur les

corps, les subjectivités, les sensibilités et les rationalités créés affectivement. Par conséquent, il faut s'interroger sur une certaine circularité dans la production de conjonctures. En prenant au sérieux ce qu'implique une « affectation », nous faisons contrepoids au discours afin de trouver des ouvertures politiques à une époque de crises infligées.

- 21 Comme le montre le précédent détour de la configuration de la conjoncture, la Colombie d'aujourd'hui est le produit des technologies du social où s'entremêlent la politique sociale, la police et le politique. Ces formes de gouvernementalité sont efficaces car elles sont affectives. Cela ne signifie pas qu'elles soient juste « émotives », mais plutôt que pour opérer, il faut tenir compte de la corporalité, de la conscience, des émotions et finalement de la rationalité qui rendent les façons de procéder naturelles et attendues. Ainsi, le changement d'échelles dans la conjoncture n'est pas mécanique (débordement) entre le local et le national. Au contraire, le local semble être une instance fractale dans la production de la conjoncture.

Le mineur affecté

- 22 La gestion affective n'est pas nouvelle à Marmato. Mais avant qu'elle ne devienne le premier projet pilote pour la création d'un Réseau de services pour la promotion de l'extraction, il existait déjà un ensemble de stratégies ciblant la vie affective des mineurs – il s'agit de procédures judiciaires qui visent à condamner le mode de vie informel des mineurs, à diffuser de la propagande contre leur activité dangereuse et lourde de conséquence pour l'environnement, l'identification de leur ville comme une zone à haut risque dans laquelle aucun investissement public n'est envisageable. Le Réseau de services poursuit une série d'expériences afin de rendre opérationnelle la libéralisation de l'extraction en Colombie. Comme il a été dit précédemment, ces projets comprennent la récente création des ARE et des chaînes productives – le recours à la sous-traitance entre les grandes exploitations et les mineurs indépendants. Mais les autres stratégies qui visent à affecter profondément la vie des populations sont tout aussi importantes.
- 23 Aujourd'hui, le quotidien des habitants de Marmato bruisse de rumeurs sur ceux qui se soumettent aux demandes des grandes exploitations. Cela donne lieu à un sentiment de honte tout en favorisant la créativité et l'introspection. Les revendications des sociétés transnationales sur les titres miniers dans la montagne remontent aux années 1990, si ce n'est plus tôt. À cette époque, plusieurs cycles de spéculation que nous avons décrits ailleurs (Jaramillo, 2020) ont poussé des mineurs à vendre leur propriété à des sociétés contre des sommes qui leur paraissaient astronomiques. Si l'on en croit le discours le plus répandu sur ces transactions, les contrats n'ayant jamais été entièrement payés, ils ont été annulés. D'autres habitants reconnaissent que certaines mines ont bien été vendues, mais qu'elles n'ont jamais été exploitées, par conséquent, les droits ont été perdus. Cette appropriation de mines viole la loi sur les mines élaborée dans les années 1940 à Marmato. Après qu'on a vu fleurir quantité de lois et de régimes de propriété au XIX^{ème} siècle pour organiser le secteur de l'extraction, un ministère des mines a vu le jour dans les années 1940. Dans les années 1950, un président populiste établissait la coexistence d'un régime spécial entre petites et grandes exploitations. À Marmato, cette décision est souvent citée comme le dernier argument contre les concessions

multinationales. Pour plusieurs, c'est la fin d'une économie morale jadis soutenue par les élites.

- 24 À l'encontre du mode de vie développé depuis les années 1950, le code minier de Colombie (2001) approuvait ouvertement les opérations de grande envergure et a invisibilisé l'activité minière à petite échelle et artisanale, rendant la survie pour la plupart des mineurs particulièrement difficile dans le respect du cadre légal. Sur le litige actuel avec les sociétés transnationales, un élément ressort dans la plupart des récits. Quand une société canadienne a lancé son exploitation en 2006, elle a tenté de détruire l'économie de Marmato en stoppant toutes les opérations dans les mines dont elle détenait une concession. La société a envoyé les habitants au chômage et menacé de détruire la ville avec la création d'une mine à ciel ouvert en son centre historique. Pour arriver à ses fins, elle a proposé un projet de relocalisation. Une importante mobilisation sociale s'est articulée autour de la défense des mines et de la ville. Des barrages routiers ont été érigés pour en interdire l'accès et paralyser la route panaméricaine. La population a défendu sa survie à coup de poursuites judiciaires, de manifestations et de communiqués de presse. Les occupations de mines dont certaines durent encore ont favorisé l'émergence d'un nouveau régime d'extraction qualifié de *guachería* par la population. Il s'agit d'exploitations de mines par des équipes éphémères de mineurs qui extraient le minerai à la semaine (contrairement à la périodicité mensuelle, voire plus longue du régime précédent). La production est ensuite divisée entre les travailleurs qui vont traiter le minerai dans l'une des centaines d'usines qui ont rapidement proliféré (comparé à la dizaine, pas davantage, qui existaient auparavant). En voulant créer une Colombie extractive, le gouvernement et la société minière ont favorisé l'émergence d'une conjoncture locale propre. Cette chaîne de causalités qui met à mal le discours sur les sociétés arrivant sur un territoire en amenant la paix et le développement est précisément ce qui s'est produit à Marmato. Et c'est le même récit inversé que nous souhaitons éclairer par l'analyse des conjonctures.
- 25 Pour la « Nouvelle Marmato », une dénomination à laquelle tenaient le gouvernement et la société, l'emploi intensif du langage sur le « risque » et l'investissement a marqué les événements entourant la relocalisation de Marmato plus bas dans la montagne. En 2006, un glissement de terrain a enseveli une place centrale en ville. Les autorités environnementales ont déclaré le centre historique « zone à risque élevé ». L'interdiction de tout investissement dans l'équipement urbain a été décrétée et la ville a été abandonnée à son sort. Santiago Cembrano Escobar a documenté la manière dont les récits des habitants ont subverti le langage sur le risque en affirmant que la société avait joué un rôle dans la déclaration sur le risque élevé – la société représentait donc un potentiel de violence avec, notamment, la manipulation du processus technique à « risque » (Cembrano Escobar, 2018). Dès le départ, le conflit sur le centre historique s'est établi autour de la gouvernance de l'avenir de la population par des calculs préventifs et des techniques de modélisation (Anderson, 2010).
- 26 Étant donnée l'impossibilité d'investir dans la ville historique, la société minière a redirigé une partie du financement dans des programmes de responsabilité sociale pour la construction d'installations essentielles comme un lycée, un hôpital, une Maison de la culture, une école maternelle et le *Centro de Salvamento Minero* (Centre pour la sécurité minière). Entre temps, le cœur et le centre historiques de Marmato ont perdu les ressources et les chances de se remettre d'une tragédie autoréalisatrice. La

mairie s'est maintenue dans le centre historique, un acte de résistance des maires successifs dont les prises de position contre la société et le gouvernement central avaient été essentielles à leur élection.

- 27 La première tentative systématique de relocalisation de la population s'est faite via une initiative CSR qui a établi une association intermédiaire, la CODESMA (*Corporación para el Desarrollo Social de Marmato*). Elle a été confiée à des mineurs proches de la multinationale et comptait soutenir des *proyectos productivos* (projets productifs) dans la municipalité (via un transfert mensuel de 5 000 USD à la CODESMA pour financer tous les projets). Les « projets productifs » étaient censés créer des sources alternatives de revenus pour les femmes. Eulices, un dirigeant de la CODESMA à l'époque, nous a expliqué qu'il s'agissait de microcrédits exclusivement destinés à l'agriculture et à l'élevage. Eulices avait rapidement compris l'intention et qualifie aujourd'hui le projet de *reconversión* (restructuration) :
- « Ce qu'elle [la société] voulait ? Un changement d'activité. J'ai compris qu'elle voulait que l'activité [l'extraction minière] change. Elle disait : "avec ces 5 000 USD, nous prêterons jusqu'à dix salaires minimum à une entreprise, à condition qu'elle soit agricole". Il n'y avait rien de mal à cela. C'était bien. Qu'est-ce que j'étais censé faire ? Je ne devais pas prêter de l'argent aux mineurs, mais à leurs femmes »².
- 28 Puis il a compris le manège. « Ils voulaient que ce soit comme ça. Parce que le mari va là où va sa femme ! »³. Il devenait clair que la restructuration n'était qu'une stratégie pour reconfigurer la ville afin de créer un espace pour un projet d'extraction à grande échelle et débarrasser les puits des mineurs indépendants. Eulices a réattribué les fonds offerts par la société au soutien juridique des mineurs modestes. Les fonds ont été coupés et CODESMA a disparu quand la société a compris que son action serait sans effet sur la relocalisation des mineurs du centre historique vers l'emplacement projeté.
- 29 Le mouvement a été influencé par les soupçons grandissants des mineurs sur des activités de la société mettant en péril des techniques et des savoirs d'extraction, voire des mines. Pour commencer, la cartographie des titres fonciers avait été modifiée au détriment des concessions que possédaient des mineurs indépendants et des exploitations artisanales. L'accès aux explosifs avait été restreint sous prétexte que des *guerrilleros* risquaient d'utiliser les mineurs pour obtenir du matériel de guerre. Ceci a alimenté le processus de mobilisation sociale contre les politiques de criminalisation.
- 30 La confrontation a affecté les programmes défendus par l'administration locale de l'époque (*circa* 2010-12). Plusieurs programmes proposaient des actions visant à encourager la relocalisation de la ville et la « restructuration du travail » (*reconversión laboral*). Certains programmes se sont juxtaposés à d'autres, nationaux, notamment à *Familias en Acción* (programme CCT) et ciblaient les femmes. Il y avait *Asistencia Técnica Agropecuaria* (Assistance technique agricole) et *SENA: Emprende rural* (Entrepreneuriat rural, par le Service national de formation). Le premier encourageait les femmes à développer des potagers de légumes comestibles. Le second offrait des cours (peinture, poterie, cuisine, couture et fabrication de peluches). Les deux programmes étaient supervisés par le Secrétariat du développement économique et le Secrétariat de l'éducation de l'administration municipale locale.
- 31 Plus récemment, le programme *Mi Negocio* (Mon entreprise) a encouragé la réorganisation de la vie économique loin de l'extraction artisanale. Ce programme a réuni des projets entrepreneuriaux distincts (Prosperidad Social, 2018). Il s'agissait d'une initiative entrepreneuriale où les participants, essentiellement des femmes,

obtenaient un capital de démarrage pour monter une petite affaire et obtenir une formation en gestion. Ce programme a essentiellement ciblé des zones où le conflit armé et les intérêts stratégiques (projets d'extraction minière, ports, infrastructures) se juxtaposaient. Suivant un document de travail, « le programme vise une population marquée par l'extrême pauvreté et la vulnérabilité ou victime du conflit armé »⁴. Marmato était une région pilote du département de Caldas, sauf que le profil des demandeurs ne correspondait pas aux objectifs. Tous avaient vécu leur lot d'épreuves, mais la majorité voyait la ville comme un lieu accueillant pour des gens en quête d'opportunités. Le ciblage de Marmato par *Mi Negocio* s'inscrivait plutôt dans une tendance plus vaste du gouvernement *via* une articulation entre la différence culturelle, la pauvreté et la victimisation (Jaramillo, 2014 et 2016).

- 32 Ces programmes sociaux ne sont pas distincts des programmes de responsabilité sociale entrepreneuriale et il importe de les analyser comme tels. Pour ce qui est de la collaboration logistique et monétaire, voire des projets globaux, ces programmes s'alimentent les uns les autres. Rubén, qui dirige une de ces organisations, qualifie les CSR de société de « projets pièges ». Citant l'expérience d'une autre ville vivant de l'extraction de l'or dans le département de Cauca, il dit :

« Ce sont des projets que je qualifie de "pièges" car elle [la municipalité] les présente de la plus belle manière, alors qu'on sait que ça vient directement du gouvernement national, du ministère des Mines, du ministère de l'Intérieur et de tous ces gens. [...] Buritica [une ville minière] est un bel exemple où ils ont dit aux gens : "On vous donne deux millions de pesos pour que vous montiez une affaire" et ils l'ont fait. Mais quand ils ont voulu revenir en ville [pour faire de l'extraction], on leur a dit : "Il semble que vous soyez inscrit comme responsable d'une entreprise agricole ; pourquoi revenir à l'extraction minière si vous y avez renoncé ?" »⁵.

- 33 Hercilia, une femme de 50 ans dit « c'était vraiment bien quand la compagnie était présente », en 2016, dix ans environ après l'édiction de la stratégie, quand elle a commencé à prendre sa place dans les aspirations des gens. Mais Lidia a aussi ciblé des engagements plus ambigus : « 90% de la population bénéficie de la compagnie, mais, en même temps, se plaint de sa présence à Marmato ». De tels campagnes morales par les dettes ont changé mais aujourd'hui encore, le bureau des ressources humaines rivalise de stratégies pour faire croire que le travail des mineurs indépendants comporte des risques. Il est dangereux parce que les travailleurs n'ont pas l'équipement protecteur adéquat. Après tout, ils ne disposent pas de l'assurance obligatoire pour les accidents du travail. Et puis les rendements varient, ce qui affecte la paie, contrairement à un salaire mensuel. Mais, comme nous le verrons dans la prochaine section, les mineurs indépendants et les exploitations artisanales évaluent le risque autrement.
- 34 Quand la société a abandonné son projet de mine à ciel ouvert, les stratégies se sont montrées plus discrètes et plus difficiles à identifier. La stratégie des *encadenamientos productivos* (chaînes productives) est celle qui a le plus d'impact sur les mineurs. Pour les mineurs indépendants et les exploitations artisanales, il s'agit de contrats qui régissent la vente du minerai aux grandes exploitations à un prix établi d'avance qui ne tient pas compte de sa concentration en or. Ces mineurs deviennent des sous-traitants de la multinationale. D'autres y voient la soumission implicite aux grandes concessions minières et le fait que cela compromet la personnalité du mineur. Comme nous le verrons en détail dans la section suivante, chacun de ces efforts représente une atmosphère affective caractérisée par la rumeur et l'insécurité génératrices d'anxiété et d'ouvertures politiques.

- 35 Cette partie a exploré les efforts déployés pour désigner les mineurs comme des êtres dont l'autonomie et le profil éthique sont limités. Ce traitement de la population met en évidence des modes de subjectivation et des formes de gouvernementalité de la conjoncture bien spécifiques. Mais dans l'ensemble, on voit clairement que la collusion entre les acteurs publics et privés a produit les conditions de la conjoncture actuelle en Colombie. Dans la prochaine partie, nous explorerons les manifestations de ces affectations et comment elles nécessitent une lecture critique de la conjoncture et de l'histoire.

La vie affective dans une ville minière soumise à des conjonctures néolibérales

- 36 Les faits suivants se sont déroulés lors d'un entretien dans une usine de traitement. Nous discutons avec le propriétaire de la situation précaire de son entreprise en raison du conflit à la mine. Certains mineurs savaient que l'entreprise était mêlée à une chaîne productive, ce qui justifiait notre présence. Le propriétaire l'avait toujours nié. Puis un ouvrier lui a remis une lettre. N'en connaissant pas le contenu, il l'a ouverte devant nous. Il s'agissait d'un *amparo administrativo*, un ordre juridique lui retirant son droit d'exploitation. Il l'a replié et rapidement fait disparaître.
- 37 Cette lettre ne prouve pas que l'entreprise fasse partie d'un projet de chaîne productive, mais elle montre deux choses. D'abord elle matérialise le niveau de harcèlement auxquels s'exposent les mines et usines de traitement artisanales, ensuite, la scène illustre la honte liée à la pression et aux conséquences possibles. Les hommes surtout (le métier de mineur est fortement masculinisé) ont le sentiment de commettre une faute lorsqu'ils entrent en relation avec le gouvernement et la société minière via les chaînes productives, les programmes de responsabilité sociale et les politiques sociales qui défendent la restructuration économique.
- 38 Pour Juan Carlos, accepter un contrat de sous-traitance avec l'entreprise équivaut à lui céder tous les droits sur son exploitation. Il nous a expliqué cela à l'entrée de la mine. Après quelques minutes, son frère et collègue s'approche et demande si nous ne sommes pas en réalité employé de la *multinacional*. Juan Carlos le rassure, puis se tourne vers nous. « Beaucoup de gens sont venus faire de la recherche, mais ils ont fini par nous vendre », dit-il. Ce niveau de suspicion teinte l'ensemble des rapports sociaux. La population s'interroge sur l'installation d'un funiculaire pour transporter le minerai de la mine à l'usine de traitement – est-ce pour l'usage du propriétaire ou pour le transport de minerai vers des installations contrôlées par la société ?
- 39 Tout le monde sait qui est impliqué dans les chaînes productives. Mais on donne rarement les noms. C'est un sujet dont on discute autour et dans les puits de mine, mais il est nimbé de secret, car jugé honteux par les mineurs – il y a de bonnes raisons de croire que les gens impliqués sont tourmentés par le remord. C'est dans la manière dont les mineurs se perçoivent qu'on trouve l'origine de ce sentiment. Il existe de nombreux récits sur les efforts qu'ils déploient pour extraire de plus grandes quantités d'or. Ils comprennent le savoir technique et les états affectifs qu'ils associent à la capacité « d'attirer l'or » ou de le faire disparaître. Par conséquent, dépenser ses richesses après l'extraction « effraie l'or » et le fait disparaître dans la mine. Pareil avec les envies, alors que le « calme » (*calmado*) produit l'effet contraire, de même que de

nombreuses magies et sensations (comme sentir l'odeur des veines d'or, un art accentué par la gueule de bois, a confié un mineur). D'un point de vue moderne, il s'agit de croyances locales ; du point de vue des mineurs, il s'agit de ce que l'or représente fondamentalement : une ontologie qui relie le mineur et l'or comme des êtres réciproques. L'extraction d'une grande quantité d'or serait le signe du mineur accompli au sens corporel, émotif, physique et rationnel, et non de la simple énergie productive de l'ouvrier – celui qui vend le minerai sans connaître sa valeur telle qu'elle se mesure avec la comptabilité réelle de son poids en or et être réduit à n'être que cela. C'est à la fois dévirilisant, antisocial et mortifère.

- 40 Pour Johan et Nanin, les cousins de Juan Carlos, comme pour nombre de mineurs interviewés, les chaînes productives sont synonymes de sujétion et de soumission. Ceux qui le pensent sont généralement intégrés à des réseaux solides de parenté et de travail. Se soumettre à des chaînes productives implique de se vendre eux-mêmes comme de purs travailleurs qui renoncent à toute forme de sociabilité locale qui leur permettrait de devenir de véritables mineurs. Face à la criminalisation et au blocage de l'accès aux outils et aux matériaux essentiels comme les explosifs, tout le monde n'a pas les moyens de cette politique. À propos d'explosifs, Juan Carlos nous met en garde : « Ne vous en mêlez pas, ce pourrait être dangereux ». Ainsi, en plus de la honte, le harcèlement juridique et la criminalisation ont rendu toute discussion impossible sur de nombreux sujets et créé un royaume de vie sociale hanté par la rumeur dans la tradition la plus nécropolitique (Mbembe, 2008).
- 41 Ces rumeurs marquent la longue histoire des interventions et des intrusions dans la vie intime des mineurs. Les campagnes dirigées contre les moyens de subsistance des mineurs indépendants et des exploitations artisanales ont semé la peur et le doute. Vers 2010, la multinationale a mandaté le groupe de consultants *Social Capital* pour concevoir la stratégie de délocalisation de la population. Comme avec les programmes CSR, des locaux ont été engagés pour mener à bien ce programme. Rigo, propriétaire d'une usine de traitement, s'en souvient. « Ma petite amie a commencé à travailler pour *Social Capital* et ça a été un conflit terrible pour moi ». Chaque avancée de la société touche l'intime et l'affectif de Marmato comme collectivité.
- 42 L'impossibilité de la reproduction sociale éveille des peurs plus profondes. Elles prennent différentes formes. Gustavo, par exemple, qui travaille dans une mine, s'est plaint de la difficulté de trouver une compagne à qui il pourrait faire confiance. Il évoque la sorcellerie, est persuadé qu'une femme qui veut tromper son homme lui jette un sort. Il associe ces angoisses à la difficulté de nouer des relations intimes dans un contexte de populations mobiles, de l'opacité des intérêts des gens et de la possibilité toute relative de gagner sa vie en ville. La plupart des mineurs que j'ai rencontrés attribuent cette situation au gouvernement et à la compagnie. Et quand les relations subsistent dans ce contexte, d'autres problèmes surgissent. Diana, par exemple, originaire du département voisin d'Antioquia, mariée à un mineur de Marmato, s'est installée en ville et travaille pour une usine de traitement. Elle nous a parlé avec hésitation de sa vie à Marmato. « Difficile d'élever des enfants quand on est entouré de poison », confiait-elle. Elle évoquait l'omniprésence du cyanure, un produit chimique largement utilisé pour extraire le maximum d'or dans la boue qui résulte du broyage du minerai. On peut comprendre qu'à Marmato, l'usage du cyanure soit fortement associé à la *guachería*, ce régime de production issu en partie de la crise infligée par les grandes exploitations et le gouvernement central.

- 43 À Marmato, la gestion affective a donc induit des sentiments de soumission, des angoisses liées à la reproduction sociale, des trahisons occultes et de l'incertitude politique. Bien que cela puisse sembler limitant, réduisant les choix d'expression politique, nous souhaitons montrer dans la conclusion que ces campagnes visant à créer un nouveau sujet dans des régions conflictuelles a produit des possibilités politiques inattendues. D'une certaine manière, ces chaînes finissent par être productives pour les mineurs comme le montre la prochaine section.

L'excès de conjoncture

- 44 « Je suis sans doute sur écoute », glisse Eulices en jetant un regard rapide derrière lui. « Essaie d'appeler... Tu entends ? Le petit bip quand ça sonne, c'est la preuve qu'on me surveille ». Eulices est le conseiller juridique autodidacte de la plupart des mineurs indépendants de Marmato. Il a joué un rôle essentiel dans la mobilisation sociale contre les demandes des multinationales sur les concessions qui allaient rendre impossible en ville l'extraction par les mineurs indépendants et les petites exploitations. Une partie de sa vie est minée par la peur, le soupçon et l'angoisse, comme en témoignent les craintes qui l'étreignent. Ce sentiment partagé par tant d'autres en ville déteint sur la manière dont les habitants envisagent de fonder une famille, rencontrer des amis et nouer des liens avec des alliés politiques et des collègues de travail.
- 45 Notons que le soupçon alimente les efforts pour préserver l'indépendance et l'autonomie dans l'activité minière à Marmato. Nous avons été invités par Eulices à participer à une réunion autour de l'organisation d'un évènement pour la défense de Marmato. Une équipe de tournage d'une chaîne de télé canadienne était attendue pour un reportage sur les impacts néfastes de l'activité minière en Colombie. La réunion avait été planifiée par des gens qui n'ont pas l'habitude de s'impliquer dans la mobilisation sociale. Après la réunion, nous avons été enthousiastes de voir émerger de nouvelles articulations. Eulices nous a toutefois mis en garde : certaines personnes spéculent avec ces manifestations, cherchent à vendre leurs mines à prix fort sachant que toute pression politique sur les grandes sociétés minières en fait monter la valeur. Eulices et d'autres étaient néanmoins disposés à participer à une action collective.
- 46 À l'instar d'Eulices, les organisations politiques sont en proie au doute quant à leur authenticité et à la possibilité que les demandes servent le gouvernement et les multinationales. Ces rumeurs sont souvent formulées de manière à ne pas donner l'impression d'accuser les gens impliqués, mais elles sont de toutes les rencontres et de toutes les conversations. Les théories conspirationnistes sont légion à Marmato. En fait, malgré ses doutes, notre ami a participé à la visite des journalistes canadiens. D'une manière plus large, l'action politique se poursuit à Marmato, malgré les peurs profondes sur les véritables intentions d'autrui.
- 47 Nous terminerons en mettant en avant un élément qui a traversé cette description. Oui, la gestion affective de la vie de ces gens peut sembler débilitante, mais elle porte un « excès » – quelque chose en plus que les stratégies de gestion affective ne peuvent entièrement saisir. Comme William Mazzarella le souligne dans son analyse du secteur publicitaire, l'industrie peut faire beaucoup pour capter les désirs, la motivation et la consommation de la population (Mazzarella, 2003). Beaucoup de choses sont ouvertes à l'inattendu, la créativité et l'expérimentation. Dans notre cas, elle porte des critiques

morales, une interprétation du présent, voire un style politique qui permet une articulation sans être facilement récupérable.

- 48 Les théories linéaires et d'action stratégique des conjonctures surévaluent souvent la transparence, la planification, la confiance et d'autres affects positifs dans la mobilisation sociale (Corsín, 2017). Elles passent à côté de l'essentiel en ignorant que les conjonctures sont toujours déjà articulées et que la mobilisation sociale qui caractérise ces événements importants devrait, elle aussi, être conceptualisée. Comme pour les théories des dépendances de trajectoires et de bifurcations (cf. Dobry, 2000), il manque à la théorie des conjonctures l'élément de déplacement affectif, de malentendu, de fatigue. Mais les conjonctures sont des objets hétérogènes et contradictoires et les luttes s'abritent souvent sous le parapluie du « mouvement social » (Gutiérrez, 2017). Aujourd'hui, on trouve à Marmato une étonnante variété d'organisations, d'articulations, d'ateliers et d'autres formes institutionnelles galvanisées autour de la défense de la ville dans toute sa complexité. Nous aimerions conclure en reliant tout cela avec les multiples trajectoires affectives de la conjoncture dans la « Colombie transitionnelle ». Il s'agit forcément d'une invitation incomplète à poursuivre la recherche et ouvrir de nouvelles pistes de réflexion.

- 49 Dans son excellent travail, Kathleen Millar soutient que l'analyse de la précarité a été largement formatée et influencée par l'expérience de transition du fordisme au post-fordisme dans les pays du Nord (Millar, 2014). Les changements autour du travail (réglementation, stabilité, compensation, organisations politiques) tiennent une place écrasante. En Amérique Latine et ailleurs dans les pays du Sud, de nombreux régimes politiques (certaines périodes de l'histoire du Brésil et de l'Argentine, par exemple) sont une aspiration, mais surtout une promesse dans l'écrasante majorité des cas. Comme l'a constaté Kathleen Millar avec les *catadores* de Rio, ces gens qui collectent et vendent les déchets recyclables de la décharge municipale, la précarité n'est pas liée au travail mais à un fait ontologique – une vie précaire continuellement renouvelée et qui n'est pas surmontée par un travail rémunéré, mais par l'autonomie.
- 50 De même, à Marmato, la pression exercée sur la vie des gens n'est pas un signe de défaite totale, mais une nouvelle manifestation d'une condition historique qu'« ils » ont vécue. C'est un sujet, mais il n'y avait pas la place ici pour le développer et il a été présenté ailleurs (Jaramillo, 2022). La gestion affective est à son tour reconvertie en affects ayant un potentiel important : la censure sur les actions spécifiques, la retenue, les pratiques de soins et même la rumeur qui impulsent de nouvelles actions politiques sans que le succès soit garanti.
- 51 Nous avons soutenu dans cet article que les conjonctures n'étaient pas que de simples événements. Elles sont des événements dont le sens dépend des corps, des subjectivités, des sensibilités et des rationalités qui les vivent et les façonnent. Comme les « crises », les conjonctures surgissent quand, d'une certaine manière, ces corps traversent l'épreuve du temps. Aujourd'hui, les mineurs de Marmato sont formés par un effort intense, mais non-dit et intime pour coloniser leur existence. Ils ont été structurés comme faisant partie de la production de la Colombie transitionnelle. Ce genre de configuration affective explique en partie qu'ils aient choisi de se joindre à la grève, mais sans bloquer la route. Une sorte de résistance consciente de l'équilibre précaire

dans lequel ils vivent par rapport à l'État, la loi, la police, le pouvoir transnational de l'entreprise et la précarité infligée de leurs moyens de subsistance. Mais considérer les conjonctures comme des réseaux affectifs permet de rendre compte du poids du quotidien et de l'expérience historique.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON B. (2010), « Preemption, Precaution, Preparedness: Anticipatory Action and Future Geographies », *Progress in Human Geography*, vol. 34, n° 6, pp. 777-798.
- APARICIO J. R. (2017), « Affective Capitalism, Humanitarianism and Extractivism in Colombia: Old and New Borders for Future Times », *Cultural Studies*, vol. 31, n° 2-3, pp. 331-352.
- APARICIO J. R., JARAMILLO P. & C. MANRIQUE (2017), « Colombia y la ansiedad universal: Afectos, técnicas y saberes de la modernización », *Nuevos enfoques para el estudio de las relaciones internacionales en Colombia*, pp. 167-192.
- BEBBINGTON A. & J. BURY (2013), *Subterranean Struggles: New Dynamics of Mining, Oil, and Gas in Latin America*, Austin, University of Texas Press.
- BERLANT L. G. (2011), *Cruel Optimism*, Durham, Duke University Press.
- CARMONA S. & P. JARAMILLO (2020), « Anticipating Futures through Enactments of Expertise: A Case Study of an Environmental Controversy in a Coal Mining Region of Colombia », *The Extractive Industries and Society*, vol. 7, n° 3, pp. 1086-1095.
- CASTILLO ARDILA Á. M. & E. S. GALVIS RUBIANO (2019), *La minería de oro en la selva: Territorios, autonomías locales y conflictos en Amazonia y Pacífico (1975-2015)*, Bogota, Ediciones Uniandes-Universidad de los Andes.
- CEMBRANO ESCOBAR S. (2018), « *Zona geológicamente inestable* »: cómo se gobierna, disputa y habita el riesgo en Marmato, Caldas, Unpublished monography, Uniandes.
- COLOMBIA (CONGRESO DE) (2001), « Ley 685 de 2001. Por la cual se expide el Código de Minas y se dictan otras disposiciones », *Diario Oficial*, 44545.
- CUESTA J. & J. PICO (2020), « The Gendered Poverty Effects of the COVID-19 Pandemic in Colombia », *The European Journal of Development Research*, vol. 32, n° 5, pp. 1558-1591.
- DAS V. (1995), *Critical Events. An Anthropological Perspective on Contemporary India*, Oxford, Oxford University Press.
- DOBRY M. (2000), « Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de "path dependence" », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, pp. 585-614.
- DOVER R.V. H., HINESTROZA BLANDÓN P. A. & G. P. LOPERA MESA (2016), « Regional Mining Identities vs. Multinational Mining Interests. The End of Traditional Small-scale Gold Mining in Marmato (Caldas, Colombia) », dans ESPINOSA S. & A. FAZIO (dir.), *Globalization, Violence and Security. Local Impacts of Regional Integration*, Bruxelles, Éditions P. I. E. Peter Lang, pp. 137-164.

- ECHAVARRIA C. (2014), « *What is Legal?* ». *Formalising Artisanal and Small-scale Mining in Colombia*, Rapport de recherche, IIED, London and ARM, Colombia [En ligne] <https://pubs.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/16565IIED.pdf>
- FERGUSON J. (2005), « Seeing Like an Oil Company: Space, Security, and Global Capital in Neoliberal Africa », *American Anthropologist*, vol. 107, n° 3, pp. 377-382.
- GÄRTNER Á. (2005), *Los misteres de las minas*, Manizales, Universidad de Caldas.
- GONZÁLEZ COLONIA C. J. (2017), *Brujería, minería tradicional y capitalismo transnacional en los Andes colombianos. El caso del pueblo minero de Marmato*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología.
- GUDYNAS E. (2016), « Extractivismos en América del Sur: conceptos y sus efectos derrame », dans *Mineração na América do Sul2*, Sao Paulo, Annablume Editora, pp. 23-44.
- GUTIÉRREZ R. (2017), *Horizontes comunitario-populares: Producción de lo común más allá de las políticas estado-céntricas*, Madrid, Editorial Traficantes de sueños [En ligne] https://traficantes.net/sites/default/files/pdfs/Horizontes%20comunitario-populares_Traficantes%20de%20Sue%c3%b1os.pdf
- HARTOG F. (2015), *Regimes of Historicity: Presentism and Experiences of Time*, S. Brown translator, New York, Columbia University Press.
- INSTITUTO DE ESTUDIOS COLOMBIANOS (1987), *El Oro en Colombia*, Bogotá, Instituto de Estudios Colombianos.
- JARAMILLO P. (2014), *Etnicidad y victimización. Genealogías de la violencia y la indigenidad en el norte de Colombia*, Bogotá, Editorial Uniandes.
- JARAMILLO P. (2016), « Gubernamentalidades futuristas: gobernar el hogar en la era del optimismo tecnológico », *Contemporânea-Revista de Sociologia da UFSCar*, vol. 6, n° 1, p. 75.
- JARAMILLO P. (2020), « Mining Leftovers. Making Futures on the Margins of Capitalism », *Cultural Anthropology*, vol. 35, n° 1, pp. 48-73.
- JARAMILLO P. (2022), « Spectral Comparisons: Universalization, Generalization, and the Resource Curse », dans GIRAUD O. & M. LALLEMENT (dir.), *Decentering Comparative Analysis in a Globalizing World*, Leiden et Boston, Brill, pp. 166-189.
- JARAMILLO P. & S. CARMONA (2022), « Temporal Enclosures and the Social Production of Inescapable Futures for Coal Mining in Colombia », *Geoforum*, vol. 130, pp. 11-22.
- KIM B. (2017), « Think Rich, Feel Hurt: The Critique of Capitalism and the Production of Affect in the Making of Financial Subjects in South Korea », *Cultural Studies*, vol. 31, n° 5, pp. 611-633.
- MAZZARELLA W. (2003), « "Very Bombay": Contending with the Global in an Indian Advertising Agency », *Cultural Anthropology*, vol. 18, n° 1, pp. 33-71.
- MAZZARELLA W. (2012), « Affect: What is it Good for? », dans DUBE S. (dir.), *Enchantments of modernity*, New Dehli, Routledge India, pp. 309-327.
- MBEMBE A. (2008), « Necropolitics », dans MORTON S. & S. BYGRAVE (dir.), *Foucault in an Age of Terror. Essays on Biopolitics and the Defence of Society*, New York, Springer Publishing, pp. 152-182.
- MILLAR K. (2014), « The Precarious Present: Wageless Labor and Disrupted Life in Rio de Janeiro, Brazil », *Cultural Anthropology*, vol. 29, n° 1, pp. 32-53.
- PERDONO SANCHEZ J. C. (2021), « Espacios Extractivos: el Middle Cauca Belt en el Suroeste de Antioquia », dans RAMÍREZ ZULUAGA L. A. (dir.), *Intervenciones socioespaciales*, Medellín, Editorial Universidad de Antioquia, pp. 15-54.

- PROSPERIDAD SOCIAL (2018), *Documentación metodológica del programa Mi Negocio*, Bogotá.
- RAJAK D. (2011), « Theatres of Virtue: Collaboration, Consensus, and the Social Life of Corporate Social Responsibility », *Focaal*, n° 60, pp. 9-20.
- RETTBERG A. (2020), « Peace-making Amidst an Unfinished Social Contract: The Case of Colombia », *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. 14, n° 1, pp. 84-100.
- RETTBERG A., CÁRDENAS J. C. & J. F. ORTIZ-RIOMALO (2017), *Mismo recurso, diferentes conflictos: Un análisis de la relación entre oro, conflicto y criminalidad en seis departamentos colombianos*, Bogotá, Uniandes.
- RICHARD A. & D. RUDNYCKYJ (2009), « Economies of affect », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 15, n° 1, pp. 57-77.
- SAHLINS M. (2013), *Islands of History*, Chicago, University of Chicago Press.
- STEWART K. (2007), *Ordinary Affects*, Durham, Duke University Press.
- STOLER A. L. (2016), *Duress: Imperial Durabilities in our Times*, Durham, Duke University Press.
- SVAMPA M. N. (2013), *Consenso de los Commodities y lenguajes de valoración en América Latina*, Fundación Friedrich Ebert.
- WATTS M. (2004), « Resource Curse? Governmentality, Oil and Power in the Niger Delta, Nigeria », *Geopolitics*, vol. 9, n° 1, pp. 50-80.
- WELKER M. (2014), *Enacting the Corporation: An American Mining Firm in Post-authoritarian Indonesia*, Oakland, Ca, University of California Press.
- WESZKALNYS G. (2016), « A Doubtful Hope: Resource Affect in a Future Oil Economy », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 22, n° 1, pp. 127-146.
- ZHOURI A., BOLADOS P. & E. CASTRO (2016), « Introdução », dans ZHOURI A., BOLADOS P. & E. CASTRO (dir.), *Mineração na América do Sul*, Sao Paulo, Annablume Editora, pp. 9-20.

NOTES

1. Voir: Marmato; minería; Ministro de Minas: Nuevos proyectos de desarrollo para Marmato y el alto occidente de Caldas | Manizales | Caracol Radio
2. « ¿ella [la compañía] que quería? Cambiar de actividad. Lo que yo le comprendí era que ella quería cambiar de actividad. Ella le decía "con estos 5000 dolares nosotros le podemos prestar hasta 10 salarios mínimos a un socio para que haga proyectos pero agrícolas" Yo no le vi malo. Es bueno. Porque ¿yo qué iba a hacer? Yo no le iba a prestar a los mineros, yo le iba a prestar a las esposas de los mineros ».
3. « ¿por qué? Porque esa era una manea de radicar más la comunidad en el pueblo: porque ¿dónde se queda el esposo? "Dónde está la mujer!" ».
4. « El alcance poblacional está referido a pobres extremos, vulnerables y/o víctimas de desplazamiento forzado, que residan en los territorios priorizados por Prosperidad Social, los cuales son identificados con el apoyo de otras instituciones del sector de la inclusión social y la reconciliación como la Unidad de Atención y Reparación Integral a las Víctimas, previo cumplimiento de los criterios de inclusión que se desarrollan más adelante » (Prosperidad Social, 2018, p. 5).
5. « Ellos tienen ahí unos proyectos que yo les llamo "proyectos trampa" porque ellos [la alcaldía] a uno le presentan el proyecto de una forma muy bonita pero uno sabe que eso viene directamente desde el Gobierno Nacional, eso viene desde el Ministerio de Minas y desde el Ministerio del Interior y todas esas. [...] Se ve un caso claro en Buriticá [a mining town] donde le dijeron a la gente "vea le vamos a dar dos milloncitos para que usted monte un negocio" y le dieron dos millones de pesos y la gente ingenuamente llegó y formó.

Entonces cuando la gente fue a retornar al pueblo otra vez le dijeron: "pero es que usted aparece acá en la lista de que usted con esos dos millones iba a montar un proyecto productivo agropecuario, ¿cómo pretende volver a ser minero si es que usted renunció a ser minero?" ».

RÉSUMÉS

La Colombie est un point nodal du super-cycle minier en Amérique Latine. La collusion entre l'État et les sociétés minières a privilégié un modèle d'exploitation de grande envergure cohérent avec trois décennies de consolidation de l'ordre socioculturel néolibéral. Un secteur minier fort a du sens pour un projet qui cherche à générer des revenus indispensables au financement des accords de paix avec les guérillas de gauche et des mesures sanitaires d'urgence, et à renforcer l'État et le capital privé dans des régions marquées par la violence. On ne peut décrire la « Colombie transitionnelle » sans tenir compte de ces événements et de ces facteurs. Notre article entend analyser cette époque comme une conjoncture et le fera à partir des lieux les plus impactés par le rêve d'un pays moderne et en paix. Dans le cas de l'or, au plus grand regret des acteurs influents du secteur, le précieux minerai est extrait avant tout par des populations pauvres et en situation précaire ou des organisations criminelles qui contraignent souvent ces dernières. Au cours de la dernière décennie, la gestion des régions sources de rentabilité mais foyers de conflits a oscillé entre la criminalisation ouverte et l'approche plus managériale. Nous explorerons les conséquences de ces stratégies qui reposent sur la gestion de l'affect dans les communautés minières. En utilisant le cas de Marmato, dans le département du Caldas, nous tenterons d'illustrer comment s'articulent la responsabilité sociale des entreprises, les « chaînes productives » et les programmes entrepreneuriaux. Enfin, nous nous intéresserons aux techniques de pression, d'humiliation et de désir subies au quotidien, puis analyserons les régimes affectifs de la conjoncture sociopolitique actuelle, de la crise et de la gestion sociétale en Colombie. Une recherche ethnographique menée en Colombie entre 2016 et 2018, couplée à une recherche documentaire ont servi de base à ces travaux.

Colombia has been one of the hotspots of the Latin American mineral super-cycle. The State and mining companies have colluded to privilege a model of large-scale corporate mining coherent with three decades of consolidation of a neoliberal sociocultural order. A strong mining sector is coherent with a project obtaining badly needed revenues to fund peace agreements with left-wing guerrillas, sanitary emergency measures and consolidate the state and private capital in regions ridden by violence. All these events and factors are critical in describing "transitional Colombia". This article analyses this time as a conjuncture, and it does so from the point of view of the sites that are most impacted by the dream of a modern, peaceful country. In the case of gold, contrasting the desires of influential players in the sector, the countries' mineral is mainly extracted by the poor and precarious population or by criminal organisations, which often coerce the former. Managing profitable but conflicting regions has oscillated between the open criminalisation and the more managerial approach during the last decade. The article explores the implications of this latter set of strategies that rely on managing affect in mining communities. Taking as an example the case of Marmato, Caldas, the article will illustrate how Corporate Social Responsibility, 'productive chains', and entrepreneurial programmes operate. Finally, the article concentrates on the lived experiences of everyday techniques of pressure, shaming, and desire, leading to an analysis of the affective regimes of current socio-political

conjuncture, crisis, and societal management in Colombia. The article is based on ethnographic research conducted between 2016 and 2018 in Colombia and documentary research.

De los llamados "gobiernos progresistas", las "cadenas productivas", la humillación y el hampa en la Colombia extractiva

Colombia ha sido una de las regiones donde el super-ciclo de las commodities en América Latina se ha sentido con más fuerza. El estado y las compañías mineras han convergido en el esfuerzo de privilegiar un modelo de minería corporativa a gran escala coherente con tres décadas de consolidación del orden sociocultural neoliberal. Un sector minero fuerte es consecuente con el esfuerzo de obtener rentas muy necesarias para financiar los acuerdos de paz con las guerrillas de izquierda, la emergencia sanitaria y consolidar el estado y el capital privado en regiones donde la violencia no cede. Todos estos eventos y factores son vitales para comprender a la "Colombia transicional". Este artículo analiza este tiempo transicional como una coyuntura, y lo hace desde el punto de vista de localidades más impactadas por las consecuencias de construir un país moderno y pacífico. En el caso del oro, y en contraste con el deseo de las élites, el mineral es principalmente extraído por población pobre y con condiciones precarias de vida o por organizaciones criminales que a menudo ejercen poder sobre los primeros. El manejo de regiones ricas en oro pero conflictivas ha oscilado entre la abierta criminalización de los mineros artesanales y un enfoque más gerencial y de política social. El artículo se concentra en explorar las implicaciones de este último conjunto de estrategias que recaen en el manejo de los afectos de comunidades mineras. Al tomar como ejemplo el caso de Marmato, Caldas, el artículo ilustra cómo operan en este sentido la Responsabilidad Social Corporativa, las "cadenas productivas", y los programas para el emprendimiento. Finalmente, el artículo se concentra en las experiencias cotidianas y las técnicas de presión, avergonzamiento y cooptación del deseo, tendiendo así a un análisis de la producción afectiva de la coyuntura actual, la crisis y la administración social en Colombia. El artículo está sustentado en investigación etnográfica conducida entre el 2016 y el 2018 en diversas localidades de Colombia e investigación documental.

INDEX

Mots-clés : extraction d'or, politiques sociales, responsabilité sociale d'entreprise, affect, Colombie

Palabras claves : minería de oro, política social, responsabilidad social corporativa, afecto, Colombia

Keywords : gold mining, social policy, Corporate Social Responsibility, affect, Colombia

AUTEUR

PABLO JARAMILLO

Universidad de los Andes, Bogota, Colombie - P.jaramillo23@uniandes.edu.co